

III. 51
MOUVEMENT GRÉVISTE
AUX PAYS-BAS EN 1903

GRÈVES
DES CHEMINS DE FER
ET LÉGISLATION ***
PAR A. J. STILTING

UTRECHT
- J. L. BEIJERS -

— PARIS —

ARD & E. BRIÈRE

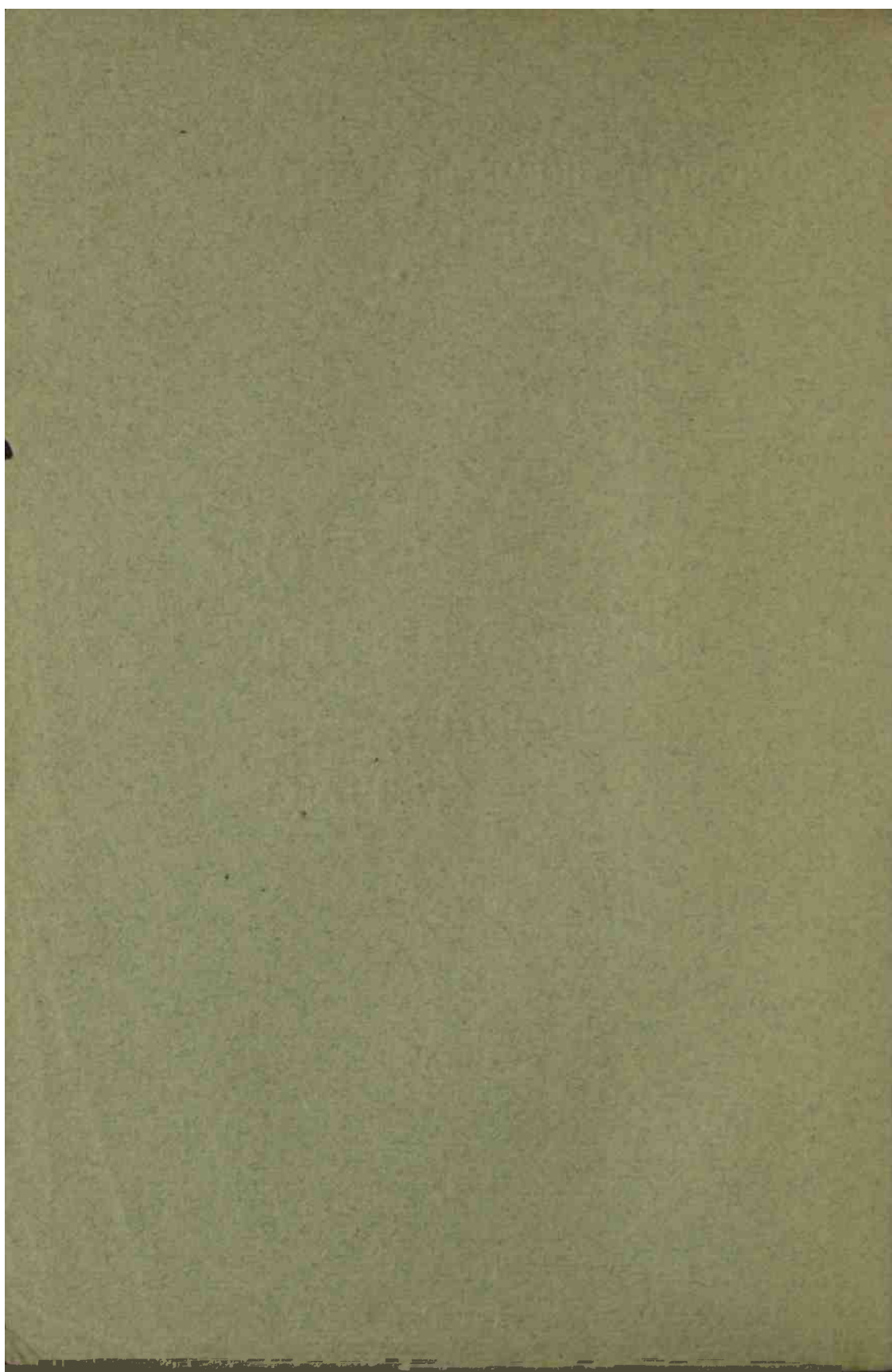
— BERLIN —

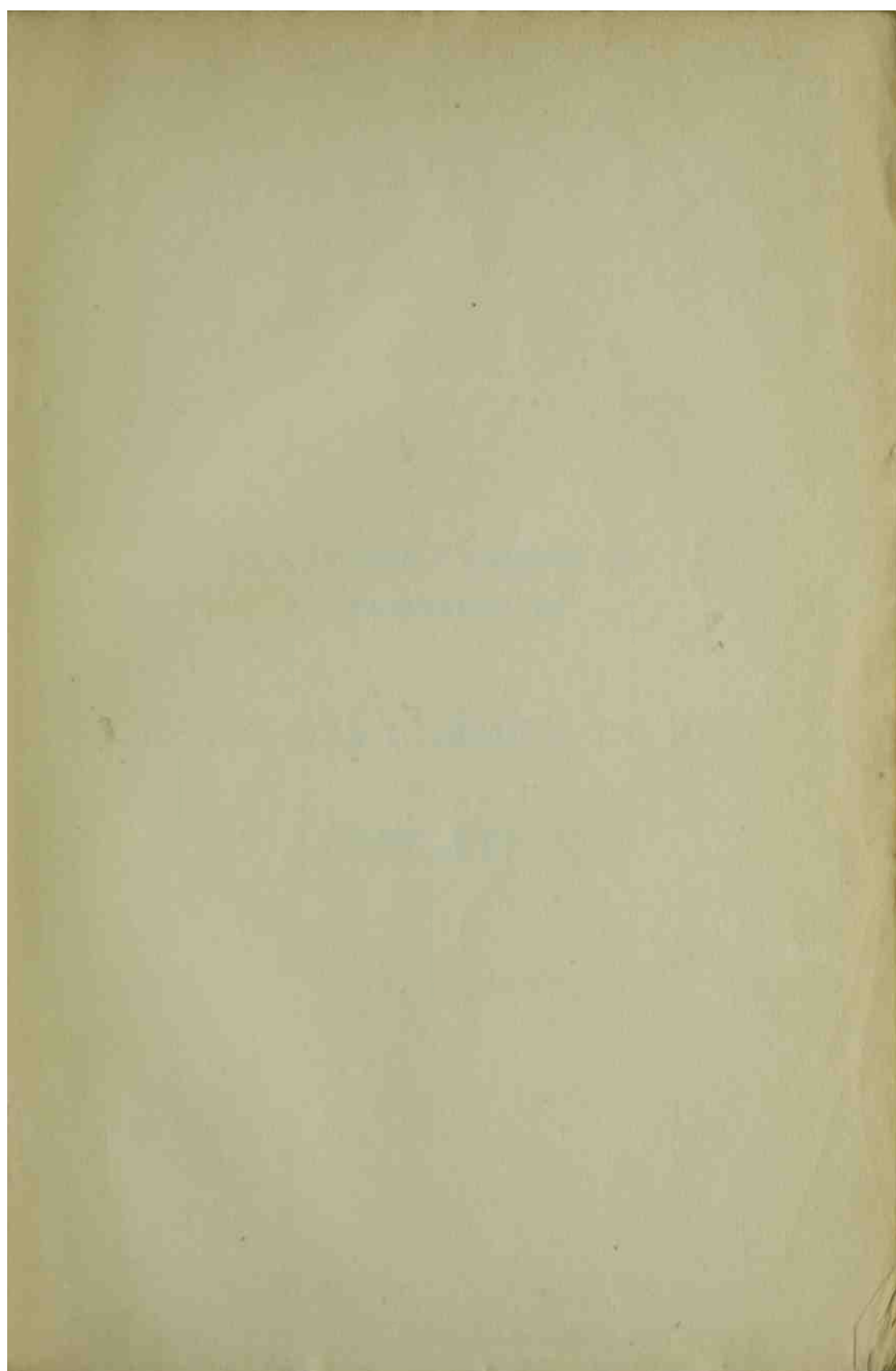
PUTTKAMMER & MÜHLBRECHT

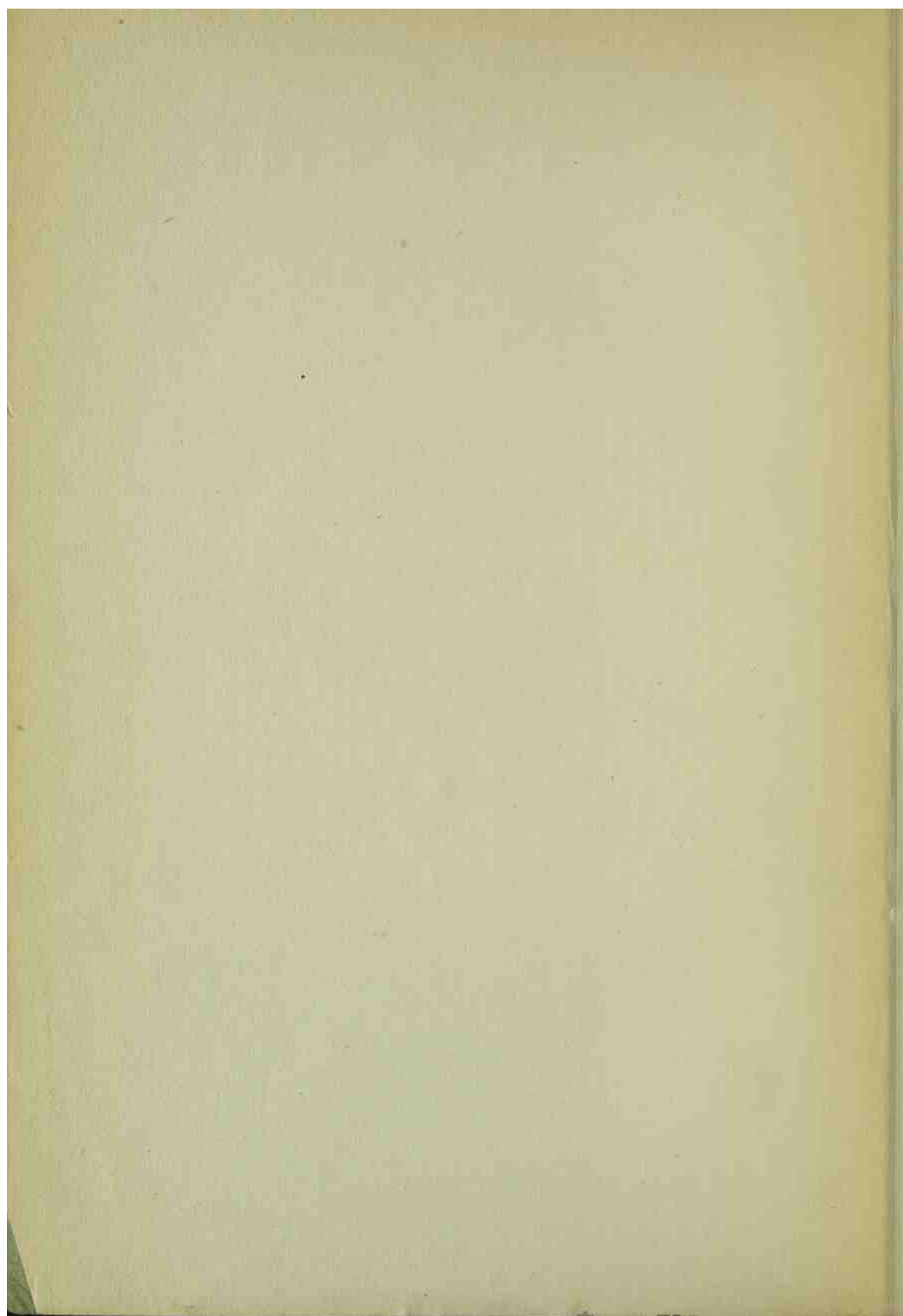
— ANVERS —

NEDERLANDSCHE BOEKHANDEL

1904







MOUVEMENT GRÉVISTE

AUX PAYS-BAS EN 1903

GRÈVES DES CHEMINS DE FER

ET

LÉGISLATION

LA LOI DU 15 JUILLET 1845

RELATIVE

À L'ÉTABLISSEMENT

DE LA

III 51

TES0016847

MOUVEMENT GRÉVISTE
AUX PAYS-BAS EN 1903

GRÈVES
DES CHEMINS DE FER
ET LÉGISLATION * * *
PAR A. J. STILTING



H 912

UTRECHT
J. L. BEIJERS

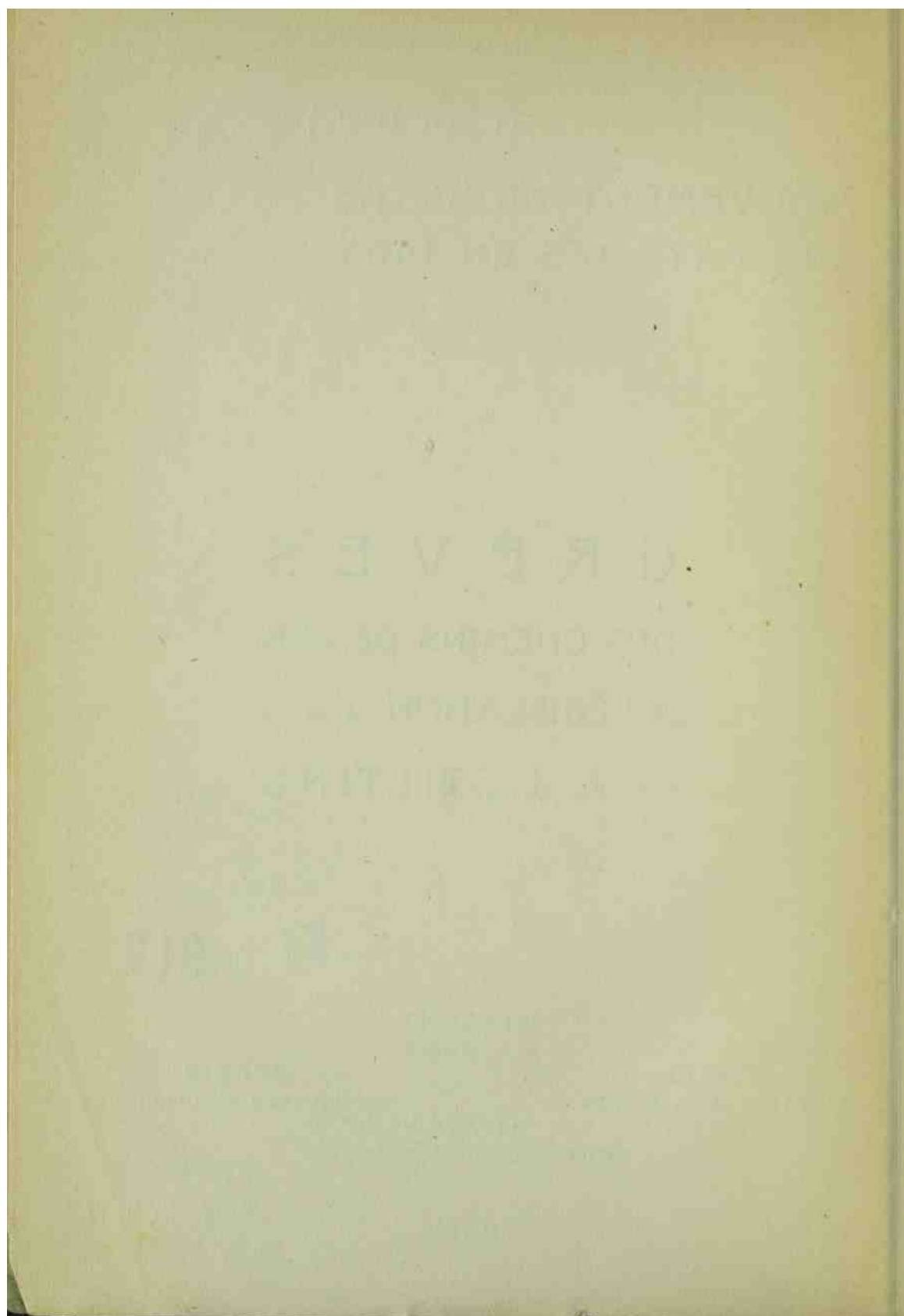
PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE

BERLIN
PUTTKAMMER & MÜHLBRECHT

ANVERS
NEDERLANDSCHE BOEKHANDEL

1904

N.ro INVENTARIO
PRE 15284





N 1903 DEUX GRÈVES DE CHEMINS DE FER
SE DÉCLARÈRENT AUX PAYS-BAS.

LA PREMIÈRE, DE PAR UNE PROMPTE
CONCESSION AUX EXIGENCES DES GRÉVISTES, FUT BIEN-
TÔT TERMINÉE. ELLE EUT POUR CONSÉQUENCES LA
PRÉSENTATION ET L'ADOPTION DE PROJETS DE LOIS
POUR MODIFICATION ET COMPLÉMENT DU CODE PÉNAL,
POUR INSTITUTION D'UNE ENQUÊTE SUR LA SITUATION
DU PERSONNEL ET POUR ORGANISATION D'UNE BRIGADE
DE CHEMINS DE FER.

EN VUE D'EXERCER UNE PRESSION SUR LA REPRÉ-
SENTATION NATIONALE, UNE SECONDE GRÈVE DE
CHEMINS DE FER, AYANT POUR BUT L'ARRÊT TOTAL DE
LA CIRCULATION, ÉCLATA AU COURS DES TRAVAUX
LÉGISLATIFS. AUSSITÔT APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE
FUT PROCLAMÉE.

C'EST UN HISTORIQUE DE CES ÉVÉNEMENTS QUE
L'ON TROUVERA DANS LES PAGES SUIVANTES.

ELLES ONT ÉTÉ ÉCRITES AUTANT POUR ÉCLAIRER
SUR LE SENS ET LA PORTÉE DES LOIS QUE POUR
DISSIPER LE MALENTENDU RÉGNANT À L'ÉTRANGER À
LEUR SUJET ET Y FAVORISER UN JUGEMENT PLUS
ÉQUITABLE.

CET OUVRAGE A ÉTÉ ENTIÈREMENT REFONDU ET
QUELQUES REMARQUES FAITES PAR LA PRESSE LORS
DE L'ÉDITION EN LANGUE NÉERLANDAISE ONT ÉTÉ
PRISES EN CONSIDÉRATION.

ENFIN, POUR PLUS DE CLARTÉ, L'APPENDICE DONNE
UN APERÇU SOMMAIRE SUR LA CONSTITUTION ET LES
PARTIS POLITIQUES DE LA HOLLANDE ET UN EXPOSÉ
DE LA LÉGISLATION DANS LES PRINCIPAUX PAYS EN
MATIÈRE DE REFUS DE SERVICE DE FONCTIONNAIRES
PUBLICS ET DE PERSONNES AU SERVICE DE PARTI-
CULIERS.

A. J. STILTING.

UTRECHT 1903.

DANS l'histoire des deux grèves connues des chemins de fer néerlandais il faut établir entre elles une distinction.

La première (31 Janvier 1903), de par son prétexte, fut une défense des syndicats ouvriers des chemins de fer, qui pensaient devoir par solidarité aider les autres associations professionnelles entrées en lutte contre les patrons, la deuxième (commencement du mois d'Avril 1903) eut pour prétexte et pour but un objet purement politique.

Le mot prétexte est ici choisi, pour éviter la confusion avec le mot cause; la cause tout au moins de la première grève était issue, outre d'un point de départ de solidarité, d'une série de réclamations, relativement à l'attitude des patrons vis-à-vis de leurs employés, lesquelles, présentées aux directions, depuis des années et à maintes reprises, par le personnel des chemins de fer, étaient toujours restées insatisfaites.

Vraisemblablement au début de 1903 dans l'exploitation des chemins de fer, on n'en serait pas arrivé à une rupture ouverte entre employeurs et employés, si, comme il est dit plus haut, le prétexte n'en avait été trouvé dans l'idée du principe de solidarité, à laquelle les ouvriers syndiqués (tous employés subalternes de chaque catégorie en service) pensaient devoir se rattacher.

Aux premiers jours de 1903, les ouvriers des docks d'Amsterdam, qui déjà depuis longtemps avaient avec leurs patrons des différends au sujet des salaires, s'étaient mis en grève. Pour bien comprendre cette affaire, il est à noter que ces travailleurs, se chargeant du transport des marchandises, sont au service de sociétés nommées «veemen»; ainsi connaît-on d'après la couleur des coiffures qu'ils portaient jadis: la «Blaauwhoedenveem» (chapeau bleu), la «Groenwhoedenveem» (chapeau vert), la «Purperwhoedenveem» (chapeau pourpre), etc., ou bien encore d'après des noms de villes ou de contrées: la «Leijdscheveem» (de Leyde), la «Vriesseveem» (Frise) etc.

Afin de renforcer l'opposition des grévistes des «veemen» et des ouvriers de métiers similaires, par exemple ceux des grandes compagnies de navigation à vapeur, il fut, le 27 Janvier 1903 au soir, dans une réunion tenue par les employés des chemins de fer (et c'est la première fois qu'ils prirent parti dans cette affaire), voté une motion ¹⁾ aux termes de laquelle on ne manœuvrerait plus de wagons pour la Blaauwhoedenveem ou la Vriesseveem, on ne déchargerait plus de bateaux de la maison Muller & Cie. (qui charge surtout pour l'Angleterre) on ne mettrait plus en mouvement les grues de la H. IJ. S. M. ²⁾ pour le déchargement

¹⁾ Voir le manifeste suivant plus bas.

²⁾ Il y a en Hollande trois grandes compagnies de chemins de fer; 1e. la Compagnie pour l'exploitation, des chemins de fer de l'État, compagnie particulière exploitant les voies ferrées appartenant à l'État (vulgairement S. S.) 2e. la Compagnie des chemins de fer hollandais, entreprise de particulière concession (vulgairement H. IJ. S. M. ou H. S. M.) et 3e. la Compagnie centrale néerlandaise des chemins de fer, sous le contrôle de la S. S., enfin quelques compagnies moins importantes.

d'un navire entré dans le port, on ne débarquerait pas les marchandises d'un bateau, arrivé de Hambourg.

On le voit, l'application du pur principe de solidarité, comme il est compris par le travailleur néerlandais, fut ici par motion proclamée désirable.

La première manifestation officielle d'une organisation des employés des chemins de fer eut lieu le lendemain par la publication et la distribution aux ouvriers du manifeste suivant :

« Camarades !

Par celle-ci nous portons à votre connaissance la décision prise ce soir, 27 Janvier 1903, dans une réunion du personnel des Compagnies hollandaise et de l'État, d'après laquelle tout travail pour des compagnies de transport en conflit avec leurs ouvriers, sera refusé.

Nous faisons appel à votre sentiment du devoir et vous encourageons à exécuter jusqu'au bout cette décision prise après de mûres délibérations.

N'aggravez pas la lutte de vos compagnons de travail et soyez trop fiers pour faire oeuvre de supplanteurs ¹⁾.

Vive la solidarité !

J. OUDEGEEST, ²⁾

Président de l'Association néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways.

F. H. PETTER, ³⁾

Président de la Fédération.

Les directeurs de la H. IJ. S. M. et S. S. sont déjà au courant de cette décision.»

¹⁾ On pourrait dire en France « oeuvre de jaunes. »

²⁾ Commis de la S. S. à Utrecht.

Mécanicien de la H. IJ. S. M.

Par suite de la décision susnommée, le matin du 29 Janvier à Amsterdam, un mécanicien et un chauffeur de la H.IJ.S.M. refusèrent de mettre en place avec leurs locomotives quelques wagons, parce qu'ils étaient destinés à une des «Veemen». Les deux hommes furent alors congédiés. Ce fut le signal de la grève pour tout le personnel au service du transport des marchandises.

La police n'étant pas en état d'isoler complètement le vaste terrain de garage des «Rietlanden», les soldats d'infanterie de marine furent réquisitionnés et, pour parer à toutes éventualités, la garnison — pour la capitale du royaume en temps ordinaire dérisoirement petite — fut consignée dans les casernes.

L'après-midi se tint une conférence entre les représentants de la Direction de la H. IJ. S. M. et une douzaine d'ouvriers. (Les ouvriers de la S. S. gardèrent provisoirement la défensive, parce qu'il ne leur était pas encore ordonné de faire «office de supplanteurs»). Dans cette conférence on n'aboutit à aucun résultat.

Les ouvriers exigeaient de ne pas être forcés de manœuvrer les trains, dont les marchandises étaient destinées à des maisons de commerce où luttaien les travailleurs, dont ils s'étaient déclarés solidaires.

La Direction de la H. IJ. S. M. pensait de son côté que, même voulant accorder cette promesse, elle ne pourrait la tenir, l'article 31 de son contrat avec l'État déclarant formellement : «Les entrepreneurs sont obligés de transporter contre des tarifs rendus publics et à des conditions fixées par les règlements, les voyageurs et les marchandises, non-exclus par des déterminations légales, sans aucune faveur pour les particuliers, les entreprises, les associations ni tout autre corps.»

Donc, nul résultat n'étant atteint, la situation ce jour-là resta la même. Quelques manœuvres ayant abandonné le travail, furent congédiés; il n'était encore nullement question d'une grève générale du personnel des chemins de fer.

Le soir de ce même jour sous la direction de M. M. Van den Berg, ¹⁾ Oudegeest et Petter dans le local «Plan-cius» — où souvent les ouvriers se réunissent — se tint un meeting du personnel des chemins de fer; les assistants très nombreux votèrent une motion, dont la phrase finale est la suivante:

«Les membres de l'Association décident de cesser le travail comme un seul homme, lorsque la Direction centrale l'ordonnera.»

Si cette grève était proclamée, elle serait valable autant pour le transport de personnes que pour celui des marchandises, s'étendrait à toute la Hollande et donnerait environ 17000 grévistes.

Le matin du Vendredi 30 Janvier le nombre des travailleurs ayant quitté le travail n'était guère plus élevé que la veille; quelques ouvriers qui refusaient de travailler, furent congédiés; mais provisoirement le seul inconvénient qui en résulta, fut la non-circulation sur la ligne de ceinture, réunissant les deux grandes gares d'Amsterdam, celle de la H. IJ. S. M. (gare centrale) et celle du chemin de fer de l'État (gare de la porte de Weesp); ainsi les trains de la ligne de l'État ne purent-ils plus comme par le passé, atteindre leur point terminus, la gare centrale. Dans la circulation des trains, surtout à la S.S. certaine perturbation

¹⁾ Mécanicien de la H. IJ. S. M.

se produisit, cependant tous les trains marchaient encore à l'exception de quelques uns dans l'après midi et le soir, qui plus tard furent supprimés. Sauf aux environs d'Amsterdam la marche des trains ne subit dans le reste du pays aucun dérangement.

Que les ouvriers s'en tinssent à leur idée d'agir avec vigueur, ce qui suit le prouve bien :

L'Association néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways à Amsterdam distribua le Vendredi après-midi le manifeste suivant :

«Aux habitants d'Amsterdam

«Comme vous le savez, une partie du personnel des chemins de fer, contraint par l'attitude de la Direction de la H. IJ. S. M. exigeant de la besogne, pouvant susciter des difficultés aux dockers dans leur lutte, a cessé le travail hier matin.

«Ce personnel a eu soin en quittant le travail d'emmagasiner convenablement tout le matériel, toutes les machines, etc. etc. de sorte que rien ne puisse subir de dommages.

«Bien que l'esprit d'ordre de son personnel soit connu de la Direction, ainsi qu'il résulte du fait mentionné ci-dessus, elle a pourtant cru devoir attirer l'attention sur ce conflit par une grande démonstration de policière et militaire.

«Nous assurons à tous cependant que nul préjudice ne sera porté aux marchandises ou biens de qui ce soit, et que notre seul but est de ne pas rendre plus difficile la lutte de nos compagnons de travail.

«Nous avons fait part de ceci dans les deux conférences, que nous avons eues avec elle, à la Direction de la H. IJ. S. M.,

mais elle a exigé que nous fassions tout de même ce travail, jugé par nous contraire à notre honneur.

«Nous vous adressons cette communication provisoire afin de vous rassurer, si nécessaire, au sujet de la sécurité de vos biens.

«Si la Direction de la H. IJ. S. M. ne veut nous dispenser des services, par lesquels nous rendrions plus pénible la lutte de nos compagnons de travail la circulation par voie ferrée sera arrêtée dans quelques jours par tout le pays, tant pour le transport des marchandises que pour celui des personnes, sans que la protection de la police ou des soldats soit nécessaire nulle part.

«Cette lutte de plus de 8000 ouvriers de chemins de fer syndiqués auxquels s'ajouteront autant de non-syndiqués, servira en même temps à l'amélioration de nos salaires, ne se montant pour la plupart qu'à dix florins par semaine, et à la diminution de nos heures de travail, en général pas inférieures à 14 ou 16 heures.

«Comme il est dit plus haut, c'est la H. IJ. S. M. qui nous force à prendre cette mesure.

«Nous vous laissons juges entre notre manière d'agir et celle de la Direction.

Les Directions centrales réunies des
quatre Associations du personnel des chemins de fer.»

La Direction centrale des postes, bien que personne n'attachât une grande importance aux menaces ci-dessus, loua, pour parer à toutes les éventualités et assurer tout au moins le transport des correspondances, un certain nombre d'automobiles.

A la fin tout faisait prévoir cependant, que ce soir du Vendredi 30 Janvier, l'affaire se déciderait.

Le Gouvernement de son côté prit des mesures et dirigea sur Amsterdam autant de troupes que possible, levées dans les garnisons environnantes: infanterie, cavalerie, artillerie, infanterie de marine, même gardes champêtres et gendarmes, quelques vaisseaux de guerre étaient également chargés de rallier Amsterdam.

Le soir, à 8 heures environ, les associations des ouvriers des chemins de fer se réunirent à Plancius, d'abord en assemblée secrète, puis ouvertement. Il y fut annoncé sous des tonnerres d'applaudissements que la Direction centrale de la Fédération des chemins de fer avait décidé de proclamer pour Amsterdam la grève du personnel, c'est-à-dire que les communications avec Amsterdam seraient coupées provisoirement et que les trains n'atteindraient que la station la plus proche de cette ville, jusqu'à nouvel ordre de la Direction centrale. Cette grève s'appliquerait autant au personnel de la H. IJ. S. M. qu'à celui de la S. S.

Tous les trains arrivant ce soir-là à Amsterdam, furent garés convenablement d'après les ordonnances de service et les locomotives rentrées dans leurs hangars respectifs. Pas une irrégularité ne se produisit, et le personnel se conduisit d'une façon parfaite.

Le Samedi matin la situation n'avait pas changé, quelques trains étaient encore desservis par le personnel resté fidèle et les voyageurs s'empressaient d'en profiter. La grande majorité des habitants des communes voisines d'Amsterdam, qui, ayant dans la capitale des affaires quoditiennes, doivent regagner chaque soir leurs villas ou leurs maisons, furent obligés d'employer des voitures, des

bateaux à vapeur, des automobiles, des vélocipèdes ou des chevaux. Le prix de location de ces moyens de transport augmenta d'une façon fantastique.

Voici la meilleure façon de se représenter la situation faite. Amsterdam se trouvait situé à l'intérieur d'un cercle, les trains s'approchaient de la circonférence mais ne pouvaient tracer les rayons vers le centre.

Vers l'ouest était situé le rayon de la ville de Harlem, chef-lieu de la province Hollande septentrionale à environ trois heures (19 K.M.) d'Amsterdam.

La Direction de la H. IJ. S. M. au cours du Samedi s'efforçait de restreindre ce cercle et de faire arriver les trains jusqu'à Sloterdijk, halte à une demi-heure (3 K.M.) d'Amsterdam; les voyageurs pouvaient ainsi par tramway ou à pied, gagner Amsterdam plus facilement que de Harlem.

La Direction de la H. IJ. S. M. ayant refusé de satisfaire à une demande de la Direction centrale de l'Association du personnel des chemins de fer, exigeant l'arrêt de la circulation des trains Harlem-Sloterdijk, la dite Direction centrale résolut d'élargir la zone fermée au delà de Harlem et d'ordonner que le travail devrait cesser aussi dans cette gare, de sorte que la première gare non-interdite était celle de Leyde, située à environ huit heures (47 K.M.) d'Amsterdam en suivant la ligne du chemin de fer.

Du côté est les trains de la H. IJ. S. M. arrivaient jusqu'à Weesp à plus de deux heures (14 K.M.) d'Amsterdam, tandis que ceux de la S. S. s'arrêtaient du côté sud à Abcoude, situé à une même distance de la capitale.

Dans la matinée quelques trains arrivaient encore à Amsterdam et en partaient.

Entre temps la grève s'étendait de plus en plus, de sorte

que la circulation était arrêtée presque entièrement dans l'après-midi à La Haye et dans les deux gares de Rotterdam.

Tout à coup cependant la grève se termina. Quelques membres de la Direction de la H. IJ. S. M. s'étaient rendus à La Haye afin d'y conférer avec le Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie, M^e. de Marez Oyens, sur les dispositions à prendre en de telles circonstances. ¹⁾ Un conseil extraordinaire des ministres s'était tenu un peu avant cette conférence.

Ce qui s'est passé dans cette conférence n'a jamais été connu.

Sur la conférence entre la Direction de H. IJ. S. M. et le Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie, circulent diverses versions. La première impression fut que les Directions des chemins de fer n'avaient pas trouvé auprès du ministre le soutien désirable pour maintenir énergiquement le règlement plus haut nommé du transport par voie ferrée, visé dans le contrat de concession par l'article 31 et qui garantit à tout expéditeur la livraison de ses marchandises sans nul privilège ni passe-droit; par une note officieuse il en était donné bientôt une version de la part du Gouvernement. ²⁾ Quoiqu'il en soit, à une

¹⁾ Le 31 Janvier, alors que la ville d'Amsterdam était privée de circulation par voie ferrée, la Blaauwhoedenveem, considérant l'intérêt général, prit l'initiative d'assurer aux directions des chemins de fer, qu'elles ne seraient pas obligées de transporter, durant le boycott, ni de ranger pour cette veem. La Vriesseveem fit de même, tandis que des négociations étaient ouvertes afin d'arriver à la suppression du boycott. Il en résultait ainsi, que les compagnies de chemins de fer, sans violer leur contrat avec l'État, pouvaient laisser inachevé le travail pour les veemen.

²⁾ Cette déclaration officieuse, qui, pour l'histoire de la grève est de grande importance, fut rendue publique le 4 Février; elle est conçue en ces termes :

«Le Conseil d'Administration de la Compagnie des chemins de fer hol-

assemblée du personnel des chemins de fer, tenue dans Plancius le 31 Janvier, arriva par estafette la communication suivante, dont la lecture souleva des tonnerres d'applaudissements.

«Aux directions centrales
des associations du personnel des chemins de fer!

«Nous pouvons donner l'assurance, ainsi que nous le faisons par la présente, qu'il ne sera pas exigé du personnel de manœuvrer les wagons sur un des terrains de la commune, au quai du commerce, sur les terrains du patron la Blaauwhoedenveem; la Vriesseveem; la Compagnie des bateaux à vapeur «Nederland» et Wm. H. Muller & Cie.

Nous affirmons ensuite, ce qui a été promis hier, que le personnel en service avant la grève, sera réintégré; que nous sommes toujours disposés à conférer avec votre Organisation dans l'intérêt du personnel.

Le Conseil d'Administration
de la H. IJ. S. M.»

landais, représenté par son président, Me. F. Th. Westerwoudt et par son secrétaire, Me. le baron Roëll, assistés par le chef du service général, Jhr. Me. W. F. van der Wyck, s'est rendu le 31 Janvier au Ministère des Ponts et Chaussées du Commerce et de l'Industrie afin d'y communiquer ce qui s'est passé lors de la grève du personnel des chemins de fer et de délibérer avec Son Excellence sur la ligne de conduite à suivre par la Compagnie des chemins de fer hollandais et de lui demander si l'on devait persévérer dans l'attitude adoptée jusqu'ici, ou céder aux exigences présentées. Cette délibération était jugée nécessaire par le Conseil d'Administration autant dans l'intérêt de cette Compagnie que dans l'intérêt général du pays, lequel était impliqué dans cette grève.

Le Ministre, ayant pris connaissance des communications du Conseil, fut d'avis que la Compagnie des chemins de fer hollandais, se trouvant en face d'un refus de service, ne pouvait, la loi en main, agir autrement qu'elle

Il fut ensuite décidé de conférer avec diverses directions d'associations ouvrières; celles-ci demandaient encore un entretien avec la Direction, parce qu'il n'était pas indiqué dans la réponse susnommée que les salaires seraient payés aussi pour les jours de grève et qu'on désirait être assuré que nul ne subirait les conséquences de la grève.

Par une communication téléphonique avec le membre délégué du Conseil d'Administration de la H. IJ. S. M. Mr. van Hasselt, satisfaction fut donnée à ces exigences.

A l'aide des lignes télégraphiques des chemins de fer, — le service télégraphique public étant à cette heure interrompu presque partout, — la grève fut levée aux différents endroits au nom de la Direction principale de l'Association du personnel des chemins de fer et des tramways.

Dans une assemblée du personnel des chemins de fer, tenue plus tard dans la même soirée, fut adoptée la motion suivante, qui montre la manière, dont les ouvriers expliquaient leur victoire:

«L'assemblée, ayant entendu les promesses des directions des chemins de fer ¹⁾ déclare que satisfaction est donnée au sentiment de solidarité des ouvriers, conclut que la reconnaissance complète de l'organisation professionnelle

n'avait fait. Lui, comme ministre, n'a ni le droit ni le pouvoir de dispenser de cette loi et n'est donc pas en état de décharger la Compagnie des chemins de fer hollandais de l'obligation légale. Si, contrainte par les circonstances elle pense devoir abandonner son point de vue, il croit devoir lui en laisser la responsabilité, sans se prononcer en ce moment. L'exploitation du chemin de fer incombe à la Direction, et le Gouvernement dans toute intervention est sujet aux prescriptions de la loi et des règlements.

¹⁾ La Société pour l'exploitation des chemins de fer de l'Etat, comme la Compagnie des chemins de fer hollandais, cédait aussi aux exigences.

est acquise par la lutte, espère qu'une amélioration s'en suivra bientôt, applaudit à la victoire, grâce à laquelle le but de la grève est atteint, déclare la grève terminée.»

Le Dimanche, 1^{er} Février, circulaient tous les trains à l'exception de quelques uns dans la province, où la nouvelle de la levée de la grève n'était pas acceptée ou avait été reçue trop tard pour permettre le retour du personnel aux chantiers. La circulation par voie ferrée était régulière à peu près partout dans l'après-midi.

La grève du personnel des chemins de fer étant terminée, les patrons chez lesquels primitivement les grèves avaient éclaté, c'est-à-dire dans les branches du transport, décidèrent de céder à leur tour, de sorte qu'après le 2 Février le calme fut bientôt rétabli et le travail repris partout.

La victoire était sur toute la ligne du côté des ouvriers, les organisations partout reconnues, les ouvriers congédiés et suspendus (ceux aussi qui manœuvrent les grues sur les terrains communaux du commerce et qui, ayant refusé de travailler, avaient été congédiés ou suspendus par la commune d'Amsterdam) furent réintégrés, et furent agréées quelques demandes au sujet des salaires, dont on ne s'était du reste pas occupé durant cette grève, parce que les ouvriers n'avaient pas voulu en «souiller» leur «mouvement grandiose».

La grève des chemins de fer ayant éclaté tout à l'improviste, ce fut seulement après sa fin que la presse put donner son opinion.

Le «Standaard,» l'organe, dont était auparavant rédacteur-en-chef le Président du Conseil des Ministres et avec lequel celui-ci est encore en relations, jugeait «l'autorité» intervertie. Le «Nederlander,» organe du parti anti-révolutionnaire

indépendant, dont est rédacteur-en-chef le député Jhr. Me. de Savornin Lohman, «le ministre sans portefeuille», qui joue un grand rôle ¹⁾ dans la suite de la grève, disait: «nous avons affaire ici à une révolution dans laquelle la force plus que jamais prime le droit». «Het Volk», organe des socialistes-démocrates, (rédacteur-en-chef Me. P. J. Troelstra, député) s'exprimait ainsi: «le lion a seulement montré sa griffe, se dressant pleinement calme et maître de lui, il n'a fait que laisser présumer de sa puissance pour le jour où il déchaînera toute sa force». Les journaux libéraux, quoique désapprouvant la grève avec vigueur, adoptèrent une attitude en quelque sorte réservée, ou firent prononcer un jugement dans un article signé par un autre que le rédacteur-en-chef.

L'affaire se serait bornée probablement à une victoire des ouvriers avec des conséquences qu'il ne faudrait pas exagérer, si bientôt des organes influents de la presse n'avaient incité à une réglementation légale d'après laquelle les grèves de chemins de fer deviendraient dorénavant condamnables.

Le personnel des chemins de fer, bien que ne sachant pas encore immédiatement après la grève, que le Gouvernement présenterait une loi en ce sens, comprit pourtant

¹⁾ On peut d'ailleurs considérer celui-ci comme auctor intellectualis «des lois de grève». En effet plus que toute autre feuille, son journal le «Nederlander», immédiatement après la première grève du 31 Janvier, a réclamé le recours à des mesures légales d'après lesquelles une grève serait impossible à l'avenir dans les chemins de fer. On considère dans les milieux ouvriers, si l'on en juge par ce qui a été écrit à ce sujet, Mr. de Savornin Lohman comme un de ceux ayant eu la plus grande influence sur la forme des lois; une gravure du journal hebdomadaire «de Amsterdam» traduit ce sentiment.

qu'il arriverait quelque chose; la publication suivante du 4 Février dans les organes de l'Association officielle néerlandaise des chemins de fer et des tramways placée en tête de la feuille, le prouve :

«La Direction centrale de l'Association néerlandaise des chemins de fer et des tramways fait savoir à toutes les divisions et corps correspondants que les mesures précautionnelles les plus minutieuses doivent être prises afin d'être à même de cesser le travail aussitôt après l'avis émané de la Direction centrale.

Ceci est de rigueur en tout premier lieu pour le personnel des chemins de fer et des tramways à La Haye, tandis que le personnel des lignes Harlem—Rotterdam et Gouda—La Haye doit se tenir prêt à partir pour La Haye au premier commandement. Ces mesures tendent à prévenir l'adoption par la Représentation Nationale d'une loi, nous privant du droit de grève. On gardera cependant le calme, on attendra l'instruction secrète et on ne fera rien sans ordre de la Direction centrale.

F. H. PETTER.

J. OUDEGEEST.

Il apparaissait bientôt assez clairement que le Gouvernement préparait quelque chose.

Le 30 Janvier les miliciens d'infanterie sous les armes, simples permissionnaires, avaient été rappelés par dépêche à leurs corps respectifs; le 1^{er} Février le Ministre de la Guerre faisait savoir aux commandants des corps, que les permissionnaires déjà rentrés pouvaient repartir immédiatement ou éventuellement n'avaient pas besoin de se rendre. Le 6 Février suivant parut cependant dans le Journal

Officiel No. 31 un décret royal (Feuille Officielle No. 68) par lequel le Ministre de la Guerre était autorisé à fixer la date de rappel sous les armes des miliciens permissionnaires des classes 1900 et 1901 appartenant aux régiments d'infanterie et au corps de troupes du génie. Le Ministre fixa comme date le 10 Février.

L'appel des classes avait lieu en vertu du 1^{er} alinéa de la loi des milices 1901, ainsi conçue :

« En cas de nécessité pour le maintien ou le rétablissement du repos ou de l'ordre public, pour l'exécution de prescriptions légales ou en vertu d'autres motifs prédominants, il peut être ordonné par Nous, que les conscrits de l'armée de terre encore sous les armes ou les ayant quittées dernièrement en vertu des articles 107, 108 ou 109, seront maintenus ou rappelés sous les armes. »

Les ouvriers des chemins de fer et des tramways continuaient en attendant à s'organiser sérieusement, même au sujet des demandes de salaires, qu'ils allaient présenter aux différentes compagnies; dans de nombreuses assemblées fut proclamée la confiance en la Direction centrale par suite du manifeste connu et mentionné plus haut de M. M. Petter et Oudegeest.

On n'avait presque pas remarqué jusqu'ici parmi les ouvriers des chemins de fer l'existence de ceux respectant l'ordre et le 31 Janvier il avait semblé que l'Association du personnel des Chemins de fer et des Tramways comprenait tous les ouvriers ou agissait en leur nom, ou du moins que ceux ayant des dispositions non-révolutionnaires, formaient un groupe insignifiant; le 9 Février fut cependant répandu un manifeste, protestant contre la « tyrannie socialiste-démocrate » et incitant à l'union le personnel, ami de l'ordre. Ce mouvement

émanait entre autres du chef-garde B. Nibbelke, qui le fameux 31 Janvier fut un des seuls, ayant continué leurs services sur les trains en dépit des menaces

La Ligue populaire néerlandaise catholique-romaine condamna alors avec autant de vigueur «la contrainte insupportable», vit dans la grève un «terrorisme» et incita les divisions à contrecarrer à l'aide de tous les moyens licites de si injustes grèves.

Quelques mécaniciens de chemins de fer retraités invitèrent leurs collègues à offrir leurs services en cas de nécessité, à remonter sur les machines, tandis qu'un certain nombre d'employés des compagnies de chemins de fer essaya de créer une organisation du personnel ami de l'ordre.

C'est ainsi qu'une déclaration put être faite le 14 Février au nom d'un comité d'organisation du service des chemins de fer en temps de grève, composé d'employés subalternes, (mécaniciens, chef-gardes, etc.) devant assurer en cas de nouvelle grève la circulation des trains sur les principales voies et le lendemain fut rendue publique la constitution de «la Ligue d'ordre du personnel au service de la Compagnie des chemins de fer hollandais».

Le siège principal de cette Ligue est à Amsterdam, elle a pour but: 1^o de protéger les intérêts moraux et matériels du personnel; 2^o de cultiver le sentiment de responsabilité parmi ce personnel; 3^o de favoriser l'esprit de camaraderie et de bonne collaboration, touchant l'exercice précis du service des chemins de fer parmi tout le personnel des Pays-Bas: 4^o de contribuer à ce que la Compagnie des chemins de fer hollandais puisse compter en tout temps et en toutes circonstances sur la collaboration loyale de son personnel pour l'accomplissement de

ses devoirs. La direction provisoire était composée de représentants de toutes les branches de service de la Compagnie.

Pendant que ceci se passait du côté des ouvriers amis de l'ordre, le reste du personnel, composant alors la grande majorité (12000 sur 17000) réalisa le 23 Février à Amsterdam une fédération sous le nom de « Association générale néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways, » à laquelle environ 12000 ouvriers adhérèrent (près de 11000 membres prirent part au vote). Le but selon les statuts projetés était de « se développer et s'élever moralement. » L'association constituée était une nouvelle fédération d'associations déjà existantes, grâce à laquelle on croyait pouvoir développer plus de force, étant donnée une unité plus serrée. Un projet de nomination de deux ou trois directeurs-en-chef salariés fut ajourné provisoirement. Le siège de l'organisation fut fixé à Amsterdam.

Le même jour se réalisa à Utrecht une organisation encore plus étroite du personnel catholique des chemins de fer avec siège principal à Tilbourg ; et l'alliance néerlandaise d'ouvriers « Patrimonium » avec quelques associations chrétiennes de même tendance publièrent un manifeste incitant à s'affilier aux associations chrétiennes.

La situation resta encore tout-à-fait incertaine pendant quelques jours. Dans les journaux pleuvaient les correspondances particulières, tandis que les organes les plus importants de la presse exprimaient leur opinion.

L'esprit général de ces articles était que le Gouvernement, en proposant des mesures de prévention pour les grèves futures de chemins de fer, pourrait compter sur le soutien de tous les partis de l'ordre et que seules des lois

réactionnaires susciteraient des difficultés insurmontables pour les groupes de la Gauche. Le Gouvernement envoya partout où c'était nécessaire des détachements des troupes à sa disposition après l'appel des deux classes, principalement les villes d'Amsterdam, Rotterdam et La Haye furent pourvues d'une forte garnison. A Amsterdam, où ne se trouvait pas assez de place dans les casernes ordinaires, un certain nombre de bâtiments furent aménagés en casernes provisoires, entre autres le bâtiment des sports «Velox» qui abrita environ 1000 hommes.

Tout le monde attendait avec une vive impatience l'assemblée de la Seconde Chambre des Etats Généraux, convoquée pour le 25 Février en séance publique. On s'attendait à voir le Gouvernement déclarer immédiatement ses intentions. La séance de la Chambre, qui avait attiré un très grand nombre de curieux dans les tribunes publiques et réservées, débuta comme si le pays n'était nullement troublé. Différentes affaires peu importantes furent portées à l'ordre du jour jusqu'à ce qu'enfin le député M^e. Goeman Borgesius, leader des unis-libéraux, ex-ministre des Affaires Intérieures, eut la parole et invita le Gouvernement à mettre à l'ordre du jour aussitôt que possible quelques interpellations annoncées au sujet du trouble dans le pays et de l'appel des classes.

Le Président du Conseil des ministres, le Dr. Kuyper, prit alors la parole pour donner la «déclaration du Gouvernement» sur l'état des affaires.

Cette déclaration, accompagnée de la présentation et en même temps de la distribution aux membres de la Chambre de trois projets de lois touchant les chemins de fer, est conçue en entier dans les termes suivants :

Monsieur le Président,

Le Gouvernement croit aller au devant d'un désir actuel en ajoutant un court commentaire aux trois projets de lois, que j'ai eu l'honneur de déposer sur votre table.

Le désarroi, apporté à la fin du mois de Janvier dans la circulation par voie ferrée, a surpris le Gouvernement tout à l'improviste. Pas le moindre bruit n'en était auparavant parvenu à un des départements. En conséquence le Gouvernement, nullement préparé à la défense, n'intervint pas expressément au moment précis. Intervenir tant que, faute de moyens, on ne pouvait penser à persévérer, aurait aggravé le mal au lieu de l'améliorer. Lorsque la fin subite, quoique non-désirée, de la première opposition, n'eut pas amené de détente, et que l'audace eut été poussée jusqu'à proférer des menaces, l'autorité compétente requit des troupes; mais il n'y en avait pas. D'où la levée d'une partie de la milice nécessaire pour prévenir d'autres voies de fait comme celles de Durgerdam ¹⁾, inspirer du respect à l'audace et rendre aux citoyens paisibles de tous rangs ce sentiment de sécurité, qui leur a manqué un moment. La situation s'est améliorée grâce à cette mesure et louange en revient aux miliciens, qui ont répondu promptement à l'appel et résisté

¹⁾ Ce passage se rapporte à un événement, qui se passa quelques jours auparavant. Un certain nombre d'ouvriers de quais d'Amsterdam empêcha par la violence un groupe de confrères de Durgerdam, dans le voisinage, de se rendre à leur travail à Amsterdam. Quelques ouvriers de Durgerdam furent sérieusement maltraités en cette affaire.

Le personnel organisé des chemins de fer nia immédiatement toute participation à ce délit, le désapprouva et le déplora.

fièrement à toute tentative de séduction, en vue de leur faire renier leur devoir et flétrir leur conscience. Si la tempête s'est apaisée ainsi, tous les nuages ne sont pas encore dissipés. Donc cette grève a fait découvrir des lacunes dans notre institution d'État et dans notre Code Pénal; elles doivent être comblées; maintenant chacun sait pour l'avoir vu de ses propres yeux, qu'une telle grève dans les chemins de fer a à peine le nom de commun avec tant de grèves ordinaires. De nombreuses grèves ne se caractérisent que par une lutte économique entre patrons et ouvriers, que l'on doit terminer économiquement; mais ce qui s'est produit ici, était un attentat insensé au facteur principal du mouvement vital de la société, une obstruction intolérable à l'autorité dans l'exercice de ses fonctions, un sacrifice de la prospérité de tout un peuple au désir de suprématie des classes, un moyen violent jugé dès aujourd'hui propre à l'exercice d'une tyrannie politique. Il est nécessaire de prendre trois mesures contre ce danger. Il faut en premier lieu que les ressources disponibles de l'État comprennent dorénavant une brigade de chemins de fer pouvant en cas de nécessité assurer le service sur les voies ferrées du royaume. Mais ceci n'est pas suffisant. Il faut en second lieu que parmi le personnel même soit cultivé un autre esprit en faisant droit aux griefs légitimes. Une Commission d'État, avec pouvoir de faire des enquêtes, aura à examiner à cette fin la situation légale et les conditions de service du personnel, à dresser des projets en vue d'assurer au personnel la stabilité de sa position sous la protection de l'État, recherche d'autant plus nécessaire que, en troisième lieu, on ne saurait tarder de désigner comme délit dans les lois ce qui est criminel

et ceci autant pour mieux sauvegarder la liberté individuelle dans le travail, que pour stipuler que, outre les fonctions publiques dans les services à rendre à la communauté, tout refus de travail ne peut être toléré impunément par l'autorité. La collaboration de la Chambre est exigée pour chacune de ces trois mesures. Le Gouvernement fait en vue de succès un appel chaleureux à l'appui de tous les partis des États-Généraux, qui veulent voir maintenir l'ordre dans l'État. D'une réaction, personne n'en veut ici. Le Gouvernement et la Chambre continuent à se diriger inaltérablement vers la réforme de nos relations sociales, mais nous ne pouvons tolérer de laisser aborder le vaisseau de l'État. L'autorité légale doit être maintenue sans faiblissement dans l'intérêt bien-entendu de tous les partis.

Après que le Ministre eut fait cette déclaration, des applaudissements retentirent du côté droit de la Chambre.

Les trois projets de loi sont les suivants:

Complément et Modification
du

Code Pénal.

Article 1^{er}.

Il sera intercalé après l'article 284 du dit Code un nouvel article ainsi conçu:

Article 284bis. Celui qui obligera autrui à faire, ne pas faire ou tolérer quelque acte, soit par empêchement,

obstruction ou intimidation, sera puni d'un emprisonnement de trois mois au plus ou d'une amende maxima de cent florins.

Au cas où le délit est commis par deux personnes ou plus réunies, un emprisonnement d'au plus six mois ou une amende d'au plus deux cents florins pourront être infligés. ¹⁾

«L'article 286 du dit Code sera lu comme suit:

La condamnation pour un des délits, exprimés dans les articles 274—282 et dans le deuxième paragraphe de l'article 285, pourra entraîner la déchéance des droits, visés par l'article 28 nos. 1—4, et la condamnation pour un des délits, exprimés dans un des articles 284, 284bis et 285, premier paragraphe pourra entraîner la déchéance des droits visés par l'article 28, No. 3.

¹⁾ Pour la bonne compréhension de l'article présenté 284bis suit ci-après le texte de l'article 284 actuel:

«Sera puni d'au plus neuf mois de prison ou d'une amende d'au plus trois cents florins:

«1^o. Celui qui par violences ou menaces avec violences oblige illégalement autrui à faire, ne pas faire ou tolérer quelque acte;

«2^o. Celui qui par menaces injurieuses ou par libelles diffamatoires, force illégalement autrui à faire, ne pas faire ou tolérer quelque acte;

«Dans le cas sous 2^o le délit n'est poursuivi que sur plainte de celui au détriment duquel il a été commis.»

L'article présenté, aussi bien que l'article actuel a une portée générale nullement limitée aux grèves, mais sert à sauvegarder la liberté individuelle. Tandis que cependant l'article actuel menace d'une punition celui qui aura poussé illégalement «autrui à faire, ne pas faire ou tolérer quelque acte», alors seulement qu'il aura employé «la violence, les menaces avec violences, les menaces injurieuses ou les libelles diffamatoires», l'article projeté implique également comme condamnables l'empêchement, l'obstruction ou les moyens d'intimidation. En outre de par cet article la réunion de deux personnes ou plus entraîne une aggravation de peine, ce qui manque à l'article 284.

Article 2.

Trois nouveaux articles seront intercalés après l'art. 358 du dit Code, à lire comme suit :

Article 358 bis. Tout fonctionnaire ou tout employé à quelque service public ou communication publique par voie ferrée, soit fixement, soit provisoirement, afin d'empêcher le cours de ces services ou de ces communications, néglige, ou légitimement chargé à cette fin, refuse de remplir des fonctions pour lesquelles il s'est engagé formellement ou en vertu de l'acceptation de son emploi, sera puni d'un emprisonnement, d'au plus six mois ou d'une amende maxima de trois cents florins.

Article 358 ter. Au cas où deux personnes ou plus par suite de conspiration, commettent le délit visé par le précédent article, les coupables, ainsi que les meneurs et les promoteurs de cette conspiration, seront passibles d'un emprisonnement maximum de quatre ans.

Article 358 quater. Si le but, visé par l'article 358bis est atteint, il sera infligé dans le cas de l'article 358bis un emprisonnement maximum de 18 mois; dans le cas de l'article 358ter un emprisonnement maximum de six ans.

L'article 380 du dit Code est à lire comme suit :

En cas de condamnation pour un des délits, visés par les articles 359, 363, 364, 366, 377 dernier paragraphe, et 379 premier paragraphe, la déchéance des droits, indiqués par les articles 28 nos. 3 et 4 et en cas de condamnation pour un des délits, indiqués par les articles 358 bis, 358 ter et 358 quater, la déchéance de ceux, visés par l'article 28 n^o. 1—3, pourront être prononcées.

Détermination finale.

Cette loi entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

Nous ordonnons et enjoignons que la présente soit publiée à l'Officiel et que tous les Départements Ministériels, Autorités, Collèges et Fonctionnaires, pour autant que cela les concerne, veillent à son exécution ponctuelle.

Mémoire explicatif.

§ 1. Les événements, qui ont troublé une grande partie de la Hollande il y a quelques semaines, ont attiré l'attention et partiellement l'ont fixée de nouveau sur plus d'une lacune critique dans le Code Pénal.

En premier lieu il est apparu clairement une fois de plus, que la liberté individuelle n'est pas garantie suffisamment par la loi.

Article 284. 1°. Le Code Pénal sous le Titre «Délits contre la liberté individuelle» condamne bien la contrainte illégale par suite de laquelle, celui, sur lequel elle est exercée, fait, ne fait pas ou tolère ce qu'il n'aurait pas fait, bien fait ou n'aurait pas toléré sans elle, mais alors seulement qu'elle est exercée avec violences ou menaces avec violences.

Cette stipulation ne suffit plus évidemment au besoin actuel de la société.

L'expérience pourtant — et pas seulement celle des derniers jours — a prouvé qu'il se présente une forme de contrainte, qui, sans se manifester par violences ou par menaces avec violences, attaque illégalement la liberté individuelle à un point intolérable dans une société civilisée.

Toute contrainte, engageant autrui à faire, ne pas faire ou tolérer ce qu'il n'aurait pas fait, bien fait ou pas toléré sans elle, est par le fait-même une atteinte à la liberté individuelle. Une telle atteinte peut être juste, mais aussi injuste, « inique ».

Il n'est pas nécessaire que toute contrainte inique soit condamnable, même si elle est une atteinte injuste à la liberté individuelle.

En effet, la punition est un « *ultimum remedium* », un moyen ne pouvant et ne devant être employé que lorsque le maintien légal de l'ordre public l'exige; c'est pourquoi il n'est pas proposé de stipulation qui, en dehors de celles existantes, menace de punitions toute contrainte inique, mais seulement celles se manifestant par empêchement, obstruction ou moyens d'intimidation.

Voici la teneur de l'article 284bis.

Seront frappés par cette stipulation entre autres ceux, qui d'une des manières indiquées dans l'article, forcent ou essaient de forcer illégalement — un ouvrier à quitter ou à reprendre sa besogne, à chômer ou bien à travailler, à entrer dans une organisation ou à en sortir; — un patron à engager à garder à son service ou à renvoyer certaine personne; à augmenter les salaires ou à diminuer les heures de travail; — un autre à acheter ou à ne pas acheter ce dont il a besoin, ses moyens d'existence, biens ou marchandises, chez certaines personnes.

Et ainsi de suite.

§ 2. Outre le supplément au Titre « Délits contre la liberté individuelle », un supplément et une amplification au Titre « Délits de fonctionnaires » paraissent nécessaires.

Ce «Titre» contient bien un certain nombre de «Délits de fonctionnaires» mais il passe — assez bizarrement — sous silence le délit en question par excellence, le manquement du fonctionnaire à son devoir — avec une seule exception — et non seulement quand ce manquement se présente sans mauvaise préméditation et individuellement, mais aussi quand il va droit à l'encontre de l'ordre public et de l'autorité, ou qu'il prend le caractère d'un refus de service collectif.

Cette situation ne doit perdurer.

L'autorité pourtant, qui est appelée à maintenir l'ordre légal et la communauté de droit, d'aider à sa prospérité et à sa florescence, ne peut permettre que ceux, ayant accepté librement le devoir de collaborer à la réalisation de cette œuvre, l'en empêchent par manquement complet à ce devoir et s'efforcent même de lui en rendre impossible l'accomplissement.

Les fonctionnaires sont pour ainsi dire les organes du corps de cette communauté et pour que ce corps reste sain et énergique, il est tout d'abord nécessaire que les organes remplissent leurs fonctions normalement.

Prévenir le refus de service des fonctionnaires, ayant pour but de troubler le cours régulier des affaires, et s'armer de stipulations pénales contre leurs actions éventuelles est donc non-seulement le droit mais aussi le devoir de l'autorité.

Les articles présentés 358 bis, 358 ter et 358 quater sont le fruit de ces considérations.

Mais ces articles vont en même temps un pas plus loin.

Ils soumettent «les employés à la communication publique par chemin de fer» aux mêmes pénalités que les fonctionnaires.

Pourvu naturellement qu'existent les conditions de pénalité, indiquées dans ces articles.

Ils ne visent donc pas la grève justifiée ni même, sans la seule exception indiquée dans ces articles, la grève injustifiée. Ils ont en vue seulement la grève injustifiée dans les communications publiques par voie ferrée.

Ils ne veulent d'ailleurs nullement avancer ainsi, que toute autre grève injuste soit permise, mais seulement ne pas la désigner comme passible de pénalité.

Le manquement au devoir injustifié de la part du personnel des chemins de fer est seulement condamnable, parce que, selon le Gouvernement, cette seule répréhension est nécessaire outre celle pour manquement des fonctionnaires à leur devoir.

Le Gouvernement a suivi sur ce point des considérations ayant une grande conformité avec celles ci-dessus nommées.

Il pose que toute rupture de contrat volontaire est injuste, et d'autant plus injuste que la mauvaise foi et la préméditation malfaisante y jouent un plus grand rôle.

L'autorité est en vertu de sa tâche et destination ci-dessus expliquées, incontestablement compétente en principe pour punir toute injustice et combien plus, par conséquent, cette injustice, cette rupture de contrat, qui vont clairement à l'encontre de cette tâche et destination.

Mais seule doit être punie, et par conséquent, considérée comme délit, la rupture de contrat s'opposant de manière si sérieuse à la tâche et à l'œuvre de l'autorité, qu'elle en met gravement en danger l'accomplissement.

Et tel est ici le cas.

Une circulation et un transport par chemin de fer bien

réglés, ininterrompus et sûrs appartiennent aux conditions vitales indispensables à la société d'aujourd'hui, non moins qu'une police bien faite, et tout autant qu'un service régulier de postes et télégraphes.

Celui, qui a le dessein d'y mettre obstacle, commet un attentat contre la société.

Une rupture de contrat, commise à cette fin, sur ce terrain à la charge de l'autorité, bien qu'elle ne puisse être apparemment qu'une rupture de parole vis-à-vis du patron, est par le fait même et en premier lieu un redoutable manquement au devoir vis-à-vis de la communauté.

Ce serait à ce point de vue une lacune dans ce projet, si les meneurs et promoteurs des grèves préparées d'avance, — grèves présentées comme condamnables — n'étant eux mêmes des fonctionnaires ou ne remplissant pas ces fonctions, ou ne quittant ni ne refusant le service, pouvaient rester impunis.

De là la stipulation à leur égard, indiquée article 358 ter.

§ 3. L'article II de cet exposé de loi se rapporte aux projets de loi présentés en même temps pour l'institution d'une Commission d'État en vue d'enquêter particulièrement sur la situation légale du personnel des chemins de fer. Ce projet forme le complément nécessaire d'une partie de cet exposé.

Le même article se rapporte également, si ce n'est directement, du moins indirectement, à la régularisation de la situation légale des fonctionnaires et à celle du contrat de travail en général. Le ministre est convaincu plus que jamais par les derniers événements de l'urgence de la

première et trouve la dernière désirable au plus haut point. Il espère traduire cette conviction par des faits.

Mais cet exposé de loi est du reste entièrement isolé.

Il a pour but, indépendamment de tout règlement, de mieux assurer d'une part la liberté individuelle, de garantir d'autre part à l'autorité le pouvoir de maintenir son influence sans discussion et remplir sa tâche sans trouble.

§ 4. Les articles semblent exiger peu d'éclaircissements.

Article 234 bis. Comme il est déjà remarqué au § 1, l'article ne présente pas comme condamnable toute contrainte injuste, alors même qu'elle est une violation de la liberté individuelle, mais seulement celle, exercée au moyen d'empêchement, d'obstruction ou d'intimidation.

L'obstruction ou l'empêchement, s'exercent-ils avec violences ou menaces avec violences, la stipulation de l'article 284, premier paragraphe, sera naturellement applicable et une peine plus grave infligée.

Article 286. Il apparaît désirable en cas de condamnation pour contrainte injuste, décrite aux articles 284, 284bis et 285 premier paragraphe, de donner au juge criminel la compétence de priver le coupable du suffrage actif et passif.

Article 358bis. «Fonctionnaire» aussi bien le fonctionnaire au service d'une province, commune ou tout autre corps de droit public, que le fonctionnaire d'État.

«employé à quelque service public».

Il peut se présenter que quelqu'un, sans être fonctionnaire, soit chargé d'occupation au profit du service public de l'État, d'une province, commune etc. exigeant au point de vue judiciaire son égalisation au fonctionnaire.

«employé à la communication publique par voie ferrée.»

L'expression ne s'applique pas aux ouvriers dans les chantiers. Ceux-ci ne sont pas occupés à la communication publique par voie ferrée mais bien aux chemins de fer proprement dits.

«néglige de propos délibéré».

La négligence de propos délibéré doit être condamnable outre le refus.

Elle est déjà condamnable en vertu de différents articles du Code Pénal, voir par exemple les articles 355-357.

Article 380. Il apparaît désirable lors de condamnation pour un des délits énoncés articles 358 bis, 358 ter, 358 quater, de donner au juge criminel la compétence de priver le coupable des droits indiqués dans l'article 28 no. 1—3.

Augmentation du Chapitre VIII (guerre) du budget d'État.

Article 1.

Les articles suivants du chapitre VIII du budget d'État pour l'exercice 1903, seront augmentés, à savoir :

Article 11. Génie, d'une somme de fls. 10.000 et par conséquent porté à fls. 314.465.

Article 14. Soldes, prêts quotidiens et annuels des sous-officiers et soldats dans les corps d'armée etc. d'une

somme de fls. 50.000 et conséquemment portés à fls. 3.084.408.

Article 2.

Comme suite à l'article 1^{er} de cette loi les totaux des divisions nommées ci-dessus du chapitre VIII du budget de l'État pour l'exercice 1903, seront fixés comme suit :

la III^e. division fls. 3.283.587

la IV^e „ „ 7.992.903

et le total général du Chapitre VIII susdit sera fixé à vingt cinq millions trois cent dix sept mille sept cent trent-six florins (fls. 25.317.736).

Nous ordonnons et enjoignons que la présente soit publiée à l'Officiel et que tous les Départements Ministériels Autorités, Collèges et Fonctionnaires, pour autant que cela les concerne, veillent à son exécution ponctuelle.

Mémoire explicatif.

Selon l'organisation actuelle le corps du Génie se compose d'un état-major du corps, plus dix compagnies, dont trois de campagne, quatre de forteresse, une de chemins de fer, une de télégraphe et une d'école et de dépôt.

Il apparaît désirable de pouvoir modifier cette organisation de telle sorte que le corps soit constitué d'un état-major et de deux bataillons; un bataillon de pionniers — on nomme ainsi les compagnies de campagne et de forteresse — un autre de troupes techniques, c'est-à-dire la compagnie de télégraphe et celle de chemins de fer; la compagnie d'école et de dépôt y appartiendra également.

La compagnie de chemins de fer, dans l'organisation actuelle, est principalement utilisable en temps de guerre à la destruction ou à la réparation des voies ferrées, à la démolition des ponts, etc. L'instruction du personnel, appartenant à cette partie, se fait naturellement en vue de ce but.

L'exploitation d'une ligne de chemins de fer dans des circonstances extraordinaires n'a jusqu'ici jamais été prévue.

Il est jugé nécessaire à présent d'augmenter et d'organiser la compagnie de chemins de fer de telle sorte que, avec l'aide du personnel dont elle se composera, il soit possible, en temps extraordinaire, de faire le service sur quelques lignes principales, même de façon restreinte, ou tout au moins d'aider efficacement à l'exécution d'un tel service.

Le temps a manqué pour l'élaboration de cette idée si bien qu'il est nécessaire de dresser un budget complet des dépenses exigées pour son exécution.

Vu qu'il ne s'agit pas ici de nouveaux articles de dépenses, mais seulement d'augmentation des dépenses pour des motifs énoncés dans le budget, il sera plus simple d'amplifier les articles 11 et 14 du budget, relatifs entre autres aux appointements des officiers et aux soldes des sous-officiers et soldats du corps du Génie, respectivement de fls. 10.000 et de fls. 50.000, afin de pouvoir donner un commencement d'exécution à la réorganisation proposée.

On a l'intention aussitôt que sera donnée une forme fixe à la réorganisation sus-dite de demander par budget supplémentaire le montant entier exigé pour son exécution.

Le Mémoire explicatif à ajouter au projet de loi en question, donnera l'occasion de faire, touchant la réorganisation du corps de Génie, toutes les communications, qui

ne peuvent être produites maintenant à cause du peu de temps de préparation.

Enquête en vue des rapports légaux et
des conditions sous lesquelles les
employés à la circulation par
chemins de fer sont en
service.

Article 1.

Il sera nommé par Nous une Commission d'Etat à l'effet d'enquête sur les rapports légaux et les conditions sous lesquelles le personnel est en service pour la circulation par voie ferrée et des griefs pouvant exister à leur rencontre et s'il en existe, d'examiner la question de voir quels amendements sont jugés désirables, et, si nécessaire, de faire des propositions exigées pour leur réalisation de la manière la plus efficace et pour leur garantie dans l'avenir.

Article 2.

La Commission d'État, visée par le précédent article, sera constituée de cinq membres, dont un membre sera en même temps président. Il sera adjoint à cette Commission d'État et par Nous nommé un secrétaire, qui touchera comme tel des appointements à fixer par Nous, et un ou plusieurs secrétaires adjoints. En cas d'absence le président sera remplacé par le membre présent le plus âgé, le secrétaire par un secrétaire adjoint ou par un membre qu'indiquera le président.

Article 3.

Ceux des membres, y autorisés par la Commission d'État, ont en tout temps accès sur la voie ferrée et dans les chantiers et bâtiments y appartenant, pourvu que chaque fois deux membres au moins aillent ensemble.

Si l'entrée leur en est refusée, même sur présentation de leur autorisation, ils se la feront accorder si nécessaire en requérant main forte.

Pour l'entrée contre la volonté de l'habitant dans les bâtiments, soit demeures, ou seulement accessibles par une demeure, Notre Ministre du Département des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie peut leur donner une autorisation écrite, générale ou particulière, à exhiber au seuil.

Procès-verbal sera dressé de cette entrée et communiqué par écrit dans le délai de deux fois vingt-quatre heures à celui, dans la demeure duquel ils sont entrés.

Article 4.

La Commission d'État tiendra séance à l'effet d'interroger des témoins et des experts en un lieu à fixer par elle suivant les circonstances.

La présence d'au moins trois membres sera exigée pour chaque interrogatoire.

La Commission pourra inviter par écrit à assister à leur séance une ou plusieurs personnes non-membres de la Commission d'État, pouvant être jugées particulièrement au courant du sujet de l'interrogatoire et en ce cas pouvant y participer.

Article 5.

Le secrétaire dressera un procès-verbal aussi complet que possible de chaque interrogatoire; à cet effet il sera assisté, si possible, par un ou plusieurs sténographes ou tachygraphes, à désigner par le président de la Commission et à salarier selon un contrat approuvé par notre Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie. Ainsi dressé par écrit, il sera signé par le président et le secrétaire, ainsi que par le témoin ou expert interrogé, après que lecture en aura été faite à celui-ci et qu'il aura déclaré persister dans ses dépositions. Au cas où le témoin ou expert ne peut ou ne veut signer, mention en sera faite au bas du procès-verbal en indiquant si possible la raison de ce refus.

Article 6.

Tous les habitants et autres, domiciliés dans le royaume en Europe, à l'exception des chefs des départements de gouvernement général, sont tenus de répondre à la citation pour interrogatoire, lancée par la Commission et tous les fonctionnaires publics sont tenus de donner suite, en accord avec les stipulations faites ou déclarées applicables par cette loi, aux exigences que la Commission jugera nécessaire à l'exécution de son ordre.

Article 7.

Les articles 4, 5, 6 premier paragraphe, 7 troisième paragraphe, 8, 9, 10, 11, 13 jusqu'à 20 premier et second paragraphe, et 27 de la loi du 5 Août 1850 (Feuille d'État no. 45)

pour la réglementation du droit d'enquête, ainsi qu'elle est modifiée par la loi du 31 Décembre 1887 (Feuille d'État no. 265), sont ici applicables à condition que, où il est question de «commission» ou de «commission d'enquête,» il soit lu pour l'application de la présente, «Commission d'État.»

Article 8.

Aux témoins et experts, comparus ou amenés en vertu d'un mandat d'amener et aux non-membres de la Commission d'État, présents à une de ses séances d'après le troisième paragraphe de l'article 4, s'ils désirent une indemnisation, seront taxés d'après leur position, les frais de voyage et de séjour, pouvant être estimés déboursés par eux en réalité, plus une indemnité raisonnable pour perte de temps, si de ce fait ils peuvent être jugés avoir subi des dommages.

Au bas de la convocation ou de l'acte de citation ou de l'invitation par écrit, la taxation sera portée par le président de la Commission d'État, ou par le juge de paix dans le cas visé article 7 de la loi du 5 Août 1850. (Feuille d'État no. 45).

La taxation sera payée sur quittance ou preuve légale de paiement de l'ayant-droit par le receveur de l'enregistrement, dans le ressort duquel l'interrogatoire a eu lieu, ou celui dont relève le domicile du témoin ou de l'expert et indiqué dans la taxation à leur gré.

Article 9.

Les frais des fonctions à remplir par huissiers seront calculés d'après le même tarif que les frais de justice dans les affaires criminelles.

Article 10.

La Commission d'État Nous rapportera les résultats de l'enquête faite par elle.

Ce rapport contiendra les propositions auxquelles cette enquête a donné lieu et sera accompagné des documents nécessaires.

Article 11.

Cette loi restera en vigueur jusqu' à Janvier 1904.

A cette date les témoins ou experts saisis seront immédiatement congédiés.

Nous ordonnons et enjoignons que la présente soit publiée à l'Officiel, et que tous les, Départements Ministériels, Autorités, Collèges et Fonctionnaires, pour autant que cela les concerne, veillent à son exécution ponctuelle.

Mémoire explicatif.

Il est démontré de différents côtés que la bonne volonté, avec laquelle une si grande partie du personnel au service des chemins de fer répondit à l'appel de grève générale, il y a quelques semaines, n'est pas uniquement explicable par le principe mis en avant de solidarité avec d'autres ouvriers en grève, mais que, sans nul doute, elle fut motivée en même temps par un mécontentement de plus en plus fort depuis bien des années parmi ce personnel et occasionné par un défaut de situation légale convenable et par quelques conditions de service, sous lesquelles il travaille.

Il semble au Ministre qu'une enquête spéciale sur la légitimité des griefs du personnel est désirable et que, en outre, le droit exige que l'autorité veille à sa position sociale.

S'il a donc l'intention de favoriser la nomination d'une Commission d'État à cette fin, il est en même temps d'avis que cette Commission d'État, pour que son enquête soit efficace, ne puisse être privée des pouvoirs, qui, touchant la comparution devant elle des témoins et des experts, sont afférents à une commission d'une des Chambres des États-Généraux chargée d'enquête.

Le projet de loi présenté ci-dessus tend à accorder ces pouvoirs.

En gros sont ici suivies les prescriptions de la loi du 19 Janvier 1890 (Feuille d'État no. 1), concernant l'enquête sur le travail, si ce n'est qu'une division de la commission en sections ne paraît pas nécessaire.

Les lois furent donc présentées. La grande question, qui dès lors occupa les esprits, fut : les ouvriers de chemins de fer se mettraient-ils effectivement en grève ?

Afin de bien comprendre cette affaire, il faut mentionner ici une assemblée privée des directions centrales des Organisations Professionnelles néerlandaises, des Socialistes-Révolutionnaires et du Parti Ouvrier Socialiste, tenue le 19 Février et dans laquelle, sur la proposition de M^e. Troelstra, la motion suivante fut adoptée :

« L'assemblée etc., après avoir entendu la déclaration des associations du personnel des chemins de fer, s'engageant à cesser le travail afin de s'opposer à une loi, qui porte atteinte à la liberté de grève, et celle de la Fédération des ouvriers de transport et autres associations professionnelles, s'engageant également à se mettre en grève pour le même motif,

décide :

de nommer un Comité de Défense, qui mènera une énergique campagne d'agitation pour le maintien de la liberté des travailleurs, et engage tout le prolétariat néerlandais à se déclarer solidaire des ouvriers organisés.»

Furent nommés membres de ce Comité de Défense M.M. Oudegeest, président de l'Association néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways (président), W. H. Vliegen, représentant du Parti ouvrier socialiste-démocrate (secrétaire), G. van Erkel, secrétaire du Secrétariat national ouvrier (trésorier), A. C. Wessels, président de l'Association des ouvriers de vaisseaux et bateaux, «Droit et Devoir», Meier, membre de la direction de l'Association des ouvriers travaillant le bois, et Alkema, typographe. Ce dernier fut plus tard remplacé par le socialiste-révolutionnaire Reynders.

Le Comité prendrait les mesures nécessaires à la prescription d'une grève dans les différentes professions aussitôt que les ouvriers de chemins de fer en jugeraient le moment venu.

Le 23 Février ce Comité se réunit de nouveau en assemblée secrète; une grève générale y fut préparée plus amplement et l'opinion y fut émise, surtout du côté du Parti ouvrier socialiste-démocrate, qu'une grève générale serait sans doute bien nécessaire; en tout cas il y fut décidé que, si une grève était résolue, elle éclaterait à l'improviste, sans être annoncée à l'avance par une proclamation.

Il fut ensuite institué dans plusieurs communes, surtout dans les centres importants de la circulation par voie ferrée, des comités locaux de défense; à cet effet des organisateurs du Comité central allèrent faire de la propagande dans tout le pays.

Entre-temps l'opinion publique commença de se manifester dans la presse, tant par des articles de fond que par des séries de correspondances, dont quelques unes émanant de certains hommes influents.

La presse anti-révolutionnaire, avec son organe principal «de Standaard», était naturellement tout-à-fait satisfaite des trois projets, de même que la presse anti-révolutionnaire indépendante «de Nederlander» (Jhr. M^e. A. F. de Savornin Lohman), et les journaux catholiques «Tijd» et «Maasbode».

Ceux-ci promettaient tous un appui sans réserve au Gouvernement. La feuille catholique «het Centrum», d'idée plus libérale que «de Tijd», appuya d'abord le projet, mais publia bientôt une correspondance comme article de fond, qui, de ci, de là, faisait, au sujet de la grève, quelques critiques au projet de loi. La grande presse libérale «Handelsblad», «Nieuwe Rotterdamsche Courant» et «Nieuwe Courant», qui au début avait fortement incité le Gouvernement à prendre des mesures, fut plus réservée après la présentation des projets, surtout le «Handelsblad», tandis que les deux autres organes libéraux importants s'opposaient, sinon à la tendance principale, du moins à quelques paragraphes, notamment à ceux relatifs aux peines politiques (perte du droit de vote) à infliger. De la presse socialiste naturellement vint la plus forte opposition.

Quelques jours avant la présentation des projets de loi avait été publié par un certain nombre de compatriotes, tant soit peu connus dans le monde politique et social, un manifeste, adressé aux habitants de nos villes et campagnes et connu plus tard sous le nom d'adresse des XX.

Cette adresse était ainsi conçue :

« Les événements, dont notre pays et notre capitale ont été témoins ces dernières semaines, ne pouvaient que susciter une émotion et une inquiétude très vives.

« L'étendue, donnée par nos organisations ouvrières au principe de solidarité entraînant pour un petit différend au sujet d'un travail confié à un non-syndiqué, l'arrêt complet de notre circulation par voie ferrée, l'abandon du travail par les ouvriers sur l'ordre de leurs meneurs, la menace d'emploi ultérieur de semblable moyen de défense, enfin la pose d'un ultimatum au Conseil municipal de la ville d'Amsterdam par les ouvriers réunis de la commune et la menace de cesser leur travail, si dans le plus bref délai il n'était satisfait à leurs désirs, tout ceci a inquiété les esprits de bien des gens et semble exciter à la prise, coûte que coûte, de mesures de défense pour le maintien de l'autorité.

« Les soussignés, hommes et femmes étrangers à la politique, mais pour cette raison n'en suivant pas d'un intérêt moins vif le progrès, qui se manifeste dans notre société et notre peuple, ont cru que, dans cette crise de notre vie nationale, il est de leur devoir de publier leur conviction sur ce qui *doit* arriver maintenant et sur ce qui ne *peut* arriver.

« Celui qui examine la situation avec le désintéressement et l'impartialité, plus que jamais exigibles de nous, leur accordera, ils en sont sûrs, que l'affaire dont il s'agit, n'est point une question subtile de jurisprudence et que tout au moins elle ne peut devenir une question de *force*, mais qu'elle doit être traitée en question de responsabilité sociale et nationale à laquelle nous tous, ouvriers ou non, intellectuels ou manœuvres, sommes intéressés.

La question doit se poser, si nous tous avons été conscients de cette responsabilité, si nous, en tant que bourgeois, membres de la communauté, directeurs, patrons, actionnaires, nous sommes acquittés de cette responsabilité envers ceux à notre service, de telle sorte que nous ayons le droit de reprocher si fortement aux ouvriers de placer l'intérêt de leur classe au-dessus de l'intérêt public.

On doit déclarer franchement que le droit de participation des ouvriers à une discussion, où il s'agit de leurs primes intérêts, ne peut être méconnu plus longtemps; qu'on ne peut chercher nulle force en affaiblissant des associations ouvrières, mais qu'au contraire on peut attendre de leur reconnaissance et de leur appréciation comme moyen de lutte inévitable pour l'ouvrier trop faible et isolé, un développement plus rapide de la conscience de la responsabilité, parmi les meneurs et les membres.

Celui qui considère combien peu de chose a été fait en notre pays pour l'éducation supérieure du peuple, combien la méconnaissance des efforts de la classe ouvrière vers l'indépendance gouverna notre société et notre État, il y a très peu de temps encore, ne pourra nier que, sauf le fait total de la grève même, la tranquillité d'attitude de notre Organisation des chemins de fer et la maîtrise de soi-même, manifestée par le retour sur une décision prise en un moment d'excitation temporaire (comme celui des ouvriers communaux d'Amsterdam), donne confiance dans l'avenir de notre mouvement ouvrier et dans la reconnaissance progressive de la responsabilité de ses meneurs.

La régulière émancipation politique et sociale de notre quatrième classe, si redoutée de beaucoup comme le commencement de la désorganisation de notre nation, servira

au contraire à l'affermissement de cette dernière si on la salue avec confiance au lieu de l'arrêter de mauvais gré et même avec violence.

Réprimer la surestimation, maîtriser la précipitation, triompher d'une interprétation trop partielle du «*sentiment de solidarité*», sera mené à bonne fin d'autant plus vite et plus sûrement, que nous en abandonnerons le soin à l'idée et à la supériorité des plus calmes et des plus responsables parmi nos ouvriers-mêmes et à la *parole convaincante* de tiers et non à leurs *menaces*.

La nouvelle communauté publique doit croître en *liberté* et si nous exigeons avec raison des ouvriers le respect de la collectivité de nos intérêts communs, ainsi que celui de la liberté individuelle, nous avons à nous abstenir de *contrainte* et à nous pénétrer à notre tour plus profondément de notre commune responsabilité. L'autorité sera mieux en état de remplir son devoir pour le maintien de son pouvoir et de l'ordre, à mesure qu'elle exprimera plus fortement la communauté des intérêts *de tous*.

L'assurance des sources de notre prospérité générale trouvera auprès de tous un appui plus solide, à mesure que tous profiteront plus clairement de cette prospérité. L'ouvrier aura d'autant moins recours au moyen défensif de la grève, également mauvais pour lui-même, que ses droits seront mieux reconnus et que les organes légaux seront désignés pour entendre et lever ses griefs. Et à plus forte raison on pourra exiger l'accomplissement des devoirs dont il s'est chargé, si en même temps ses droits sont respectés plus scrupuleusement.

En ce moment notre peuple subit une crise assez semblable à celle qu'il traversa avant 1848, une crise de progrès,

qui pourra finir et finira comme la précédente par un affermissement et un accroissement de notre vie publique, si par crainte on ne se laisse pas entraîner à une réaction ou à des moyens de contrainte, si au contraire on manifeste de la confiance en la *liberté régie par la responsabilité*, et si nous tous, chacun dans sa sphère et selon son influence, nous empressons de nous conformer à cette responsabilité pour le bien-être de tout notre peuple.

Jhr. M^e. E. W. BERG, ancien-membre du conseil de surveillance des chemins de fer à Amsterdam.

H. P. BERLAGE, architecte à Amsterdam.
Prof. Dr. R. C. BOER, professeur de faculté à Amsterdam.

Dr. A. BONEBAKKER, docteur-médecin à Amsterdam.

Prof. Dr. A. J. H. W. BRANDT, professeur de faculté à Amsterdam.

Mlle. E. BOISSEVAIN, directrice de l'Ecole de Travail Social à Amsterdam.

Jhr. G. J. W. C. H. GRAAFLAND, lieutenant-colonel en retraite de l'armée des Indes à Harlem.

M. C. M. DE GROOT, président de la Maison du Peuple à Schiedam.

Dr. J. H. GUNNING, inspecteur d'école à Amsterdam.

P. H. HUGENHOLTZ Jr., prédicant de la Commune Libre à Amsterdam.

Prof. Dr. G. KALLF, professeur de faculté à Leyde.

Prof. Dr. G. W. KERNKAMP, professeur
de faculté à Amsterdam.

Mlle. E. C. KNAPPERT, directrice de la
Maison du Peuple à Leyde.

Mlle. S. G. F. MEYBOOM, directrice de
l'Ecole de Ménage à Amsterdam.

TH. SANDERS, président de la Ligue des
Consommateurs à Amsterdam.

Mme. SANDERS—HUIDECOPER à Am-
sterdam.

L. SIMONS, président de la section d'Am-
sterdam de la Ligue des Consommateurs.

Mlle. A. TILANUS, présidente de l'associa-
tion «Coopération» à Amsterdam.

J. A. TOURS, directeur de «Notre Maison»
à Amsterdam.

Prof. Dr. J. M. J. VALETON, professeur
de faculté à Amsterdam.»

Des milliers de signatures furent acquises à cette adresse
comme témoignage de sympathie.

Sur ces entrefaites, à la Seconde Chambre même, après
la présentation des trois projets de loi, une chaude discussion
eut lieu, provoquée par le fait que deux interpellations
avaient été déposées sur la grève et la levée des miliciens;
la Gauche voulait les traiter avant la mise à l'ordre
des projets de loi, mais la majorité de la Chambre par
l'intermédiaire du Centre s'y opposa. Ces interpellations
étaient celles de M^e. Mees, de Rotterdam (libéral modéré),
sur les événements du 31 Janvier, et celle de M^e. Troelstra,
d'Amsterdam (socialiste-démocrate), sur la levée des miliciens.

A la fin il fut décidé par vote de parti de ne pas faire précéder les interpellations, mais d'élaborer d'abord les projets de loi dans les sections de la Chambre.

Avant que ceci eût lieu, les ouvriers continuaient en des meetings publics à protester contre les lois présentées; la plupart du temps des paroles très violentes furent prononcées, que la justice poursuivit plus tard quand les expressions employées furent jugées séditionnelles; ainsi fut-il fait pour l'orateur socialiste, M. Frank van der Goes, et pour le membre socialiste-démocrate de la Seconde Chambre, M. F. W. N. Hugenholtz.¹⁾ Ensuite à des milliers d'exemplaires furent distribués parmi le peuple des manifestes parlant souvent des lois en termes très violents et alarmants et les présentant comme destinées à rendre désormais toute grève impossible.

On ne peut mentionner dans ce rapport tous les documents publiés et tous les discours prononcés. Les grands journaux en donnaient ces jours-là de très abondants comptes-rendus; la valeur historique de ce qui s'est passé alors est aujourd'hui, peu de temps après cependant, de très mince importance. De la part des socialistes pourtant tout fut tenté sous la direction du Comité de Défense pour provoquer une agitation au moment où les lois viendraient en discussion publique.

De la part des non-socialistes des efforts énergiques furent faits en vue d'une organisation; de nombreuses réunions publiques et privées furent tenues; les socialistes essayèrent souvent de les empêcher, mais ils n'y réussirent

¹⁾ Ces deux messieurs furent plus tard en appel condamnés à un mois de prison.

que fort rarement. Ce furent surtout le Dr. Visser, membre chrétien historique de la Seconde Chambre et Mr. Pastoors, président de la Ligue populaire néerlandaise catholique et membre aussi de la Seconde Chambre, qui se chargèrent dans ces milieux de réunir et d'organiser parmi les ouvriers les éléments chrétiens et amis de l'ordre.

La première semaine du mois de Mars, à la Seconde Chambre, fut consacrée à l'examen des projets de lois dans les cinq sections, en lesquelles la Chambre pour un tel travail est toujours divisée. Ces assemblées, ne sont pas publiques; le rapport, qui en est communiqué, ne cite pas les noms des orateurs et donne seulement un résumé de ce qui y a été dit. La section, dans laquelle le sort avait fait entrer par hasard un grand nombre de députés socialistes-démocrates, consacra plusieurs jours à cet examen.

Le résultat de celui-ci sera communiqué tantôt, car on doit mentionner d'abord une nouvelle adresse du Comité des XX à la Seconde Chambre.

Ce Comité était composé, comme on a pu le voir plus haut, surtout d'intellectuels du pays. Ceux, qui par signature donnèrent leur adhésion aux adresses, l'étaient également. Le petit nombre de noms d'industriels ou de commerçants, qui y figuraient, est remarquable.

De cette seconde longue adresse sont extraites les phrases finales suivantes:

«Les pétitionnaires reconnaissent certes que le Gouvernement doit agir de son mieux pour prévenir une répétition des événements passés et garantir la régularité de la circulation par voie ferrée, mais ils croient qu'on y atteindra seulement d'une manière juste et acceptable par tous les intéressés.

«Le moyen cependant dont le Gouvernement veut user,

les pétitionnaires le jugent inefficace et par conséquent doublement dangereux.

«Avant que les griefs du personnel des chemins de fer soient levés, ou même recherchés, avant que les membres du personnel des chemins de fer puissent compter désormais sur une reconnaissance effective de leurs organisations, il est proposé de leur rendre impossible l'application pratique, au redressement de leurs griefs, du seul moyen de réelle importance, dont ils disposent maintenant. Il est bien vrai que le Gouvernement essaie d'adoucir en quelque sorte cette mesure par la proposition simultanée d'une enquête sur la situation du personnel, mais la reconnaissance y impliquée de l'impossibilité pour le Gouvernement de juger de la légitimité des griefs du personnel des chemins de fer, est en même temps la condamnation de son complément du Code Pénal présenté en deuxième lieu.

«Si le Gouvernement, d'une ou d'autre manière, avait frayé au personnel des chemins de fer une voie pour atteindre au redressement de ses griefs, par exemple par intermédiaire arbitral, et s'il y avait ajouté un projet, comportant des sanctions contre ceux qui refuseraient leurs services à cause d'un différend pour lequel ils auraient pu en appeler au jugement arbitral, mais qui ne l'auraient pas fait, ou à cause d'un différend, dans lequel le jugement arbitral leur aurait donné tort, son projet de loi aurait eu un caractère tout autre et bien plus acceptable.

«Le double projet au contraire, tel qu'il est, suscitera avec ses deux subdivisions, les pétitionnaires en ont la conviction profonde, la désunion, l'antagonisme et la haine de classes et pour cette raison ne sera pas favorable à l'ordre public, mais préjudiciable au plus haut degré.

«C'est pourquoi les pétitionnaires se permettent d'insister respectueusement mais sérieusement pour que Votre Assemblée n'adopte pas le dit projet.»

Des pétitions d'autre genre, émanant de milieux développés, furent adressées également à la Chambre. Il en vint aussi de La Haye et de Rotterdam avec une tendance en quelque sorte plus modérée.

Sur l'initiative de M^e. E. J. Korthals Altes, d'Amsterdam, une contre-pétition fut ensuite adressée à la Seconde Chambre; la tendance en est, comme on le verra par le texte ci-dessous, que les projets de loi quelque peu modifiés puissent être adoptés.

«Les soussignés, étrangers aux partis politiques dont émane le Gouvernement actuel, ont pris connaissance du texte d'une pétition, envoyée à Votre Assemblée par M.M. jhr. E. W. Berg et consorts, et demandant de ne pas adopter le projet d'une amplification et d'une modification du Code Pénal, présenté par le Gouvernement à la suite de la grève dans les transports des derniers jours de Janvier.

«Les soussignés croient devoir s'élever énergiquement contre cette pétition et les motifs qu'elle allègue.

«Une émotion, comme on en a rarement connu en Hollande, oppresse encore depuis le 31 Janvier toute la population et, selon les pétitionnaires, ne disparaîtra nullement si le projet de loi susnommé est rejeté.

«Le personnel des chemins de fer a montré par sa grève pour la solidarité dans les organisations ouvrières-nullement pour l'urgence d'une amélioration de son propre sort-qu'il a osé manier l'arme de la grève sans aucun sentiment de sa responsabilité vis-à-vis de l'intérêt général du pays.

«En effet, afin de servir seulement le pur intérêt des

classes, les meneurs ont désorganisé le service des transports, qui joue un si grand rôle dans notre pays, de telle sorte que notre prospérité économique est déjà sérieusement compromise et que l'indépendance de notre vie publique est dangereusement menacée.

« Cette inconscience de leur responsabilité, cette méconnaissance ou cette incompréhension voulue des conséquences funestes de leurs actions de la part des meneurs des organisations ouvrières, et surtout le terrorisme vis-à-vis des non-grévistes, nécessitent instamment l'exécution des lois dans le sens du projet présenté.

« Un gouvernement, qui prend à cœur les intérêts de tous les citoyens sans distinction, ne peut hésiter dans ces circonstances à présenter des lois, rétablissant l'ordre et la tranquillité.

« Et dans cette entreprise le Gouvernement doit pouvoir compter sur l'approbation de tous ceux, qui, quelle que soit leur opinion politique ou religieuse, voient dans l'ordre social la condition indispensable de l'indépendance de notre vie publique et de la prospérité de notre peuple.

« Les soussignés ne doutent nullement que la discussion entre le Gouvernement et la Représentation Nationale n'aboutisse à l'adoption d'une loi, qui ne dépassera pas le but visé et qui sauvegardera la liberté commune.

« Les soussignés ont à cet égard assez de confiance en l'intelligence de Votre Assemblée et du Gouvernement.

« C'est pourquoi les soussignés, approuvant aussi pleinement les deux projets présentés à la fois par le Gouvernement, se permettent avec tout le respect qui convient, de prier Votre Assemblée d'adopter fût-ce sous forme quelque peu modifiée le dit projet gouvernemental.

« Ainsi fait, etc. »

Bien des signatures furent acquises à cette pétition dans tout le pays; à la Bourse de Rotterdam seulement on en reçut 414 de maisons et de personnes et une recommandation, émanant de trois professeurs de faculté, arriva d'Utrecht; ils donnaient leur adhésion en les termes suivants:

«Les soussignés jugent désirable, maintenant qu'une série de pétitions pour et contre les projets du Gouvernement sont en circulation, de prouver qu'à Utrecht également, on applaudit à ses efforts et qu'on le soutient dans sa tâche critique pour le maintien de l'ordre et de la liberté.

«A cette fin ils invitent leurs concitoyens à contresigner l'adresse, rédigée par M^e. J. Korthals Altes d'Amsterdam et déposée au bureau du «Utrechtsch Dagblad», Oudegracht, Gaardbrug 12.

J. D'AULNIS DE BOUROUILL.

J. DE LOUTER.

VAN DER WIJCK.

Le 10 Mars vinrent enfin à l'ordre du jour dans la Seconde Chambre les interpellations Mees et Troelstra; pour leur discussion il ne fut pas permis toutefois de parler des projets de lois présentés, de sorte que la signification de ces interpellations ne pouvait dès cet instant être jugée importante; le Gouvernement répondit, par l'organe du Président des Ministres, le Dr. Kuyper, avec la plus grande énergie et déclara qu'il ne pouvait être question d'apporter un retard dans l'élaboration des projets de lois. Les débats ne furent pas très animés, quelques députés à peine, surtout socialistes-démocrates, prirent la parole, outre les interpellateurs. La discussion de l'interpellation Troelstra fut

continué le lendemain et le Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie, M^e. de Marez Oyens y répondit.

Cependant aucune motion n'ayant été déposée, nulle décision ne fut prise.

La Direction centrale de l'Association néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways, reconnaissant avec raison que l'adoption du projet de loi, présenté comme modification du Code Pénal, affaiblirait considérablement sa position, profita ces jours-là encore de l'occasion pour adresser la lettre suivante au Directeur-général de la Compagnie d'exploitation des chemins de fer de l'Etat et au membre délégué du Conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer hollandais :

« Dans les derniers jours de Janvier, ayant obtenu votre promesse, que nous serions entendus par vous en tout temps, ¹⁾ promesse, que nous avions espérée depuis des années, et qui nous assurait que nos réclamations, touchant la situation du personnel, seraient toujours prises en considération et, si nécessaire, discutées avec vous, nous, supposant la voie frayée vers l'amélioration régulière de la position des milliers d'ouvriers qui nous ont confié leurs intérêts, avons fait cesser la grève dans les transports, laquelle, bien que s'étant bornée à un tout petit rayon, a porté cependant un si grand préjudice

¹⁾ A cette époque fut également publiée la correspondance des deux dernières années entre la Fédération du personnel des chemins de fer aujourd'hui en conflit, et la Direction des chemins de fer hollandais, correspondance devant prouver que celle-ci n'avait jamais prêté l'oreille aux griefs et aux réclamations du personnel.

à la capitale du pays, au commerce et à l'industrie.

«Vu que nous pensions alors avec raison pouvoir nourrir l'idée, qu'en suivant la voie parlementaire, il nous serait loisible, en tenant compte de la force de résistance de la Compagnie, de nous acquitter des diverses commissions dont nous ont chargés nos mandants à des intervalles de plus en plus courts et avec chaque fois plus d'instance, et d'en arriver ainsi à l'élévation des salaires et à la diminution des heures de service, nous avons omis l'énumération des désirs du personnel au sujet de sa situation matérielle.

«Le Gouvernement cependant paraît d'un autre avis et menace de nous couper la voie des négociations pacifiques.

En effet, si nous devons discuter avec vous et si vous saviez d'avance qu'à chacun de vos refus, il ne nous restera qu'à acquiescer (et ce serait le cas si le projet de loi présenté comme modification du Code Pénal était adopté), il y aurait fort peu à attendre de l'issue de ces négociations à moins que, cédant à des considérations philanthropiques, vous ne soyez disposés à accorder plus qu'on ne saurait attendre du point de vue d'un directeur d'entreprise.

«Et la philanthropie nous ne la désirons pas.

«C'est donc le Gouvernement qui nous force à vous présenter ci-joint la liste complète des plus importantes réclamations que le personnel a à vous adresser. Il va de soi, que, en outre, nombre de petits griefs, se laissant mieux discuter que décrire, sont à lever.

«Pour la première fois depuis l'ouverture de la première ligne de chemin de fer dans ce pays, il sera donc donné au personnel de vous présenter ses intérêts collectifs.

«Nous aurions désiré que ceci eût pu se faire avec calme,

pièce à pièce, sans secousse, sans mettre en danger les intérêts de la Société et de notre pays.

«Mais bien que nous continuions à l'espérer — nous craignons au plus haut point que l'élaboration de la modification de la Loi Pénale par la Représentation Nationale n'interrompe les négociations éventuelles, car nous ne pouvons tolérer sans nous défendre de voir votre promesse, touchant la reconnaissance de notre Association, privée de sa force par le Gouvernement et la Représentation Nationale.

«En exprimant le vœu, que vous voudrez bien agréer ces réclamations, nous espérons en même temps que, si une discussion en est nécessaire — il ne sera suscité par l'autorité aucun incident de nature à l'interrompre.

«Si vous jugiez inutile toute discussion et acceptiez par conséquent ces réclamations sans entrevue avec notre direction, nous espérons apprendre bientôt à quelle date sera appliquée la nouvelle réglementation des salaires et des heures de service.”

A la lettre ci-dessus est jointe la liste des réclamations de salaires.

Celles-ci sont les suivantes:

POUR LA COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES
CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT:

1. Suppression de toutes les primes, sommes par heure et gratifications.
2. Suppression du travail aux pièces et des sommes dites pour travail supplémentaire.
3. Elévation des salaires comme suit:
 - a. Pour le personnel des locomotives et des trains, 50%

b. Pour les employés des rangs 10 et 11, pour autant qu'ils ne touchent pas de primes, 20 %.

Ont-ils touché jusqu'à aujourd'hui une compensation pour services extraordinaires, cette élévation du salaire touché jusqu'à maintenant plus la compensation extraordinaire.

c. Pour les employés et ouvriers des rangs inférieurs à 11, 30 %, bien entendu le salaire d'un rang supérieur ne peut être plus bas que celui d'un rang inférieur.

Ces employés et ouvriers, ont-ils touché jusqu'ici des primes, gratifications, paiements aux pièces, etc., cette élévation du salaire plus la compensation extraordinaire.

d. Pour les fonctionnaires, ayant touché à aujourd'hui des primes et un salaire jusqu'à 600 florins, 20 %, supérieur à 600 florins, 10 %.

Pour autant que des fonctionnaires dans des branches particulières de service aient joui d'une prime dépassant 10 % de leurs appointements actuels, la différence entre le montant total actuel de leurs revenus et leur salaire selon cette réglementation pourra être accordée comme supplément personnel aussi longtemps qu'ils restèrent dans cette branche de service.

Les fonctionnaires des rangs 1, 2, 3 et 4 sont exclus de cette réglementation.

4. Chacun touchera le salaire affecté au service qu'il a rempli au moins durant 6 jours, si toutefois celui-ci n'est pas inférieur au salaire ordinaire.

5. Le boni accordé au personnel sur les profits selon les statuts de la Compagnie sera réparti également à tout le personnel fixe.

Les salaires ne pourront être moindres de fl. 1,30 par

jour pour les hommes majeurs et fl. 0,75 par jour pour les mineurs et pour les femmes, mariées toutefois à des hommes au service fixe de la Compagnie, sans compter pour elles le logement gratuit.

7. Le salaire total hebdomadaire ne sera pas moindre de 7 fois le salaire quotidien et sera payé une fois les sept jours.

8. Institution d'un arbitrage pour discuter les plaintes provoquées par punitions infligées ou agissements des supérieurs.

9. Les emplois devront être accessibles à toutes les personnes au service de la Compagnie, après preuve faite de capacité.

10. Règlement du service des mécaniciens, gardes et serre-freins, comme s'ils appartenaient sub a de l'article 113 A. R. D. Pour le personnel rangé sub b de l'article 113 A. R. D., 12 heures de service avec 2 heures de repos, durant lesquelles le dîner devra pouvoir être pris autant que possible à domicile.

11. Exécution de l'article 113 A. R. D. sans dispense.

12. Pour les ateliers, limitation de la durée du travail à 9 heures par jour.

13. Levée des griefs de l'ancien personnel N. R. S.¹⁾ et de celui du G. C. B.²⁾ de jadis.

14. La mise à la retraite, si demandée, à l'âge de 55 ans avec 1/60 du salaire pour chaque année de service jusqu'au maximum de 40/60 du salaire. Mise à la retraite d'office à l'âge de 65 ans avec 40/60 du salaire.

¹⁾ Compagnie de chemins de fer rhénane néerlandaise.

²⁾ Grand central belge. Ces deux lignes ont été reprises par le S. S.

15. Représentation du personnel dans la direction du Fonds de secours en cas de maladie.

Les salaires seront payés aux employés et ouvriers en cas d'accident et de maladie selon le règlement, comme il est aujourd'hui fixé pour les fonctionnaires par l'article 46 des Stipulations concernant le personnel.

16. Un congé annuel de 14 jours pour tout le personnel (non compris le temps ordinaire d'exemption de service).

17. Transport gratuit également pour la famille sur toutes les lignes de chemins de fer principales ou locales néerlandaises.

Le prélèvement sur le billet de libre parcours pour la famille ne dépassera pas celui imposé maintenant pour une femme et deux enfants.

18. Levée des griefs moins importants par discussion ultérieure avec la Direction.

POUR LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER HOLLANDAIS.

1. Suppression de toutes les primes, sommes par heure et gratifications.

2. Suppression du paiement aux pièces. Réglementation plus ample des salaires dans les ateliers.

3. Élévation des salaires.

a. Pour le personnel des locomotives, 50 0/0.

b. Pour le personnel des trains, 40 0/0.

c. Pour le personnel des gares et de traction (personnel de hangars, nettoyeurs) et les gardes télégraphistes, 30 0/0.

d. Pour le personnel de la voie, 40 0/0.

e. Pour les fonctionnaires, 10 0/0.

f. Egalisation des salaires, n'importe où, pour tous ceux remplissant les mêmes fonctions. Là, où les loyers sont excessivement élevés, une indemnité de 10 cents par jour.

g. Egalisation des salaires sur les chemins de fer locaux et les lignes principales, si nécessaire dès maintenant, avec, pour les rangs, introduction d'examens, qui n'existent pas pour les premiers, mais bien pour les dernières.

h. Chacun touchera le salaire du service qu'il remplit, à moins que ce salaire ne soit moindre que le salaire ordinaire.

i. Nomination définitive du personnel dit libre-fixe.

j. Les salaires ne pourront être moindres de fl. 1.30 par jour pour les hommes majeurs, et de fl. —,75 par jour pour les mineurs ou pour les femmes à condition que celles-ci soient mariées à des hommes en service fixe.

Aucune retenue pour loyer sur les gages de la femme.

4. Institution d'un arbitrage pour l'examen de plaintes provoquées par punitions infligées ou agissements des supérieurs.

5. Les emplois doivent être ouverts à toutes les personnes au service de la Compagnie après preuve faite de capacité.

6. Heures de service:

a. Application plus large du sub. a de l'article 113; en premier lieu admission des mécaniciens, gardes et serre-freins.

b. Classification de tout le reste du personnel sous b. avec un maximum de 12 heures de service quotidien dont deux heures de repos, durant lesquelles le dîner devra pouvoir être pris autant que possible à domicile.

c. Exécution de l'article 113 sans dispense.

d. Dans les ateliers, limitation du temps de travail à neuf heures par jour.

e. Une réglementation surtout pour les stations moins importantes grâce à laquelle, à certains moments, les chefs de gare et leurs remplaçants pourront se consacrer entièrement, si nécessaire, à la circulation. (cas de Vries-Twello).

f. 14 jours de congé par année courante pour tout le personnel, temps de service libre non-compris.

7. Mise à la retraite sur demande à l'âge de 55 ans avec un $\frac{1}{60}$ du salaire pour chaque année de service jusqu'à concurrence de $\frac{40}{60}$ du salaire. Mise à la retraite d'office à 65 ans avec $\frac{40}{60}$ du salaire.

Cautions pour la continuation du fonds de retrait.

Représentation du personnel dans la Direction.

Admission de tout le personnel fixe.

8. Fonds de secours.

Représentation du personnel dans la Direction.

Paiements aux malades durant les 2 premiers jours si, bien entendu, la maladie doit durer davantage.

Suppression de la distribution; emploi de l'argent disponible à un paiement plus élevé en cas de maladie.

9. Libre transport également pour la famille sur toutes les lignes des chemins de fer néerlandais (chemins de fer principaux ou locaux).

Le prélèvement pour les billets de libre parcours ne dépassera pas 40 cents par billet.

Levée des griefs moins importants par discussion ultérieure avec la Direction.

Dans le délai, qui s'écoula avant l'apparition du rapport

provisoire de la Seconde Chambre sur les lois, les journaux continrent de très amples articles ne méritant guère mention ici; c'étaient de simples polémiques de presse, ne changeant rien à l'aspect de l'affaire. Exception est faite seulement pour un article publié le lundi soir 6 Mars dans «Het Volk», journal socialiste-démocrate, et mettant en garde contre l'idée d'une grève générale, venant de plus en plus du côté des révolutionnaires: «Het Volk» jugeait semblable grève «une dangereuse aventure», parlait de trop grande illusion personnelle, mais déterminait d'autre part que, la grève générale proclamée, le Parti ouvrier socialiste-démocrate ne pouvait par solidarité se tenir en dehors du mouvement. Pour bien comprendre ce qui devait arriver plus tard, il est important de signaler dès maintenant cet article; dans la suite sa conséquence fut un grand désaccord avec les fractions anarchistes.

Le mercredi 18 Mars au soir parut enfin le rapport provisoire. C'est un résumé très étendu, divisé en trois parties selon les trois projets de lois et auquel est emprunté ce qui suit:

Complément et Modification
du
Code Pénal.

Considérations générales.

Plusieurs membres étaient d'avis, qu'il importait pour la discussion des projets de lois présentés en même temps, de se procurer de plus amples renseignements sur les événements ayant donné lieu à cette présentation.

La Commission des Rapporteurs faisait remarquer à ce sujet, que, après l'examen en sections, malgré les interpellations sur ces événements, elle n'a pas trouvé de motifs suffisants pour ne pas mentionner en son rapport ce qui s'est passé dans les sections.

Le Ministre des Affaires Intérieures a déclaré à la séance de la Chambre du 25 Février dernier, que le trouble, apporté fin Janvier dans la circulation par voie ferrée, avait pris le Gouvernement à l'improviste. Cette déclaration a été accueillie avec quelque étonnement. On savait que parmi le personnel des chemins de fer des griefs sérieux existaient. Nombre d'entre eux ont été successivement portés par les ouvriers à la connaissance des Directions des grandes Compagnies de chemins de fer pendant et après l'année 1891. Des requêtes ont de nouveau été adressées en 1899 et 1900 à la Direction de la Compagnie des chemins de fer hollandais et communiquées en 1901 au Gouvernement ainsi qu'à la Chambre. Il y était déjà fait allusion à la possibilité d'une grève des chemins de fer. Il n'est pas étonnant que, puisqu'on tardait à s'occuper efficacement des griefs du personnel une certaine tension se soit produite. On déplora que le Gouvernement ne se fût pas immédiatement mis en rapport avec les Directions pour s'informer du mouvement parmi les ouvriers, dont parlaient déjà les journaux à la date du 25 Janvier et qui, les jours suivants, prit un caractère de plus en plus grave.

En effet, le Gouvernement, même à la conférence qui eut lieu enfin le 31 Janvier, non sur sa demande mais sur celle de la Direction de la Compagnie des chemins de fer hollandais, paraît avoir adopté une attitude absolument passive. On voudrait bien être éclairé avec précision sur ce

qui s'est passé dans cette conférence. Si le Ministre du Département des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie avait donné l'assurance à la Direction de la Compagnie, que le Gouvernement était disposé à la seconder par tous les moyens à son service, *on n'en serait pas venu*, pensent certains, à *céder entièrement* aux exigences des ouvriers en grève.

Quelques membres ne pouvaient comprendre pour quelle raison les Compagnies de chemins de fer, même non secondées en ce moment par le Gouvernement, s'étaient résolues à céder. La crainte de dommages pécuniaires n'a probablement pas décidé ici, les Compagnies pouvant s'en référer au cas de force majeure contre les actions en dommages-intérêts pour non-transport des marchandises. Mais pourquoi donc ont-elles cédé si vite à des exigences, qui en effet peuvent être qualifiées d'extraordinaires? La concession eût été admissible si ces exigences avaient eu pour but la levée des griefs actuels du personnel, mais exiger des Compagnies, qu'elles s'engagent à ne pas forcer les ouvriers à transporter certaines marchandises et qu'elles paient les salaires des journées, durant lesquelles on n'avait pas travaillé, a outrepassé, selon plusieurs, les bornes de la justice. On supposa que la gêne, que le public eût éprouvée par suite de l'arrêt de la circulation ne pouvait avoir donné aux Compagnies un motif suffisant pour céder à de pareilles prétentions et on était d'avis que si elles avaient seulement persévéré, plusieurs de leurs fonctionnaires seraient bientôt rentrés en eux mêmes, de sorte que la grève eût été terminée à bref délai. Ainsi ne se fussent point produites les agitations résultées aujourd'hui de la concession des Compagnies et

beaucoup de mal eût été prévenu. On demandait ce que le Gouvernement pensait de la conduite adoptée par les Compagnies.

Ensuite on faisait observer que si le Gouvernement croyait au mois de Janvier se trouver en face d'une affaire, regardant seulement les Compagnies, c'était en tout cas son devoir de veiller à ce que ces Compagnies remplissent leurs obligations légales. On voudrait bien savoir ce que le Gouvernement a fait les 30 et 31 Janvier afin de s'acquitter de ce devoir spécialement en ce qui concerne le transport de la poste et des troupes.

En offrant des colis postaux aux fins de transport a-t-il été constaté que les Compagnies n'étaient pas en état d'effectuer ce transport, ou bien la Direction des postes l'a-t-elle effectué sans qu'une pareille offre eût été faite? Les Compagnies s'en sont-elles référées à la force majeure et a-t-on agi d'après l'article 55 des conventions de chemins de fer?

On demandait si les ouvriers grévistes des chemins de fer avaient commis des excès et, si oui, quels excès?

Quelques membres étaient d'avis que la grève dans la circulation par voie ferrée et les événements, qui s'en suivirent, n'avaient pas donné lieu à des mesures extraordinaires. Le paix avait été signée le 31 Janvier entre les Compagnies et les ouvriers. L'organisation professionnelle étant reconnue, on avait de bonnes raisons pour espérer que l'ordre ne serait pas troublé de si tôt par une nouvelle grève. La circulation par voie ferrée n'avait plus éprouvé la moindre perturbation. Une grève générale avait bien été sur le point d'éclater à Amsterdam parmi les ouvriers communaux, mais rien ne s'en était suivi. On a été choqué par un manifeste de la Direction centrale de l'Association

du personnel des chemins de fer et des tramways, dans lequel il était mentionné, que la Direction centrale avait communiqué immédiatement après la fin de la grève à la Direction de la Compagnie des chemins de fer hollandais, qu'une nouvelle grève était à craindre si de très grandes améliorations n'étaient apportées dans un délai relativement bref. Un second manifeste publié en même temps par la même Direction centrale, causa une impression encore plus vive; il y était dit que les ouvriers devaient se préparer à une nouvelle grève et que le personnel des lignes Harlem—Rotterdam et Gouda—La Haye devait se tenir prêt à partir pour La Haye au premier appel; il y était ajouté que ces mesures devaient servir à empêcher la Représentation Nationale de promulguer une loi, supprimant le droit de grève. Ces membres cependant jugeaient de peu d'importance la signification de ces deux pièces. La première était seulement un avertissement qu'une amélioration à la position des ouvriers ne pouvait tarder à être apportée par la suite, et l'intention de ses auteurs était surtout de mettre un frein, par la publication de ce manifeste, aux passions du personnel. La seconde n'était qu'une réponse défensive à l'excitation, parue dans quelques journaux, surtout dans «De Nederlander» du 3 Février, à édicter des décrets légaux contre la liberté de grève. Si les ouvriers de chemins de fer devaient se rendre à La Haye, ce n'était nullement pour rendre difficile l'assemblée des Chambres, mais pour y organiser un meeting protestataire comme ceux qui auparavant s'étaient tenus à plusieurs reprises.

Quelques faits déplorables se sont bien passés à Durgerdam, mais le Gouvernement ne pouvait y trouver de motifs à mesures extraordinaires, vu qu'il s'agissait ici de

contravention à la loi pénale existante et que de pareils faits se sont passés jadis plusieurs fois sans autre conséquence que le châtimement des coupables.

Ces membres étaient d'avis, vu les raisons susnommées, que nul motif suffisant ne justifiait la levée de deux classes de miliciens. Ils déploraient cette levée, parce qu'elle mettait obstacle au développement pacifique des organisations professionnelles.

La grande majorité des membres était d'avis que les événements des premiers jours de Février ont nécessité certainement des mesures extraordinaires pour le maintien de l'autorité et de l'ordre. Ils approuvaient l'action énergique du Gouvernement.

De ce côté on prétendait en premier lieu qu'une grève de chemins de fer est une affaire très grave.

L'Etat, les habitants et les ouvriers aussi sont intéressés au plus haut degré à la régularité de la circulation par voie ferrée. L'arrêt de celle-ci peut nuire considérablement au commerce et à l'industrie. Ici en outre, les intérêts du commerce sont mis en jeu, le cours du transit étant de si grande importance dans notre pays. L'industrie et le commerce étrangers y sont également intéressés et chez nous l'arrêt de la circulation par voie ferrée peut donner lieu à des difficultés internationales.

Assez généralement on pensait que la grève, qui s'était produite, n'aurait pas pris une si grande importance s'il ne s'était agi que de la solidarité des employés des chemins de fer avec les ouvriers de transport de genre similaire. La véritable cause de l'extension de la grève gisait, croyait-on, dans les griefs du personnel au sujet des salaires, des heures de travail et surtout de la prise

en considération insuffisante de leurs plaintes. Plusieurs employés grévistes des chemins de fer pensaient que la grève avait été proclamée pour obtenir la suppression de ces griefs. La grève avait éclaté non sur l'initiative des meneurs, mais sur celle de quelques ouvriers, travaillant dans les «Rietlanden» à Amsterdam et qui abandonnèrent le travail de leur propre mouvement.

D'autres ouvriers, ainsi que les meneurs, se laissèrent alors entraîner. Un des meneurs a reconnu plus tard que la promesse faite par la Compagnie d'exploitation, touchant la concession aux griefs du personnel, était de plus grande importance que la concession aux exigences présentées durant la grève.

Qu'il eut été concédé sans lutte à ces exigences, a donné en attendant au personnel et à bien d'autres aussi, l'impression, que les ouvriers des chemins de fer avaient à décider de la circulation par voie ferrée et qu'une telle grève était un moyen efficace pour obtenir non seulement une amélioration de la position du personnel lui-même, mais aussi pour satisfaire à des réclamations de toute autre nature.

Le journal «Het Volk» a publié qu'elle pouvait devenir le seul moyen pour l'obtention du suffrage universel. La victoire facile inattendue a conduit à la témérité, surtout lorsque les révolutionnaires eurent acquis une influence de plus en plus forte sur le mouvement. La ville d'Amsterdam a été menacée bien vite d'une grève générale des ouvriers communaux. De l'esprit, qui anima alors les meneurs des ouvriers des chemins de fer, témoignent les deux manifestes, mentionnés plus haut.

On ne saurait juger couronné de succès l'effort tenté

pour présenter ces documents comme peu importants. On y faisait prévoir en effet, très clairement une nouvelle grève, si satisfaction n'était bientôt donnée aux griefs des ouvriers et, chose encore plus grave, on y menaçait de susciter des difficultés dans les opérations de la Représentation Nationale, si celle-ci voulait promulguer des lois sur la grève. Il serait certes curieux, qu'un seul article d'un journal soit considéré comme motif suffisant pour la publication de telles pièces.

Dans la suite se sont produits toutes sortes de phénomènes, attestant l'affaiblissement inquiétant parmi les ouvriers du respect de la liberté individuelle. L'événement scandaleux de Durgerdam a été discuté fort légèrement par quelques journaux. Quelques ouvriers, employés au service des grues, ont déclaré d'après les dires du maire d'Amsterdam, avoir été forcés à la grève par violences et par menaces de violences. A Zaandam une fabrique, où étaient logés les soi-disants supplanteurs, a été assiégée par des grévistes et une pression a été exercée sur les fournisseurs pour qu'ils ne livrassent au fabricant que les vivres nécessaires à lui-même et à sa famille. Les cochers de louage en grève à Amsterdam ont empêché les médecins de se rendre en voiture chez leurs clients. La Société occidentale de raffinage du sucre a trouvé bon, expérience faite, d'assurer ses ouvriers contre les dangers que courent en temps de grève ceux qui continuent à travailler. Le ton même, sur lequel on a parlé dans différents meetings, prouve une tendance au terrorisme. Que le Gouvernement ait veillé en ces circonstances à ce que fût garanti, grâce à l'augmentation de la force militaire disponible, le maintien de l'ordre et de la paix, et qu'il ait pris des mesures afin

d'assurer la sécurité de la circulation par voie ferrée, n'était, croyait-on, que digne d'entière approbation.

Cependant, parmi les membres concluant ainsi, certains étaient d'avis, qu'il ne fallait pas à l'avenir accorder une trop grande importance aux manifestes, quelque blâmables fussent-ils de ton et de teneur. Ils voulaient tenir compte de l'exaltation temporaire, causée par le succès inattendu obtenu le 31 Janvier, grâce à un concours très rare de circonstances extraordinaires. Ils voulaient accepter que les meneurs du mouvement aient eu, en composant ces pièces, l'intention de refréner le personnel. Ils pensaient en même temps, qu'elles attestent un sentiment de faiblesse, se cachant derrière de gros mots. Ils étaient persuadés que le progrès du mouvement ouvrier reviendra bientôt dans la bonne voie, grâce aux agissements circonspects du Gouvernement et des patrons.

Il a été demandé si les délits commis à Durgerdam n'auraient pu être prévenus par une action plus énergique de la police. Les circonstances du moment donnaient, croyait-on, pleine raison de prévoir des violences.

Au sujet de savoir si les événements devaient donner lieu à une amplification du Code Pénal, les avis étaient partagés.

Quelques membres se déclaraient hostiles à des déterminations comme celles présentées. Le Gouvernement avait tout d'abord agi comme si la grève des chemins de fer ne le regardait pas. Quoique celle-ci eût été bientôt terminée et que les conditions auxquelles la paix fut signée entre les Compagnies et leurs ouvriers, surtout touchant la reconnaissance de l'organisation professionnelle, continssent déjà la garantie d'un accord prochain quant à la levée des griefs existants sans grève nouvelle — les ouvriers

des chemins de fer se conduisant alors très pacifiquement — le Gouvernement, semble-t-il, a changé de point de vue sous la pression de plusieurs organes de la presse, qui se sont plaints de la faiblesse de son attitude et du déplacement de l'autorité, et a projeté des prescriptions pénales, qui peuvent avoir de très fâcheuses conséquences pour le développement de l'Organisation professionnelle. La crainte d'une nouvelle grève était jugée en outre mal fondée puisqu'un des meneurs de l'Organisation professionnelle avait reconnu que des réclamations trop élevées ne pouvaient être présentées, vu les dividendes minimes des Compagnies. On n'avait nullement à redouter une grève avec but politique, parce que l'Association du personnel des chemins de fer et des tramways est et restera bien une organisation professionnelle sans opinion politique. Ces membres dénommaient les prescriptions projetées une vengeance de l'autorité offensée et leur trouvaient une tendance à favoriser les intérêts patronaux. Pour des motifs à mentionner plus tard en parlant des articles, ils ne reconnaissaient pas au législateur le droit de qualifier délit un refus de service et croyaient, pour des motifs qui seront également mentionnés ultérieurement qu'une amplification de l'article actuel 284 ne pouvait être promulguée parce qu'elle gênerait trop le développement des associations professionnelles. On faisait même remarquer qu'à Zwolle l'Association provinciale chrétienne du personnel des chemins de fer et des tramways avait protesté contre l'adoption de ce projet de loi, qui fait violence à l'amour de la liberté du peuple néerlandais.

Il était ensuite démontré qu'en premier lieu on devait s'occuper des griefs des ouvriers des chemins de fer. La

nomination d'une Commission d'État serait de mince importance à cette fin. En effet l'État n'a pas le droit, selon les conventions actuelles des chemins de fer, d'édicter des prescriptions concernant la régularisation des salaires de leurs employés. Une telle enquête n'aura de bons résultats que si l'on en arrive à instituer l'exploitation par l'État, mais on peut décider de ceci aussi bien sans enquête. Les membres en préféreraient une sur l'organisation professionnelle afin de jeter plus de lumière sur la portée et le fonctionnement des associations professionnelles et d'en venir à une régularisation légale de ces associations. A ce propos on a signalé le projet de loi, présenté à la Chambre française par M. Millerand «sur le règlement à l'amiable des différends relatifs aux conditions de travail». Dans ce projet de loi se trouve une détermination prescrivant que dans les établissements, soumis à la loi en vertu d'un contrat entre le patron et ses ouvriers, la résolution de la majorité de ceux-ci à se mettre en grève oblige la minorité à abandonner aussi le travail. On indiqua, en les approuvant, les paroles suivantes contenues dans l'explication de ce projet: «Substituer un régime légal à l'anarchie et une solidarité légale à la solidarité de fait, s'assurer de l'opinion réelle de la majorité devant laquelle la minorité devra s'incliner, ce qui est le propre du régime démocratique en fait de grève dans les associations professionnelles les mieux assises, tel est le but à poursuivre.»

On fit remarquer ensuite, que dans d'autres pays des grèves de chemins de fer se sont produites sans entraîner de prescriptions pénales comme celles présentées. Maintes fois on a vu en Angleterre de telles grèves. Les ouvriers de trois compagnies se sont mis en grève au mois d'Août

de 1890 en South-Wales; 10000 employés de chemins de fer ont fait grève en Écosse au mois de Décembre de la même année durant six semaines; au mois de Février 1897 une grève de 12000 ouvriers du South Eastern Railway a éclaté et fut terminée par arbitrage au bout de cinq jours; à Trieste une grève des Lagerhaus Arbeiter der Südbahn eut lieu; les manoeuvres se mirent en grève en 1901 à Brunn; en 1898 grève importante en Suisse; l'année dernière en Italie les ouvriers des chemins de fer proclamaient la grève générale parce que les augmentations de salaire promises n'avaient pas été accordées. Le Gouvernement ne projeta pas alors de déterminations pénales mais mit fin au mouvement en s'occupant de concéder aux griefs des ouvriers. L'État accordait un subside annuel de cinq millions de francs. En 1894 quelques membres du Sénat français ont présenté un projet de loi d'après lequel sera coupable « toute coalition de la part des ouvriers des arsenaux de l'État, des ouvriers ou employés des autres exploitations de l'État, des agents des compagnies de chemins de fer pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail. » Mais ce projet, adopté par le Sénat, n'est pas encore passé à la Chambre des Députés. Le Gouvernement néerlandais a donc présenté avec une grande hâte des stipulations pénales, qui auront beaucoup d'influence.

Il n'est pas fait mention dans le Mémoire explicatif de ce qui, en d'autres pays, a été édicté touchant les faits contre lesquels est dirigé le projet. On y a vu la preuve de la précipitation-dénotée également par le texte des articles — avec laquelle le Gouvernement a agi, précipitation qui, croyait-on, contraste fortement avec la lenteur qu'il est d'usage d'observer en matière de réformes

sociales. Le danger d'édicter des prescriptions pénales, comme celles présentées, résulte bien d'ailleurs du fait qu'en Allemagne, on a même abusé de paragraphe 253 du Code Pénal allemand pour punir pour cause de «Erpressung» des meneurs, ayant menacé d'une grève afin d'obtenir une élévation de salaire.

Bien des membres étaient d'avis qu'en principe la promulgation de déterminations pénales pour fait de difficultés suscitées à ceux voulant travailler et pour fait de refus de travail de la part de fonctionnaires, agents de corps publics et ouvriers de chemins de fer, est défendable, mais ils s'opposaient en ce moment à l'adoption de celles présentées et de celles surtout concernant le refus de service.

Il était objecté en premier lieu, qu'il s'agissait ici de problèmes difficiles, dont la bonne solution est cherchée depuis bien des années dans tous les pays d'Europe. Peu de temps a été disponible pour la préparation des projets présentés à la Chambre et qu'ils dénotent la précipitation, n'est pas étonnant. On croyait qu'il n'est pas possible aujourd'hui d'aboutir à une solution satisfaisante quant à l'arrêt de prescriptions pénales sur les sujets nommés.

En deuxième lieu on discuta l'opportunité des pénalités projetées. Instituer la culpabilité des employés pour refus de travail était considéré comme tout-à-fait inutile. Personne n'y a insisté jusqu'ici et une prescription du même genre, lors de l'élaboration du Code Pénal, a été retirée par le Ministre de la Justice sur avis de la Commission des Rapporteurs. On croyait qu'en outre, il n'était pas désirable d'entreprendre aujourd'hui ce projet, puisque le Gouvernement a lui-même reconnu que la situation

légale des employés exige encore une régularisation. Il faut que la régularisation de la position devant la loi des fonctionnaires précède l'arrêt de prescriptions pénales ou du moins faut-il qu'elles aient lieu toutes deux en même temps. Ceci s'applique encore davantage aux employés en service particulier. Avant qu'il puisse être question de stipulations pénales pour rupture de contrat, il faut que leur situation légale soit auparavant assurée de manière satisfaisante et que le nécessaire soit fait pour la suppression de leurs griefs pour autant que la justesse en est fondée. Quelques-uns recommandaient sous ce rapport de prendre tout d'abord en considération l'institution de l'exploitation par l'État, tandis que d'autres désiraient en premier lieu la régularisation du contrat de travail. Il y en avait aussi, qui croyaient l'institution de conseils d'arbitrage un meilleur moyen pour prévenir les grèves, que l'adoption d'arrêtés de pénalités.

En troisième lieu il était dit que l'élaboration et l'adoption d'une loi pénale comme la présente — jugée par bien des gens «loi de circonstance» — ne sont point recommandables dans la situation troublée, où se trouve le pays. La position du Gouvernement était jugée assez forte actuellement pour veiller sans prescriptions pénales à la sécurité de la circulation par voie ferrée et l'on croyait que ceux qui désirent travailler peuvent être mieux protégés contre l'intimidation par les soins de la police réglée de manière satisfaisante sur une base légale, que par des prescriptions pénales. Arrêter celles projetées, favoriserait, croyait-on, plutôt que préviendrait une nouvelle grève. Tel sera bien le cas; en effet si l'on en juge par les manifestations des derniers jours, elles heurtent le sentiment, que beaucoup

d'ouvriers se font de la justice. Si des stipulations bien réfléchies et bien formulées sont arrêtées en temps de calme, elles pourront avoir un résultat salubre et préventif. Mais il ne saurait en être question dans l'état actuel des choses et s'il se produisait une nouvelle grève après la promulgation de cette loi projetée, il pourrait bien être prouvé que la détermination pénale concernant le refus de travail sera difficilement applicable, vu l'impossibilité de punir des milliers d'ouvriers.

On faisait remarquer en général que l'autorité ne donnait pas une excellente preuve de sa supériorité et de sa sagesse en édictant durant ces jours pénibles des lois pénales, dont le résultat dans la société est d'ailleurs, à différents points de vue, incertain aussi bien pour le Gouvernement que pour tout autre. On s'attendait à voir le calme renaître dans le pays si la promulgation de prescriptions pénales était abandonnée pour l'instant. Le danger d'une nouvelle grève disparaîtrait également. Les événements des derniers jours de Janvier ont surpris la majorité des ouvriers de sorte que ceux disposés sous tous les rapports à continuer leurs services, n'ont pas trouvé l'occasion d'en fournir la preuve. La situation a totalement changé aujourd'hui; le Gouvernement et les directions des chemins de fer ont pris des mesures, qui ont aussi diminué l'imminence d'une grève. Les uns désiraient que le Gouvernement agît de manière conciliatrice, les autres prétendaient qu'on devait agir avec énergie contre les troubles apportés dans les assemblées, l'incitation à la révolte et l'offense aux membres du Gouvernement.

Les prescriptions projetées étaient défendues par beaucoup d'autres membres, questions de forme et de rédaction

mises à part. On faisait remarquer de ce côté que la circulation régulière par voie ferrée ne saurait dépendre du bon-vouloir des employés des chemins de fer. L'existence de griefs même sérieux ne justifie pas les actions d'intérêt personnel, la rupture de contrat et la contrainte vis-à-vis de ceux qui désirent travailler. L'attitude et le ton, pris en diverses occasions par des personnes, qui essayent de s'emparer de la direction du mouvement actuel, font supposer cependant, que d'après eux, l'intérêt des classes doit être la seule mesure de justice. La force dont la réussite de la grève a paru témoigner, pourrait être utilisée, pensaient quelques-uns, à la proclamation de la grève chaque fois qu'il s'agirait, ou d'obtenir la levée de griefs dans le métier propre ou dans celui d'autrui, ou de conquérir des réformes politiques, ou d'empêcher le Pouvoir Législatif d'arrêter des déterminations jugées contraires à quelque intérêt de classe. Le Gouvernement s'est trouvé impuissant devant cette attitude durant quelque temps. On était en droit d'attendre qu'il ferait le nécessaire pour maintenir l'ordre public et assurer la circulation régulière par voie ferrée. Il n'a pas répondu à cette attente. Qu'il présentât en même temps des prescriptions pénales et un projet, tendant à concéder aux griefs du personnel des chemins de fer, était approuvé par ces membres, parce qu'elles ne visent point à favoriser quelque intérêt de classe, mais seulement à fixer des déterminations fondées sur des principes légaux et équitables et à réagir contre le mépris de la liberté individuelle, qui s'est manifesté et qui est la conséquence naturelle de la considération exclusive d'intérêts de classe présumés.

Les projets du Gouvernement ne sont pas dirigés contre

le droit d'association mais bien contre l'abus auquel l'usage de ce droit peut donner lieu. L'adoption de l'article 284bis projeté protégera ceux qui désirent travailler contre la pression, que la majorité des ouvriers cherche fréquemment à exercer sur la minorité. La liberté de former des associations particulières est à peine accordée aujourd'hui aux ouvriers qui ne peuvent s'entendre avec la majorité. La liberté de s'en tenir aux décisions de leurs propres associations est en tout cas discutée et gênée. Il n'est donc pas étonnant que des ouvriers chrétiens insistent en faveur de l'adoption des prescriptions pénales projetées. C'est ainsi que la Ligue des Associations catholiques dans l'archevêché d'Utrecht a exprimé sa confiance en ajoutant seulement, qu'on veuille bien à ce que les projets présentés ne tendent qu'à maintenir l'ordre sans porter préjudice à la liberté politique et économique des organisations, qui s'efforcent d'obtenir une amélioration de la position sociale de leurs membres, en respectant le droit et la liberté d'autrui. On signala comment le député français susnommé Millerand, lors d'un projet d'amendement à la loi sur les associations professionnelles, présenté par lui le 14 Octobre 1902, a proposé un article, ainsi conçu : « sera puni des peines prévues par l'article 414 du Code Pénal quiconque par l'un des moyens énumérés au dit article : violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, aura obligé ou tenté d'obliger une ou plusieurs personnes, soit de sortir d'un syndicat, soit d'en faire partie. »

On a nommé les projets du Gouvernement lois de circonstance. La signification de ce reproche n'a pas été trouvée claire. Il va de soi que souvent des lois sont promulguées parce que quelque circonstance les a provoquées;

ainsi par exemple le développement des communications télégraphiques pourra être une circonstance donnant lieu à des prescriptions légales touchant ces communications. Les prescriptions projetées ne sont pas faites en vue d'une circonstance passagère et extraordinaire, mais ont une tendance générale et servent, ainsi que tant d'autres lois à combler les lacunes de la législation actuelle, démontrées par l'expérience.

On a présenté le projet comme tendant à priver du droit de grève les travailleurs des chemins de fer. Tel n'est nullement le cas.

L'article 358bis vise seulement les grèves avec rupture de contrat. Vu l'intérêt public à la circulation par voie ferrée, une pénalité pour refus de travail est salulaire et c'est contre cela seul que le projet est dirigé. Il laisse aux ouvriers des chemins de fer la liberté entière de cesser leur travail, pourvu qu'ils respectent le délai de démission valable pour eux. Dans les pays où l'organisation professionnelle est réglée convenablement et où les syndicats disposent d'une caisse de résistance, les grèves sont souvent annoncées bien longtemps à l'avance. On signala ici spécialement les «trade-unions» anglais, posant ordinairement un ultimatum avant de proclamer la grève. Bien que la minorité des ouvriers anglais fassent partie de ces associations, elles ont pourtant fortement contribué à l'amélioration de la position de la classe ouvrière. Si donc même pour des travaux ordinaires, la cessation subite et imprévue du travail n'est pas jugée nécessaire par les ouvriers eux-mêmes, comment à plus forte raison, pourrait-il être refusé arbitrairement de remplir des services intéressant à un si haut point la communauté? Qu'il puisse être

juste qu'agir avec célérité ne soit pas ici sans inconvénient, on objecte qu'une prompte détermination pour le maintien de l'autorité et de l'ordre est désirable. L'article 284bis proposé vise évidemment à la protection de la liberté individuelle et au maintien de l'ordre sur la voie publique. S'il était prouvé que les termes ont dépassé cette intention, la rédaction pourra en être modifiée.

Il a été indiqué que tout d'abord étaient désirables l'exploitation par l'État, l'institution de conseils arbitraux, la réglementation des contrats de travail, mais de quelque manière qu'on en juge, il faut beaucoup de temps pour les réaliser et il est nécessaire de décider maintenant, s'il est recommandable dans l'intérêt de l'ordre public, d'arrêter des prescriptions pénales comme celles présentées. Que cela dût être abandonné pour le moment à cause du manque de calme dans le pays, on ne le pensait pas. Le calme est suffisant pour délibérer convenablement sur les projets, et l'adoption de la nouvelle loi contribuera peut-être plus que quoi que ce soit, au rétablissement du calme, parce que l'autorité de la loi se fera sentir et que bien des gens comprendront qu'il est réagi seulement contre des actes injustes et ne pouvant rester impunis sans porter un grave préjudice au peuple entier.

S'il est des personnes, dont l'idée de justice ne s'accorde pas avec les prescriptions projetées, l'arrêt de ces prescriptions par le Pouvoir Législatif leur pourra démontrer qu'une telle idée n'est pas fondée. Il était ensuite exposé que l'application de l'article touchant le refus de travail n'entraînera pas la punition de milliers d'ouvriers des chemins de fer. Tous les délinquants pour infraction en masse, pour, par exemple, révoltes et insurrections, ne pourront toujours

être poursuivis. D'ailleurs, selon l'article proposé, ne pourront être punis tout ceux s'étant ralliés à la grève, mais seulement ceux ayant effectivement refusé le travail. Et leur nombre ne pourra être grand en temps de grève.

On attachait plus d'importance à l'opposition faite aux prescriptions légales touchant la grève des ouvriers des chemins de fer, étant donné la mauvaise régularisation actuelle, de la situation légale de ces ouvriers. Le projet d'enquête présenté peut néanmoins être invoqué à ce sujet. On ne craignait nullement être contredit par le Gouvernement en déclarant que le but de ce projet — sa teneur le prouve du reste — est d'arriver à une réglementation satisfaisante de la situation légale des ouvriers des chemins de fer. Il est, croyait-on, du devoir du Gouvernement et pleinement d'accord avec les principes du Ministère actuel, de régler des rapports judiciaires irréguliers et de contribuer à la levée des griefs fondés. Pour cette raison on espérait que serait prouvée la possibilité d'améliorer cette situation, même avant la fin de l'enquête, en vertu du dernier § de l'article 27 de la loi sur les chemins de fer. On jugeait bizarre qu'à la déclaration de culpabilité pour refus de service d'employés publics, il fût objecté, que le besoin ne s'en fait nullement sentir. Faut-il donc attendre que ces personnes troublent aussi le pays en abandonnant inopinément le travail, au risque de voir ensuite le défaut de calme dans le pays servir encore de prétexte d'opposition aux prescriptions pénales? Le Code Pénal ne contient pas de prescriptions touchant le refus de service de la part des fonctionnaires parce que le législateur jugeait autrefois qu'il ne se produirait pas dans notre pays. Depuis, les choses ont changé et personne maintenant ne prétendra

qu'une grève dans quelque branche de service puisse être dite impossible. En outre s'agit-il ici de bien d'autres rapports que de ceux concernant les ouvriers des chemins de fer au service de compagnies particulières et dont la position devant la loi n'est pas en effet suffisamment assurée. Une réglementation juridique de la situation légale de personnes au service de l'État peut être désirable, nul cependant ne prétendra qu'elles soient à présent privées de tout droit et de tous moyens pour exposer leurs griefs même devant la Chambre. On rappela combien, dans les dernières années par exemple, de sommes importantes avaient été consacrées à l'amélioration des appointements des employés des postes et télégraphes et que des projets de plus amples amendements de leur position sont sans cesse pris en considération. Il faut ajouter que les rapports de service entre l'État et ses fonctionnaires ne sont nullement fondés sur un contrat de droit civil et que le refus de service de leur part atteint directement le pouvoir de l'autorité.

Il était encore exposé que les objections aux prescriptions pénales projetées donnent l'impression qu'on méconnaît que l'État doit gouverner la société. On espérait trouver tous les partisans de l'autorité de l'État contre une pression exercée par intérêt de classe, disposés à soutenir des projets tendant au maintien de cette autorité.

On faisait enfin remarquer que les lois étrangères contiennent différentes stipulations pénales dans le genre de celles présentées. Étaient signalés surtout le « Conspiracy and protection of property act » anglais, du 13 Août 1875, l'article 310 du Code Pénal belge, le § 153 du « Gewerbeordnung » allemand. Chez nous aussi existent des prescrip-

tions pénales pour délit de rupture de contrat. On rappela les articles 390—394 du Code Pénal et la loi du 28 Juin 1881, (Feuille de l'État n°. 98) abolie aujourd'hui, qui contenait des prescriptions pénales pour réprimer la désertion des pêcheurs maritimes. On signala l'histoire importante de ces prescriptions, mentionnée dans «l'Histoire du Code Pénal» par M^e. H. J. Smid, volume III, pages 104 et suivantes. On fixa surtout l'attention sur la déclaration du Ministre Modderman, mentionnée page 109—110, d'après laquelle la répression doit être jugée justifiée comme ultimum remedium contre la rupture de contrat, si celle-ci porte préjudice non seulement au co-contractant, mais aussi aux droits et intérêts de la société et si, d'après l'expérience, les moyens légitimes de justice civile sont insuffisants. Etaient indiquées également les délibérations de la Réunion des Juristes en 1876 concernant le délit pour rupture de contrat et le préavis de M^e. J. D. Veegens.

De différents côtés on manifestait le désir d'un commun accord entre les fractions de la Chambre. Le rejet du projet présenté occasionnerait des difficultés extraordinaires. Ce serait d'ailleurs d'autant moins désirable qu'il serait adopté exclusivement, ou presque, avec les voix des partisans politiques du Ministère. Certains membres, pensant devoir défendre en principe des prescriptions dans le genre de celles projetées, mais qui en discutaient l'opportunité et surtout celle du projet touchant le refus de travail, firent remarquer que l'adoption du projet de loi à une majorité de quelques voix nuirait à la force morale des prescriptions pénales et pourrait avoir aussi des conséquences nullement désirées par le Gouvernement. Ils déclarèrent que ce n'était point pour eux un différend

d'opinion politique et qu'ils étaient tout-à-fait disposés à seconder le Gouvernement dans ses efforts pour le maintien de l'autorité et du droit et pour assurer la régularité de la circulation par voie ferrée, mais que pour cette raison il leur était impossible de collaborer en quoi que ce soit à l'adoption de lois pénales, dont ils ne pourraient pas, du moins pour le moment, rester responsables. Si le Gouvernement ne pense pas pouvoir retirer son projet de loi, le renvoi de sa discussion mériterait, selon eux, une prise en considération. Puisque le Gouvernement lui-même reconnaît au § 3 du Mémoire explicatif, que l'article II a trait, d'une part, à l'institution d'une enquête sur la situation légale du personnel des chemins de fer et la réglementation légale du contrat du travail, et, d'autre part, à la réglementation de la situation légale des fonctionnaires, il ne pouvait pas, croyait-on, s'opposer en principe au renvoi de l'élaboration des prescriptions pénales projetées jusqu'à ce que la situation légale du personnel des chemins de fer et des fonctionnaires soit mieux assurée; qu'on s'attendait encore à ce que l'examen des objections à l'article 284bis lui fasse voir, qu'on peut, en ce moment, difficilement établir une réglementation satisfaisante du sujet y traité. D'autres recommandaient aussi, en cas d'opposition au renvoi de l'élaboration, d'insérer un article édictant que la loi serait exécutoire à une date ultérieure.

Bien qu'il fût reconnu par les partisans politiques du Gouvernement qu'un commun accord était désirable et que quelques uns déclarassent trouver bons les moyens offerts pour arriver à une entente, il fut pourtant invoqué également de ce côté que, selon eux, le devoir des membres

de la Chambre, ne croyant pas à l'opportunité des prescriptions projetées, était de seconder le Gouvernement, s'il persistait à considérer ce qu'il a demandé comme nécessaire au maintien de l'autorité et de l'ordre public. Juger de l'opportunité devait, d'après ces membres, appartenir au Gouvernement. La responsabilité du maintien de l'autorité et de l'ordre lui incombe et il est mieux que les membres en état de décider ce qui est nécessaire, dans de telles circonstances, pour prévenir un nouvel arrêt de la circulation par voie ferrée et y faire face, s'il se produit. Selon ces membres, comme il est déjà dit plus haut, on pourrait probablement aller au devant des objections à l'opportunité de l'article 358bis en arrêtant, dès maintenant, en vertu de la loi sur les chemins de fer, quelques déterminations touchant la situation légale des employés de chemins de fer. Du reste il ne faut pas perdre de vue que les objections au fond et à la forme des articles présentés seront portées par ce rapport à la connaissance du Gouvernement et que ce dernier ne négligera certainement pas d'aller au devant d'elles pour autant qu'il sera possible et désirable. Ces membres ne désespéraient pas de voir à la fin la grande majorité de la Chambre d'accord avec le Gouvernement. Un renvoi de l'élaboration paraissait à ces membres moins désirable, car il n'est pas demandé par quelques uns dans le but d'arriver à une bonne réglementation, mais, comme certains l'ont reconnu franchement, dans celui d'empêcher par agitation l'adoption du projet de loi.

Il fut répondu par les membres visés en premier lieu, qu'un appel à la responsabilité gouvernementale pour le maintien de l'autorité et de l'ordre pouvait être bien accueilli s'il s'agissait de mesures propres à assurer la

tranquillité et l'ordre, mais, pour ce qui regarde l'arrêt des prescriptions pénales présentées, les États Généraux autant que le Gouvernement ont à décider de leur nécessité, efficacité et opportunité.

Quelques membres insistaient pour la division du projet en deux projets de lois; cela ne saurait entraîner aucun retard, vu qu'il n'est pas nécessaire de réentendre le Conseil d'État. On fit remarquer que cette division favoriserait ainsi la correction du vote sur ce projet de loi: la combinaison des articles I et II obligera d'ailleurs les membres, s'opposant péremptoirement à l'article II, mais qui, si on réussit à le mettre en due forme, peuvent bien s'entendre sur l'article I, à voter contre le projet de loi tout entier. En deuxième lieu la division fut recommandée en vue de la Première Chambre, qui pourrait ainsi se prononcer séparément sur chacun des deux projets, maintenant réunis.

D'autres indiquaient par contre la connexion des deux articles et ne voyaient dans la division aucun avantage pratique, si le Gouvernement jugeait l'adoption des deux projets nécessaire au maintien de l'autorité. On rappelait que la Première Chambre avait aussi par un seul vote, décidé de l'adoption du Code Pénal tout entier.

De différents côtés on se plaignait du peu d'étendue de l'explication et on incitait à ce que fussent insérés dans le Mémoire de Réponse quelques détails touchant la législation étrangère et, vu que, pour certaines prescriptions, il s'agit surtout de l'application pratique, d'y joindre également un aperçu de la jurisprudence y suivie à l'égard des sujets traités par le projet de loi. On voulait encore être instruit au sujet de la jurisprudence concernant l'article 284 du Code Pénal.

Article 284 bis.

Quelques membres s'opposaient en principe à cet article. Ils reconnaissaient que la contrainte, exercée sur ceux qui ne veulent pas faire cause commune avec la majorité de leurs collègues, porte souvent atteinte en quelque sorte à leur liberté. Mais la liberté de beaucoup de gens est également lésée par des lois. Les ouvriers n'ont, dans leur lutte économique en faveur de leurs intérêts, aucun autre moyen que l'association professionnelle, énergique alors seulement que tous se réunissent. L'exercice de la contrainte est dans l'intérêt propre de ceux sur lesquels elle est exercée. Il ne peut pas non plus être exigé de souffrir que des personnes, refusant de partager les sacrifices entraînés par les organisations et les grèves, profitent des avantages obtenus par les camarades grâce à l'organisation et à la grève. L'adoption de l'article portera un grave préjudice au développement de l'organisation professionnelle.

Quelques autres membres étaient d'avis qu'il n'était pas strictement nécessaire d'arrêter une nouvelle prescription après l'article 284 du Code Pénal, vu que l'article 138 garantit la paix intérieure et que la police peut veiller suffisamment à empêcher l'embarras public et assurer l'ordre dans la rue. On croyait qu'il résultait de la délibération de Décembre dernier sur «l'ordre de postes» à Amsterdam que le Ministre de la Justice était à cette époque de même avis. Au besoin on pourrait donner à la compétence de la police un fondement légal plus ferme. L'article présenté — la discussion du texte le démontrera amplement — est si vague et a une telle portée que des actions nullement jugées prohibées seraient aussi condamnables, sur-

tout parce que, non seulement la contrainte visée par l'article, mais aussi la tentative de contrainte sera condamnable.

On objectait à ces remarques que le but de l'article n'est point de contrarier l'organisation professionnelle mais seulement de punir ceux qui tentent de violenter autrui par des moyens illicites.

L'article 284 n'y satisfait pas suffisamment; l'expérience a prouvé qu'en dehors des voies de fait et des menaces de voies de fait, d'autres moyens de contrainte doivent être réprimés par des menaces de peine pour le maintien de la liberté individuelle et la protection de ceux qui ne veulent pas entrer dans une organisation professionnelle, ou de ceux disposés au travail en temps de grève. Ne peuvent être rangés certainement parmi les moyens interdits dans une lutte entre patron et ouvriers: la pose de postes et l'emploi de moyens de persuasion pacifique pour porter quelqu'un à faire ou à ne pas faire quelque acte. Que la pose de postes à cette fin ne soit pas comprise par l'article, pourra, s'il subsiste un doute à cet égard, y être exprimée formellement selon l'esprit de la loi anglaise de 1875. Malgré la difficulté qu'il y a de délimiter les actions permises et celles interdites, il est cependant nécessaire de menacer de châtiment, à l'exemple d'autres pays comme la France, la Belgique, l'Allemagne et l'Angleterre, les actions non tolérées dans une société bien réglée et respectant la liberté individuelle. Certains de ces membres ne voyaient nul inconvénient à l'extensibilité des termes de l'article, parce que le Code Pénal ne donne en bien des cas qu'une expression générale et laisse quelque liberté au jugement sain du juge, pendant que la jurisprudence donnera peu à peu une signification plus fixe à des termes

extensibles. Ils doutaient qu'il fût possible sans termes extensibles de menacer de châtement certains actes prohibés, se produisant assez souvent, comme, par exemple : suivre avec insistance des personnes sur la voie publique. On jugeait fort difficile de spécifier tous ces actes dans l'article même. D'autres reconnaissaient que la large circonscription des actes condamnables pour les cas, dont il s'agit ici, peut donner lieu à de grandes difficultés et à des illégalités dans l'application de l'article. Ces membres étaient d'avis que le projet du Gouvernement avait seulement pour but d'arrêter des prescriptions devant prévenir les rixes et maintenir la libre circulation sur la voie publique et qu'il était désirable de faire mieux ressortir ceci par une modification de la forme. Ainsi apparaîtra-t-il plus clairement que le Gouvernement n'a pas du tout l'intention de porter atteinte aux droits des associations professionnelles.

On faisait remarquer en premier lieu, touchant la rédaction de l'article 284bis, que le mot «forcera» ne devait être compris qu'en un sens large. Il y était évidemment visé non seulement la contrainte de fait, mais aussi la contrainte morale, de sorte que «forcera» est synonyme de «engagera à».

Le mot «illégal» était jugé peu clair. Selon le Mémoire explicatif il est synonyme de injuste, mais la signification juridique de ce dernier mot ne prête pas à moins d'incertitude; qu'on songe aux différentes opinions émises au sujet de l'explication de l'article 1401 du Code Pénal.

Quelques membres désiraient lire au lieu de «illégal» «de propos délibéré et illégal», ce que d'autres jugeaient inutile, vu qu'il ne saurait être question de contrainte sans

propos délibéré et qu'on ne peut prouver l'emploi de moyens défendus sans démontrer en même temps que l'auteur a agi à bon escient.

Des membres très nombreux s'opposaient à l'article à cause de la large signification et de l'élasticité des expressions «empêchement, obstruction et moyens d'intimidation». Il faut bien admettre qu'on ne peut considérer comme empêchement ou obstruction tout ce que celui contre qui on a tenté quelque acte veut nommer ainsi et comme intimidation ce qui peut effrayer seulement en des cas extraordinaires. On s'en référa à une déclaration du ministre Modderman, lors de la discussion de l'article 284, où il était dit, que la contrainte visée par l'article doit être telle, «qu'elle pourrait avoir en général sur l'individu l'effet cherché». Il était mentionné que la jurisprudence venait affermir aussi cette interprétation. Mais que ces expressions doivent être comprises en un sens objectif, n'empêche point qu'elles ne soient très extensibles et qu'elles ne puissent s'appliquer à des actes certainement non-prohibés par le Gouvernement. On faisait ainsi remarquer entre autres, que pourraient être punis pour contrainte par empêchement ou obstruction, le missionnaire de minuit qui accoste un individu afin de l'exhorter à s'abstenir de visiter une maison publique; quiconque joue ou fait jouer de manière obsédante d'instrument de musique afin d'obtenir que son voisin fasse ou ne fasse pas quelque acte; le commis-voyageur, qui pour vendre à quelqu'un sa marchandise, l'importune en lui faisant l'article; le patron, qui menace de congédier son ouvrier pour le porter à se contenter d'un salaire plus bas; l'ouvrier, qui abandonne le travail afin de porter son patron à élever son salaire; l'ouvrier,

qui refuse de travailler avec d'autres, afin que le patron congédie ces derniers; l'organisation professionnelle, qui publie des listes de salaires afin de faire élever ceux-ci par certains patrons; la direction d'une ligue d'instituteurs, qui met en garde contre la sollicitation d'un emploi dans certaines communes dans le but de porter le conseil municipal à augmenter les appointements de ses instituteurs. On ne voudra pourtant pas condamner de tels actes.

Il est très difficile de décider quels moyens sont propres à intimider. La susceptibilité de crainte diffère beaucoup selon la nature des individus et les circonstances. On indiqua que d'après l'article 1360 du Code Pénal on ne tient compte d'un appel à la violence, même en droit civil, que «s'il est de nature à impressionner un individu raisonnable et s'il peut lui inspirer la crainte qu'il expose sa personne ou ses biens à un préjudice considérable et immédiat», en ajoutant que l'âge, le sexe et la position des personnes doivent entrer en considération pour le jugement. Plusieurs membres jugeaient aussi une telle description désirable ici. On proposait encore de lire au lieu de «crainte» «crainte physique, morale ou matérielle».

De différents côtés on proposait d'autres mesures de régularisation.

Quelques membres eussent voulu que l'empêchement l'obstruction et l'intimidation fussent condamnables par le fait même, sans indication du but visé. Ils croyaient que s'en-suivrait ce qui est de droit, selon la «common law» anglaise.

D'autres soumettaient à la discussion l'abandon du nouvel article et ensuite la modification de l'article 284 de sorte que sera menacé de peine quiconque forcera illégalement un autre, par violences ou menaces, à faire, ne pas faire

ou tolérer quelque acte. On objectait à ceci que la condamnation de toute menace aurait une trop grande portée et que seules celles entraînant un préjudice grave pourraient être prises en considération. Un autre membre posa encore la question de savoir si l'article 412 du Code Pénal, comme il a été appliqué ici dans le pays avec son indication des trois points: «voies de fait, violences, ou menaces», ne pouvait indiquer la bonne voie.

Certains désiraient ensuite que l'article 284bis contînt une spécification des actions considérées comme défendues, ainsi que le fait la loi anglaise du 13 Août 1875.

Quelques uns désiraient une loi spéciale dans le sens de celle du 12 Avril 1872 (Feuille d'État no. 24), laquelle menace de peine quiconque a attenté ou tâché d'attenter à la liberté d'autrui dans l'exercice de son travail ou de son industrie, si cet attentat a été accompagné de violence, déplacement, endommagement, mise hors service d'outils ou de machines; ou encore de menaces d'actes condamnables, de manoeuvres frauduleuses; d'offense ou de complicité d'attroupements.

D'autres croyaient qu'une régularisation en ce sens ne servirait de rien tant que la régularisation du contrat de travail par rapport au mouvement professionnel ne serait pas étudiée convenablement.

Enfin différents membres, jugeant que, même d'après l'intention du Gouvernement, devaient seules être arrêtées maintenant des prescriptions tendant à empêcher certains faits et à assurer la circulation sur la voie publique, étaient d'avis d'abandonner l'article proposé et de faire comprendre par l'article 284 que sera puni quiconque par violences, voies de fait ou menaces de violences ou de voies de fait,

soit contre un autre en personne, soit contre sa famille, forcera autrui à faire, ne pas faire ou tolérer quelque acte. On désirait ensuite lire le commencement de l'article 426 comme suit: «Celui qui en public gêne la circulation ou trouble l'ordre, menace la sécurité d'autrui, commet quelque acte en état d'ivresse» sont évidemment par erreur déplacés dans l'article 426 actuel. La modification proposée redresserait cette erreur et en même temps bien des faits qu'on désire punissables deviendraient contraventions de simple police. Elle donnerait à la police la compétence formelle d'agir dans les cas où aujourd'hui cette compétence est discutée ou mise en doute. L'application de l'article serait aussi facilitée si les faits visés sont qualifiés de violences au lieu de délits.

Article 286.

Au projet de faire comprendre par l'article 286 que, pour un des délits indiqués aux articles 284, 284bis et 285 premier paragraphe, la suspension des droits cités article 28 no. 3 puisse être prononcée, un très grand nombre de membres s'opposaient violemment. On indiquait que la peine ici visée, ne pouvait être prononcée, d'après le droit actuel, qu'en cas de très graves délits; que la modification présentée, pour autant qu'elle concerne l'article 284 et l'article 285, premier paragraphe, n'entre pas dans le cadre de ce projet de loi; qu'en cas de condamnation pour un des délits indiqués par les articles 274—282 et par l'article 285, 2e, l'article 286 laisse toujours au juge le choix de différentes punitions accessoires et qu'il n'est pas désirable de faire naître le soupçon qu'on veuille, en

appliquant la loi pénale, écarter des personnes politiques.

Quelques membres au contraire étaient d'avis, que des délits, comme ceux dont il est positivement question à l'article 284bis, sont commis assez souvent par des personnes ayant un but politique et que la perspective de la suspension d'éligibilité de telles personnes peut être un bon moyen d'intimidation. On fixait également l'attention sur la question de savoir si la déchéance des droits visés article 28 no. 3, doit appartenir à la décision du juge.

Article 358 bis.

Quelques membres faisaient remarquer l'opposition de l'article 358bis avec le droit et la conviction du peuple. Ils interdisaient au législateur le droit de limiter la compétence à la grève, parce qu'il appartient au fonctionnaire autant qu'à l'employé de quitter le travail sans demander de congé d'avance. Si la majorité des fonctionnaires juge que l'État n'est pas institué convenablement, par exemple à cause du défaut de suffrage universel, ils auraient, d'après ces membres, le droit de tenter d'obtenir par la grève générale une meilleure institution. Si cependant l'État prenait soin que la position des fonctionnaires fût satisfaisante, ils n'useraient pas si vite de ce droit. En général en face du devoir de travailler, se trouve le devoir du patron, de l'État, qui est de bien régler la position légale des fonctionnaires. Ceci s'applique surtout aux fonctionnaires subalternes et encore plus aux ouvriers de chemins de fer en service particulier. Nulle différence essentielle n'existe entre un employé, occupé par exemple au département des Ponts et Chaussées du royaume et un ouvrier occupé

chez un entrepreneur, travaillant pour l'État. Dans les deux cas l'État est également intéressé à une bonne exécution du service. Ne peuvent être arrêtées de prescriptions pénales pour refus de travail contre employés et ouvriers que si leur situation légale est parfaitement assurée et tel n'est le cas, ni pour les fonctionnaires, ni pour les ouvriers des chemins de fer. En appeler à l'intérêt public pour exiger la continuation du service n'est pas suffisant, car ainsi on pourrait tout justifier, par exemple la défense de toute grève dans le commerce de charbons. Si l'on admet que l'intérêt de l'État justifie la punition pour rupture de contrat, alors devrait en même temps être condamnable toute demande de démission, ce qu'on ne projette pas cependant. L'obéissance aux ordres légaux est un devoir pour l'ouvrier et l'employé isolément, mais les ouvriers et employés peuvent collectivement abandonner le travail dans l'intérêt de tous, même dans les cas d'urgence extrême. Sans ce droit la liberté d'association perd sa signification. Il est bien vrai que l'article concerne seulement la grève avec rupture du contrat de service, mais le résultat d'une grève dépend en général de sa soudaineté.

L'organisation ouvrière a une grande force pédagogique. Si l'on rabaisse cette organisation, les directions pourront exercer un terrorisme, mais en faisant preuve de confiance, l'opinion publique saura maintenir les ouvriers dans la bonne voie. On peut d'autant moins en appeler au contrat de service ou à des serments prêtés, que les parties contractantes ne se trouvent pas parfaitement libres vis-à-vis l'une de l'autre et que le refus du droit de grève est immoral, de sorte qu'on n'est pas moins lié par eux que par la détermination de se soumettre à des prescriptions

encore à fixer. Si l'on était lié par un terme de congé, les directions pourraient en étendre la durée autant qu'elles le voudraient et rendre aussi impossible l'abandon du travail en fixant ce terme à différentes époques. En outre si le devoir d'obéir au patron entre en conflit avec le contrat d'une organisation professionnelle, l'ouvrier aura à choisir et ne sera nullement tenu d'observer le contrat avec son patron.

D'autres au contraire faisaient observer que la relation de fonctionnaires à autorité n'est pas celle de deux contractants, mais celle d'inférieur à supérieur. La force publique, qui nomme à un emploi, impose des obligations et peut les modifier à son gré. Le fonctionnaire — «public servant», comme le qualifie si exactement le droit anglais — est au service de l'Etat et, comme tel, lui doit une obéissance, à laquelle est toujours subordonné son intérêt particulier. On doit pouvoir compter sans réserve sur le service incessant des fonctionnaires afin que l'Etat lui-même ne puisse disparaître. On objecte à ceci, d'une part, que l'Etat, en entretenant ses fonctionnaires, pourvoit à leur vie et leur fournit une protection nécessaire, et d'autre part, que le fonctionnaire peut donner sa démission en tout temps. Mais d'aucun des deux côtés le contrat ne se résout en dommages intérêts comme il arrive chez des particuliers. La doctrine de la subordination du devoir d'obéir aux desseins et intérêts des fonctionnaires est dangereuse au plus haut point pour l'Etat. Le refus de service collectif de la part des ouvriers pourrait porter au service public un tort incalculable et surtout maintenant que quelques uns subordonnent les devoirs envers l'Etat aux intérêts des fonctionnaires mêmes, une prescription pénale

exposant la gravité de ces devoirs est désirable sous tous les rapports. Ceci concerne également les employés des professions exercées par d'autres corps publics. Il existe une différence essentielle entre l'employé nommé et l'ouvrier engagé.

On reconnaissait que les personnes occupées dans des entreprises de concession ne sont pas comparables à des fonctionnaires. Mais dès aujourd'hui les employés de chemins de fer se trouvent vis-à-vis de l'État dans une situation de droit public. On concédait que si la rupture de contrat devenait passible d'une peine, les employés de chemins de fer, en seraient réduits à une condition assez défavorable vis-à-vis des directions et qu'ils ne jouiraient pas du soutien sur lequel les fonctionnaires ordinaires peuvent compter. Cela explique bien que le Gouvernement veuille instituer une enquête pouvant conduire à mieux assurer leur situation légale. Son amélioration peut en outre dès maintenant être probablement atteinte en dehors de cette enquête. Mais à part cela la rupture de contrat doit être condamnable en vertu du grave intérêt qu'a l'État en cette affaire.

Quelques uns revenaient sur la discussion de l'article sous le rapport étroit existant, selon son texte et son explication, entre la prescription pénale et la régularisation de la position des ouvriers de chemins de fer devant la loi. L'article frappe le refus de travail alors seulement qu'il se produit en cours de service. La régularisation du délai de démission sera donc ici d'une importance majeure. On aimerait bien apprendre par le Mémoire de Réponse de quelle manière est fixé ce délai pour les différentes entreprises de chemins de fer.

Par suite de ces observations on soutenait d'autre part, que s'il était fixé pour la demande de démission des

ouvriers de chemins de fer un délai excessivement long; l'article aurait, croyait-on, une plus grande portée que celle visée par le Gouvernement, vu que le droit à la grève serait à peu près entièrement supprimé. On croyait cependant, qu'il peut et doit y être pourvu en arrêtant par mesure générale de Gouvernement, en vertu de l'article 27 de la loi sur les chemins de fer, des prescriptions concernant le délai de démission.

Article 358ter.

On remarquait que ce n'est pas la peine de songer au cas où un seul fonctionnaire ou un seul ouvrier de chemins de fer se rendrait coupable d'un refus de travail dans l'intention de causer un arrêt dans le service ou la circulation. L'article 358bis vise les grèves et elles sont ordinairement le résultat de «*conjuración*», ce qui, selon l'article 80 du Code Pénal, est une entente entre plusieurs personnes. La peine, indiquée par l'article 358ter, sera donc appliquée ordinairement en cas de poursuite pour refus de service illicite, et si la grève éclate, et ce sera le cas le plus fréquent, la pénalité plus forte visée article 358quater, pourra être appliquée. Peut-être le Gouvernement n'a-t-il pas pensé à ce qui précède, parce que les articles 391-394 lui ont en quelque sorte servi de modèle, mais alors il a perdu de vue que la désertion sur un bateau peut être commise par un seul homme de l'équipage, tandis que les grèves sont ordinairement le résultat d'une délibération. La peine comminatoire d'au plus quatre années d'emprisonnement était jugée trop sévère par de nombreux membres. On faisait observer que les peines fixées par les articles 391 et 394 pour désertion d'un équipage et par

l'article 165 pour danger suscité dans la circulation par voie ferrée, sont beaucoup moins sévères et que par l'article 310 la peine pour vol est aussi fixée à un maximum de quatre années; et dans ce cas, l'emprisonnement peut même être remplacé par une amende, ce qui ne pourra avoir lieu suivant l'article 358ter. Par les articles 4 et 5 de la loi anglaise, le maximum de la peine est fixé à trois mois de prison avec ou sans «hard labour». On faisait encore remarquer, que, tandis que les peines d'après l'article 394 peuvent seulement être doublées en cas de *conjuración*, la peine d'emprisonnement dont menace l'article 358ter, est huit fois plus élevée que celle stipulée par l'article 358bis.

D'autres ne pouvaient s'opposer à la régularisation proposée parce qu'il s'y agit seulement d'un maximum.

Certains membres s'opposaient vigoureusement à l'insertion dans l'article des mots: «ainsi que les meneurs et promoteurs de la conjuration». Quelques uns croyaient que l'article II en entier avait pour but de pouvoir frapper les meneurs de grèves. La peine sévère édictée par l'article 358ter, paraissait par rapport à l'article 86 du Code Pénal, devoir servir à l'arrestation provisoire de ces meneurs. Une telle sorte de législation ne leur semblait donc pas franche.

D'autres faisaient valoir que la punition des meneurs n'est pas recommandable au point de vue pratique. Les grèves de chemins de fer seront ordinairement menées par des leaders d'organisations professionnelles et souvent les meilleurs de leurs membres, de sorte qu'ils peuvent prévenir maintes fois beaucoup de mal, comme l'a prouvé la grève du mois de Janvier. Si l'on punit tout d'abord ces meneurs,

il pourrait bien s'ensuivre que les meilleurs ne voulussent plus faire cet office.

Bien des membres désiraient élever le maximum de la peine stipulée par l'article 358bis, de manière qu'il puisse s'appliquer même aux cas les plus graves et d'abandonner ensuite l'article 358ter. Le droit d'arrestation provisoire serait alors supprimé, mais on n'y voyait aucun inconvénient, car de telles arrestations n'auront généralement pas lieu pour fait de grève. Le principal était, croyait-on, qu'il existât une pénalité modérée, parce qu'il ne peut être transigé sur son application à la fin de la grève. Cette particularité intimidera davantage que la fixation d'un maximum de peine élevé, d'ailleurs inapplicable.

Certains membres jugeaient justifiée la punition en premier lieu des meneurs de grève, parce que à leur avis, ceux-ci sont ordinairement plus coupables que les ouvriers poussés par eux à la grève.

Article 358quater.

Quelques membres ne pensaient pas justifiable l'aggravation de la peine, basée sur la réalisation de la tentative, que le résultat désiré soit atteint ou non, ne saurait en aucune sorte entraîner de distinction quant à la gravité du délit.

D'autres faisaient remarquer que pour l'application d'autres prescriptions pénales on tient également compte du dommage, qui paraît causé par le délit commis.

Article 380.

Se basant sur la discussion projetée de l'article 286, bien des membres s'opposaient également à ce que l'on

accordât au juge la compétence de prononcer la déchéance des droits indiqués article 28 no. 3, en cas de condamnation en vertu des articles 358bis, 358ter et 358quater.

II.

Brigade de chemins de fer.

Quelques membres jugeaient inadmissible le projet de loi en vue d'organiser une brigade de chemins de fer, parce qu'on ne sait pas du tout en ce moment de quelle manière sera réorganisée la compagnie de chemins de fer actuelle et quelle extension lui sera donnée. Le Gouvernement demande un crédit en blanc et ces membres voudraient l'accorder d'autant moins que de grandes dépenses sont à prévoir pour atteindre le but visé par le Gouvernement.

Quelques membres ne s'opposaient pas à la régularisation à condition que l'on ait en vue d'assurer en cas de nécessité le service de l'État dans les chemins de fer. La grande majorité approuvait au contraire le projet de loi, parce qu'il montre les efforts sérieux tentés par le Gouvernement pour, en des circonstances extraordinaires, maintenir à un certain point la circulation par voie ferrée.

Il était demandé si d'après la loi actuelle le Gouvernement avait la compétence d'obliger des militaires à exécuter des travaux pour des sociétés particulières. Quelques uns répondirent négativement à cette question, le fait d'assurer la circulation par voie ferrée n'ayant aucun rapport avec la défense nationale.

On demanda s'il existait une garantie pour que les

Compagnies tolèrent les militaires mis par le Gouvernement à leur disposition. Il fut répondu qu'elles aimeraient bien probablement en temps de grève profiter de l'assistance offerte.

Plusieurs membres étaient d'avis que l'assistance dans les services des chemins de fer ne doit pas être confiée à des miliciens, parce qu'ils sont en service effectif durant trop peu de temps et qu'ils ne seront probablement pas présents quand on aura besoin de leur aide.

Certains aimeraient quelques détails sur la manière dont on exercera les militaires, faisant partie de la compagnie de chemins de fer.

On demandait enfin si les appointements des militaires temporairement au service des chemins de fer seraient à la charge des Compagnies.

III.

Enquête.

Quelques membres jugeaient cette enquête inutile, les griefs des ouvriers des chemins de fer étant suffisamment connus. Ces membres croyaient ensuite que si une enquête est instituée pour le personnel du chemin de fer, il doit être fait de même pour les ouvriers de l'État, les employés des postes et télégraphes, les commis de l'État dans les contributions, les militaires etc.

La grande majorité au contraire approuvait l'enquête projetée. On devrait veiller naturellement à ce qu'elle soit conduite aussi rapidement que possible et, par conséquent, ne pas étendre son domaine outre mesure.

On faisait observer que l'État pouvait favoriser l'amélio-

ration de la situation des ouvriers de chemins de fer en modifiant les contrats passés avec les deux grandes compagnies de chemins de fer et qui financièrement les lient à lui.

Il était demandé, si l'enquête serait bien nécessaire au cas où le Conseil d'Inspection des services de chemins de fer eût bien rempli son devoir.

En ce qui concerne les articles on demandait la signification du mot «conditions» auprès de «situations légales».

Quelques membres désiraient ensuite, que l'enquête s'étendît jusqu'à demander de quelles sommes pouvaient disposer en ce moment les deux grandes compagnies de chemins de fer en vue de l'élévation des salaires.

Quelques membres étaient d'avis que la Commission doit compter plus de cinq membres.

Quelques membres insistaient d'autre part pour la nomination dans la Commission d'un ou plusieurs ouvriers des chemins de fer.

D'autres faisaient remarquer que dans ce cas devaient être également admis dans la Commission des représentants des directions des chemins de fer.

Quelques membres insistaient pour rendre encore possible l'interrogatoire par une sous-commission.

Quelques membres croyaient que l'enquête ne pourrait jamais être terminée le 1^{er}. Janvier 1904, aussi désiraient-ils fixer un délai plus long à la durée exécutoire de la loi.

Il est indéniable que la publication du rapport provisoire n'eut pas le résultat qu'on en attendait.

Nulle part on n'en prit note extraordinaire et la presse ne s'y intéressa que fort peu.

Les jours suivants s'écoulèrent dans une paix apparente; le Gouvernement prépara une modification des projets de loi, comme on le savait; le Comité de Défense continua à organiser ses partisans et les partis d'ordre firent de même. La dernière semaine du mois de Mars se passa dans un grand calme extérieur; la longue tension avait fait place à une certaine apathie; chacun sentait qu'une décision, quelle qu'elle fût, devait être prise; la situation ne pouvait perdurer.

Dans la soirée du 28 Mars parut la réponse du Gouvernement au rapport provisoire de la Seconde Chambre, document, qui produisit une très grande détente, parce qu'il suscita le désir sincère de céder autant que possible aux vœux des fractions plus libérales.

De cet important document, joint par le Gouvernement à son écrit du 28 Mars, suit un ample aperçu:

I.

Modification et Complément

du

Code Pénal.

Un projet de loi modifié est présenté par le Gouvernement pour compléter et modifier le Code Pénal.

Il propose de lire maintenant l'article 284 dudit Code Pénal comme suit:

Sera passible d'un emprisonnement de neuf mois au plus ou d'une amende maxima de *trois cents florins*:

1^o. Celui qui, par violences, voies de fait ou menaces avec violences ou autres voies de fait dirigées contre une

seconde ou troisième personne, forcera illégalement autrui à faire, ne pas faire ou tolérer quelque acte;

2°. Celui qui, par menace injurieuse ou libelle diffamatoire, forcera illégalement autrui à faire, ne pas faire ou tolérer quelque acte.

Dans le cas visé au n°. 2 le délit ne sera poursuivi que sur plainte de celui contre lequel il aura été commis.

Il est ensuite proposé d'intercaler après l'article 426 dudit Code Pénal le nouvel article suivant:

Article 426bis. Celui qui illégalement met obstacle sur la voie publique à la liberté de circulation d'autrui, ou qui, avec un ou plusieurs autres, continue à exercer une pression sur quelqu'un en dépit de sa formelle volonté, ou qui continue à le suivre de manière gênante, sera puni d'un emprisonnement d'au plus un mois ou d'une amende maxima de cent florins.

Il est ensuite proposé que trois nouveaux articles soient intercalés après l'article 358 dudit Code, à lire comme suit:

Article 358bis. Le fonctionnaire ou toute autre personne au service de la communication publique par voie ferrée, de façon permanente ou provisoire, et n'appartenant pas au personnel d'un chemin de fer, effectuant les transports exclusivement à vitesse limitée, qui afin d'empêcher l'exercice d'un service public, ou arrêter le cours de la communication publique par voie ferrée, ou faire continuer l'empêchement, néglige ou légalement, chargé à cette fin, refuse de remplir des fonctions, pour lesquelles il s'est engagé par contrat ou en vertu son emploi, sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende maxima de trois cents florins.

Article 358ter. Au cas où deux ou plusieurs personnes par suite de conspiration, commettent le délit indiqué dans le précédent article, les coupables ainsi que les meneurs ou les promoteurs de cette conspiration seront punis d'un emprisonnement maximum de deux années.

Article 358quater. Si le but visé par l'article 358bis est atteint, un emprisonnement sera infligé de un an au plus; dans le cas de l'article 358bis, de quatre ans au plus dans le cas de l'article 358ter.

Il est proposé de lire l'article 380 dudit Code comme suit :

En cas de condamnation pour un des délits, indiqués dans les articles 358, 363, 364, 366, 373, dernier paragraphe, et 379, premier paragraphe, la déchéance des droits énoncés dans l'article 28 no. 3—4, en cas de condamnation pour un des délits indiqués dans un des articles 358bis, 358ter et 358 quater, la déchéance des droits énoncés dans l'article 28 no. 1—3, peuvent être prononcée.

La stipulation finale est la suivante :

Cette loi sera exécutoire le jour de sa promulgation.

Au

Mémoire de Réponse

du rapport provisoire, concernant le projet original est emprunté ce qui suit :

Le Gouvernement, dans les séances de la Seconde Chambre du 25 Février du 10 et du 11 Mars dernier, a communiqué, aussi franchement et complètement qu'il lui a paru permis, tout ce qui de son côté pouvait éclairer les faits se rapportant à la grève dans les chemins de fer du 29—31 Janvier dernier. Il ne désire pas revenir là-dessus.

Que le Gouvernement eût pu et dû prévenir la grève,

qui a éclaté dans les chemins de fer, en offrant son entremise dans le conflit entre patrons et ouvriers des ports à Amsterdam, est facile à prétendre pour celui qui voit les événements passés. Il est certain pourtant que des grèves dans cette branche de travail se sont produites dans presque tous les grands ports européens sans qu'une solidarité mal interprétée ait amené en même temps une grève dans les chemins de fer. Quel motif pouvait donc avoir le Gouvernement de soupçonner, même de loin, que cette fois la grève des travailleurs des ports entraînerait la mise en pratique d'une si fausse interprétation? Et s'il était indiqué que cependant toutes sortes de griefs pouvaient faire soupçonner l'existence d'un esprit de désordre parmi le personnel des chemins de fer, qu'il y soit opposé la déclaration pertinente du sieur Oudegeest à la réunion tenue le 11 Janvier dernier par les membres de l'Association néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways, qu'il n'y avait pas à songer dans les 25 premières années à l'obtention de meilleures conditions de service au moyen de la grève.

Pour ce qui concerne la conférence du 31 Janvier dernier avec les délégués de la Compagnie des chemins de fer hollandais, le Gouvernement maintient tout-à-fait son point de vue, à savoir: que la loyauté et la bonne foi exigent de ne jamais publier de telles conférences que des communications sur la forme desquelles les deux parties se sont accordées.

Au mois de Janvier le Gouvernement ne s'est pas un seul instant placé au point de vue que ce qui s'est passé regardât seulement les Compagnies, ainsi qu'il appert de son refus formel de décharger la Compagnie des chemins

de fer hollandais de ses obligations vis-à-vis de lui, en vertu de l'article 31 de la loi sur les chemins de fer, et qu'il appert encore des mesures prises ou projetées par lui afin d'assurer la paix, l'ordre, la circulation et de protéger l'État et la société contre le renouvellement d'une action si criminelle.

Il a seulement laissé aux Compagnies de chemins de fer la responsabilité de l'attitude qu'elles jugeaient devoir adopter vis-à-vis du personnel engagé par elles à leur service.

Le Gouvernement explique ensuite que d'après lui le premier manifeste de la Direction centrale de l'Association néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways (où il était dit que les précautions les plus minutieuses devaient être prises afin de pouvoir cesser le travail immédiatement après réception de la communication de la Direction centrale, en ce qui concerne tout d'abord le personnel à La Haye, tandis que celui des lignes Harlem—Rotterdam et Gouda—La Haye devait se tenir prêt à partir pour La Haye au premier commandement, tous deux afin d'empêcher la Représentation Nationale d'adopter une loi, supprimant le droit de grève) que ce premier manifeste ne se présente pas le moins du monde comme une publication rédigée avec précipitation et exaltation, mais qu'il a une réelle importance.

Les membres qui le contestent, auraient défendu leur point de vue de façon plus convaincante en démontrant qu'on avait eu affaire dans le passé exclusivement à un mouvement d'ouvriers fourvoyés et nullement à un essai politique de la force, grâce auquel on se serait rendu maître du mouvement ouvrier afin de favoriser les desseins révolutionnaires.

L'événement scandaleux de Durgerdam eût été sans nul doute prévenu par la police, si celle-ci avait été avertie à temps, mais il ne faut pas perdre de vue que la force de police y est insignifiante, que dans la ville la police d'Amsterdam pouvait à peine remplir sa grande tâche, que l'effectif des troupes était peu important, qu'à maints passages à niveau à Amsterdam on avait dû organiser un service de garde et qu'on n'avait pas jugé possible auparavant qu'un si grand nombre d'ouvriers eût comploté durant la nuit une action si criminelle.

Prétendre qu'après le 31 Janvier une grève dans les chemins de fer n'était à craindre, est absolument contraire à ce que publiaient les journaux approuvant la première grève.

Il n'est nullement question de la part du Gouvernement d'une « vengeance » de l'autorité offensée.

Maintenir ne ressemble en rien à se venger.

Ce projet de loi n'a pas en outre de vigueur rétro-active.

Au sujet de l'observation, que même l'Association protestante chrétienne du personnel des chemins de fer et des tramways à Zwolle a protesté contre l'adoption de ce projet, le Gouvernement annonce qu'il a reçu plus tard de cette Association une lettre, où elle déclare renoncer à sa demande de suspension des projets de lois.

Du fait que le suffrage universel n'est pas établi chez nous, déduire l'incompétence de la Chambre à élaborer les projets présentés est nettement contraire à la constitution et ne peut pour cette cause, être pris en considération par aucun gouvernement.

Quant à ceux, qui pour cette législation voudraient

attendre, avant de prendre des mesures, qu'ils aient une réglementation satisfaisante à tous égards, cette attente pourrait bien nous mener aux calendes grecques.

L'argument que la condamnation des fonctionnaires pour refus de travail n'est pas nécessaire parce que personne n'y a incité jusqu'ici, méconnaît le «gouverner c'est prévoir» ; que pour arrêter le Code Pénal le Ministre de la Justice a repris une détermination de même nature est un argument perdant de vue la cause de la reprise ; l'argument que la réglementation de la situation légale des fonctionnaires doit précéder ou au moins accompagner les prescriptions pénales, méconnaît autant le caractère de l'Etat et de l'autorité que celui de la relation où se trouve le fonctionnaire vis-à-vis de cette autorité.

La jouissance tardive du droit civil dans le règlement du contrat de travail ne peut servir de prétexte à cacher la nécessité de remplir les indiscutables obligations légales et morales de la protection nécessaire de la loi pénale.

Le Gouvernement déclare formellement ne pouvoir écarter dans la mesure du possible le danger d'une grève de chemins de fer sans prescriptions pénales.

Également pour empêcher l'intimidation de ceux qui veulent travailler, il juge une prescription pénale absolument nécessaire.

La prétention que plusieurs ouvriers ne pourraient mettre d'accord les prescriptions pénales projetées avec leur sentiment du droit, ne saurait en empêcher l'adoption, attendu que le sentiment du droit de beaucoup d'ouvriers est choqué pour tout autant de raison par la situation actuelle.

Retirer les projets de législation criminelle ne ferait

prévoir, pour les différends sociaux survenus, aucun arrangement pacifique, stable et acceptable par le Gouvernement, mais pourrait seulement favoriser le progrès général de la corruption morale qui s'est manifestée.

Retirer sa nouvelle de projet de loi pénale est pour cette raison tout à fait impossible au Gouvernement.

Maintenant la suprématie de l'autorité de l'État dans toute agitation sociale doit être avant tout assurée.

La brigade de chemins de fer et les nouvelles pénales mettront la force légale et la force effective de l'État en regard de la puissance de l'injustice.

Dans le conflit de devoirs chez ces membres, qui, partisans en principe du Gouvernement, contestent seulement, l'opportunité des projets, la décision dépend tout-à-fait de la réponse à la question: qu'est-ce qui aura le plus de poids: l'obligation de soutenir le Gouvernement contre les menaces du parti révolutionnaire, même si l'idée propre de l'opportunité ne peut être justifiée entièrement? ou bien l'obligation de faire prévaloir sa propre idée sur l'opportunité de manière qu'on juge permis pour cette raison d'abandonner le Gouvernement en face de ces menaces?

La liberté absolue des États-Généraux de prendre des décisions ne peut aujourd'hui ni jamais être restreinte en quoi que ce soit. Mais ceci évite-t-il que la responsabilité positive de la situation, telle qu'elle sera faite par suite de la décision de la Chambre, ne revienne tout d'abord au Cabinet? Que la Chambre pour la prise de cette décision n'ait à compter avec cette circonstance, et que, pour cette raison la déclaration du Gouvernement, que d'après sa conviction formelle l'opportunité ne permet ni le rejet du

projet ni le renvoi de son élaboration, ne soit d'un poids extraordinaire sur son jugement au sujet de l'opportunité?

On s'oppose sérieusement à la division du projet de loi en deux parties.

Tandis qu'il ne peut un seul instant être question de renvoyer l'élaboration, le Gouvernement est cependant en ce qui concerne le texte du projet de loi, venu autant qu'il était possible, sans abandonner son principe et son but, au devant des membres qui ont présenté une critique sérieuse.

Attendu que le Gouvernement a déclaré le 11 Mars dernier qu'il a déjà songé depuis quelque temps à la manière dont l'article 27 de la loi sur les chemins de fer pourra, en attendant les résultats de l'enquête d'une Commission d'État, lui permettre de pourvoir dès maintenant à une plus ample protection légale, également désirable d'après lui pour le personnel des chemins de fer, il a été communiqué que la minute d'une mesure générale de Gouvernement de même tendance a été retournée par le Conseil d'État et sera probablement promulguée à très bref délai. Le Gouvernement fera tout son possible pour faire publier cette mesure générale dans le Journal Officiel au moins encore avant que la Chambre ait pris une décision définitive sur ce projet de loi.

On a l'intention d'obliger les Directions à ce que :

1°. tout ce qui concerne la position légale et les conditions de service du personnel, y compris les salaires, soit réglé convenablement et que le règlement en soit soumis à l'approbation du Gouvernement; 2°. à ce que ce règlement soit revu tous les cinq ans; 3°. à ce que ce règle-

ment permette la présentation de griefs et de désirs ; 4^o. à ce qu'il soit pris soin de ne pas fixer un délai de démission trop long ; 5^o. qu'il soit institué un conseil d'arbitrage pour différends disciplinaires, à l'exception de ceux ayant trait à la sécurité du service ; 6^o. que ce conseil d'arbitrage fonctionne à bref délai ; 7^o. qu'un recours à ce conseil, dès qu'il sera en fonction soit aussi permis pour des différends de nature disciplinaire, surgis depuis le 1^{er} Mai 1903.

Le Gouvernement laisse ici les fonctionnaires tout-à-fait en dehors de la question. Il a franchement reconnu que leur situation légale exige une réglementation prochaine, mais cette réglementation éventuelle n'a aucun rapport avec ce projet de loi.

Dans quelques jours suivra un supplément (aperçu de législation et de jurisprudence étrangère, ordonné systématiquement). ¹⁾

Nullement décisifs ne sont les arguments de ceux qui, s'opposant en principe à l'article 284bis, se réclament d'un système, basé sur le droit qui appartiendrait aux associations professionnelles, de restreindre la liberté civile, droit qui, dans une société civilisée, comme l'a toujours pensé jusqu'ici le Gouvernement, doit être un attribut exclusif de l'État.

Le but visé par l'extension de l'article 284 ne peut être atteint de façon satisfaisante par l'application de l'article 138, ni par les soins de la police.

Ce que le projet a en vue, n'est pas de déclarer coupable la pose de postes et encore moins l'emploi de la persuasion pacifique à l'effet de pousser quelqu'un à faire ou à

¹⁾ On trouvera à l'appendice cette législation.

ne pas faire quelque acte. Tout doute à cet égard sera dissipé par le texte modifié.

Le mot «forcera» dans l'article est synonyme de «poussera», c'est-à-dire contre sa volonté. L'expression «illégalement» dans l'extension proposée aujourd'hui, a la même signification que dans l'article 284 actuel. La question de savoir si la contrainte par violences ou menaces avec violences est illégale, est une question de fait.

Le Gouvernement est maintenant d'avis, en ce qui concerne en général sa tendance à une division de la détermination projetée, de pouvoir suivre le conseil de ceux, lui proposant de compléter l'article 284 même en lui faisant comprendre au nombre des moyens de contrainte les «voies de fait» et «menaces de voies de fait», dirigées contre une personne ou contre sa famille et de modifier en conséquence l'article 426, bien qu'il ne puisse souscrire à tous les motifs allégués à cette fin.

En outre, parce qu'il n'est pas désirable de faire naître le soupçon qu'on voudrait, en appliquant sans grande nécessité la loi pénale, influencer sur la liste électorale, la modification projetée de l'article 286 est retirée.

L'article 358bis, pense le Gouvernement, s'accorde pleinement avec le droit, tel qu'il est toujours compris par l'opinion publique. La doctrine d'après laquelle le droit de quitter ses fonctions ou son travail, sans avoir auparavant demandé congé, appartiendrait aussi bien au fonctionnaire qu'à l'ouvrier, tant que dure leur engagement, est tout à fait fausse, et en outre, pour ce qui concerne les fonctionnaires, purement révolutionnaire.

Il n'apparaît pas clairement au Gouvernement qu'on puisse prétendre qu'aucune différence essentielle n'existe

entre le fonctionnaire et l'ouvrier. Il ne veut nullement violer le droit d'association des ouvriers, pourvu que ce droit n'outrepasse pas les limites fixées par la Constitution et les lois du pays.

Que la détermination soit applicable pour refus de travail aux ouvriers de boulangeries, de commerce de charbons et autres branches de transport, est attribuable à ce que le Gouvernement veut seulement frapper ce qui atteint directement la communauté même.

Les peines, impliquées par les articles 358ter et quater, sont réduites à un maximum plus bas.

On ne peut se passer de la condamnation des meneurs ou des promoteurs de la conjuration pour refus de travail. En Allemagne à ce point de vue le Code Pénal va bien plus loin que le nôtre.

Enquête sur les chemins de fer.

Le Gouvernement répond que même connaissant les griefs des employés des chemins de fer, le mécontentement général des esprits parmi le personnel ne lui était en rien démontré avant les événements de fin Janvier. Néanmoins, s'il en avait été autrement une enquête ne pourrait être jugée superflue. Le Gouvernement expose que seul un tel examen lui permettra d'arriver à une bonne solution relativement aux moyens propres à traiter les griefs fondés.

Le dernier examen officiel de la situation du personnel des chemins de fer, fait en vertu de la loi du 10 Janvier 1890 (Journal Officiel N^o. 1) n'a pas prouvé que des salaires trop peu élevés soient payés en général, comme du reste en général rien ne démontre dans cette enquête de mauvais rapports entre directions et personnel. Il est

pourtant fort possible que les situations aient notablement changé depuis cette enquête, mais seule une nouvelle enquête pourra l'établir définitivement.

Si l'enquête projetée est strictement nécessaire, il ne s'ensuit nullement, affirme le Gouvernement, qu'elle doive s'étendre aux rapports de service avec l'État ou la commune. Le motif de cette enquête réside dans le fait que ce personnel est au service de sociétés particulières, motif, qui manque totalement aux ouvriers en service public.

Si une amélioration de la position des ouvriers des chemins de fer, pour autant qu'elle apparaîtra nécessaire, est seulement concevable par l'institution de l'exploitation par l'État, le Gouvernement ne pense pas devoir encore le décider. La révision des heures légales de repos par décret royal du 9 Février 1899 (Journal Officiel N°. 69) fournit en outre la preuve que le personnel peut aussi être protégé par le Gouvernement sans exploitation par l'État. Quant à la question de savoir si l'enquête eût été bien nécessaire au cas où le Conseil d'Inspection avait bien rempli son devoir, le Gouvernement fait remarquer que la sphère d'activité de ce Conseil se borne à veiller à l'observation des injonctions de la loi sur les chemins de fer, des ordonnances qui s'ensuivent, des règlements de service, des tarifs et des réglementations approuvées ou prescrites, ainsi que des conditions de concession. Le contrôle des rapports entre directions et employés ne regarde en général nullement ce Conseil.

En élaborant les articles, le Gouvernement dit, qu'on doit comprendre par conditions de service du personnel, les droits, que celui-ci s'est réservés dans le contrat de travail et les obligations qu'il a acceptées. Par rapports

légaux doivent être compris les voies et moyens grâce auxquels l'exécution ponctuelle du contrat est assurée des deux parts.

De la recherche de savoir en quelle mesure les grandes Compagnies de chemins de fer pourront prendre à leur compte une élévation de salaire, si celle-ci est trouvée nécessaire, la Commission d'Enquête, pense le Gouvernement, ne peut être chargée. Le système actuel d'exploitation doit-il être maintenu? encore une question à laquelle, pense le Gouvernement, la Commission d'Enquête n'a pas à répondre. Seulement au cas où la Commission d'Enquête ferait au Gouvernement des propositions, qui, d'après lui, ne seraient réalisables que par l'exploitation d'État, et si le Gouvernement adoptait ces propositions, en dehors de toute considération, le résultat de l'enquête de la Commission pourrait mettre à l'ordre la demande de l'exploitation par l'État s'y rattachant.

Brigade des chemins de fer.

Mémoire de Réponse du
Gouvernement.

Le Gouvernement communique, qu'immédiatement après que le projet de loi pour augmenter le Chapitre VIII du budget d'État 1903 était élaboré, une commission d'officiers était chargée d'un plan de réorganisation du corps des troupes du Génie. En même temps les directions des compagnies de chemins de fer étaient invitées par l'intermédiaire du Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie, à vouloir fournir à cette commission toutes les informations dont elle croirait pouvoir se servir

pour l'accomplissement de manière convenable de la tâche à elle confiée. La commission a commencé aussitôt que possible à s'acquitter de cette tâche. N'étant pas encore prête, le Gouvernement ne peut faire aujourd'hui des communications plus détaillées au sujet de la réorganisation proposée et la somme demandée ne doit donc pas être considérée comme un crédit en blanc, mais comme un crédit de début.

On a, comme il est supposé avec raison, l'intention, outre son emploi en temps de guerre, de faire servir en des circonstances extraordinaires l'organisation proposée au maintien, jusqu'à un certain point, du transport par chemin de fer. En outre, selon la ferme conviction du Ministre, l'institution d'une division normale de chemins de fer pourra être de grande utilité, sinon pour prévenir, du moins pour limiter les dangers et dommages, que peuvent entraîner pour l'intérêt général les grèves de chemins de fer.

Le Ministre dépose comme supplément quelques notes touchant les divisions de chemins de fer dans quelques armées européennes.

Sur la manière dont sera recruté le personnel de la division de chemins de fer, le Ministre ne peut, en attendant le rapport de la commission, faire nulle communication. Pour l'organisation on tendra à l'économie sans cependant perdre de vue le but à atteindre.

Pour le moment le Ministre croit qu'il n'y aura aucun inconvénient à pourvoir au besoin d'officiers la division de chemins de fer. Eventuellement il sera délibéré pour essayer de disposer d'officiers de réserve propres à servir dans cette division.

En communiquant des détails à la Chambre, quand il en sera temps, le Ministre ne manquera pas de faire connaître la manière dont il se propose de veiller à l'exercice des militaires appartenant à la division de chemins de fer. Il est persuadé que les directions de chemins de fer seront trouvées disposées à prêter leur concours, certainement indispensable.

La question de savoir si les salaires des militaires, temporairement au service des chemins de fer, seront complètement ou partiellement à la charge des compagnies de chemins de fer sera discutée lors de la délibération avec elles.

L'impression faite par les projets modifiés, fut presque partout satisfaisante. On comprit qu'un compromis était dès lors possible et on désira le conclure au plus tôt. Le rapport définitif de la Seconde Chambre, pièce d'État très brève, parut dès le 31 Mars. En voici un résumé :

« La Commission des Rapporteurs dit, que la lecture du Mémoire de Réponse lui a prouvé que le Gouvernement n'a pas répondu aux questions du Rapport provisoire :

Est-il constaté par la présentation de colis-postaux pour le transport, que les compagnies ne se sentirent pas en état de se charger elles-mêmes de ce transport, ou la direction des postes y a-t-elle pourvu elle-même sans une telle présentation ? Les compagnies s'en sont-elles référées au cas de force majeure et a-t-on agi selon l'article 55 des contrats de chemins de fer ? Les ouvriers grévistes de chemins de fer se sont-ils rendus coupables d'excès, si oui, de quels excès ?

La Commission trouverait bon que le Gouvernement

voulût encore manifester, soit par écrit, soit verbalement, son sentiment sur les points en question.

Persuadée que le «résumé de législation et jurisprudence» promis par le Ministre, sera envoyé avant l'ouverture des débats publics, la Commission est d'avis que la discussion est suffisamment éclairée par les écrits échangés.

La Commission des Rapporteurs juge aussi suffisamment prêts pour la délibération publique le projet de loi concernant la brigade de chemins de fer et le projet de loi visant l'institution d'une enquête sur les rapports légaux et les conditions qui régissent le service du personnel dans le transport par voie ferrée.»

Le Jeudi 2 Avril la discussion générale du projet de loi pour modification et complément du Code Pénal (la loi sur les grèves) fut enfin ouverte à la Seconde Chambre; on délibéra en même temps sur les deux autres projets de loi présentés (Brigade de chemins de fer et enquête).

M. Mees (leader des libéraux-modérés) motiva son vote en faveur des projets, le Gouvernement ayant en vue une réglementation de la situation légale des fonctionnaires.

Me. P. J. Troelstra, (leader des démocrates-socialistes) combattit les projets, qui, d'après lui, étaient employés par le Gouvernement comme arme de propagande politique et qui étaient nuisibles à l'organisation professionnelle neutre, laquelle a fait tant de bien au mouvement ouvrier. L'orateur s'oppose spécialement à ce que l'on prive du droit de grève le personnel des chemins de fer. L'institution d'un arbitrage n'en est pas l'équivalent du tout.

Me. Heemskerk (un des orateurs les plus habiles du

parti antirévolutionnaire) mit en lumière que ces lois, d'après lui, ne sont pas des lois de contrainte comme l'ont dit les socialistes. L'opposition, pense-t-il, vient uniquement de la crainte de voir restreindre l'empire et les moyens de l'organisation professionnelle neutre.

Ces discours prirent toute la première journée; celui de Me. Troelstra avait duré plusieurs heures.

Le lendemain 3 Avril la discussion générale continua.

M. Schaper (démocrate-socialiste) critiqua l'attitude des associations professionnelles chrétiennes, qui agissent de manière conservatrice sous l'influence des meneurs, bien que nombre d'ouvriers voudraient qu'il en fût autrement. Les ouvriers chrétiens sont devenus aujourd'hui des supplanteurs dans le domaine économique et politique. Si le Gouvernement avait voulu agir de manière conséquente, il aurait dû proposer l'exploitation des chemins de fer par l'Etat, dont le Ministre Kuyper est partisan; ainsi les ouvriers des chemins de fer deviendraient des fonctionnaires.

M. Talma (pasteur, antirévolutionnaire, rédacteur du *Patrimonium*, journal ouvrier chrétien hebdomadaire), juge que les lois ne sont pas présentées par sentiment de lèse autorité, comme on l'a dit, mais parce que le mouvement est anarchiste. L'orateur s'étend largement sur l'attitude des associations professionnelles chrétiennes et sur celle des associations neutres; les dernières veulent établir par pression ce qui leur est impossible par des moyens moraux; il faut s'y opposer.

Me. Drucker (libéral-démocrate), ne juge pas la présentation de la loi pénale un acte de prudence circonspéct; elle a retardé le rétablissement du calme. La culpabilité pour rupture de contrat, telle qu'elle est actuel-

lement proposée, ne peut-être instituée sans que la position des ouvriers devant la loi ne soit auparavant convenablement assurée.

M. de Visser (pasteur, chrétien-historique) reconnaît dans la grève une arme d'action professionnelle, mais point en ce qui concerne la circulation par voie ferrée, qui est un des rouages de l'État. L'orateur veut s'opposer à la restriction révolutionnaire de l'autorité. Les lois servent à cette fin et ne sont pas des lois de circonstance. Les associations socialistes terrorisent les associations chrétiennes, qui veulent marcher dans la bonne voie.

M. Kolkman (catholique romain) reconnaît le droit d'association des ouvriers de même profession, mais à la condition qu'ils ne violent pas les droits d'autrui et ne perturbent pas la circulation publique. Ces lois ne sont donc pas des lois d'exception, car ce qu'elles frappent est en effet condamnable.

M^e. Rink (libéral progressiste) ne les nomme pas lois d'exception mais de circonstance. Il existait en effet parmi le personnel de chemins de fer des griefs fondés; l'orateur juge la deuxième version du projet de loi meilleure que la première; il formule néanmoins plus amplement quelques objections juridiques.

M. Passtoors (catholique romain, président de la ligue populaire catholique romaine)¹ juge la grève un fait de terrorisme et qui a abouti à un gigantesque fiasco.

Un débat intéressant eut lieu alors entre M.M. Passtoors et Troelstra; on put facilement comprendre plus tard, d'après les paroles de ce dernier (M. Troelstra dit après les mots «fiasco gigantesque» de M. Passtoors «nous n'y sommes pas encore» et «vous jouez avec le feu») qu'une nouvelle grève de chemins de fer était en perspective.

Enfin M. Staalman (chrétien démocrate) parla encore et jugea injustifiée la présentation des projets de loi, la preuve n'étant pas faite que la grève fût anarchiste; l'orateur ne veut pas considérer comme «délit» la rupture de contrat.

Le Samedi 4 Avril la discussion continua.

Me. Van der Vlugt (libéral progressiste, professeur de droit à Leyde) se déclara satisfait par le projet révisé du Gouvernement; s'il appuie celui-ci, ce n'est nullement par malveillance à l'égard du mouvement professionnel, il veut au contraire faire de l'ouvrier le co-contractant équivalent du patron. L'orateur indique que les ouvriers anglais ne désirent pas un droit de grève immédiate et il le juge également inutile pour le mouvement professionnel en notre pays. Les socialistes attachent une trop grande importance à la question de force et au particularisme de classe. L'orateur et les membres de son parti se placent à un point de vue plus neutre. Une enquête sur les griefs existants du personnel des chemins de fer est jugée nécessaire par l'orateur, afin de démontrer si le poids brut des griefs équivaut à leur poids net. L'orateur discute ensuite la thèse d'après laquelle le fondement de la puissance de la classe ouvrière doit être cherché dans une marche parallèle de l'intérêt public et de l'intérêt des travailleurs; c'est là un pur égoïsme de classe cultivant le despotisme.

M. Van der Zwaag (socialiste indépendant) juge que la faute de la levée des milices n'est pas imputable aux socialistes ni aux anarchistes, mais au Gouvernement; le calme était rétabli après la grève des chemins de fer, le mouvement ouvrier avait fait preuve d'un grand empire sur soi-même. L'orateur s'oppose vigoureusement à la restriction du droit de grève; la rupture de contrat est

permise dans une société libre où l'une des parties doit se contenter de tout.

M. Melchers (démocrate-socialiste) expose encore quelques réflexions sur l'historique des griefs du personnel des chemins de fer, qui à la fin avait fondé avec beaucoup de peine une association contre laquelle sévit maintenant le Gouvernement; l'orateur défend ensuite une réglementation de la situation légale des fonctionnaires.

Jhr. Me. de Savornin Lohman (antirévolutionnaire indépendant) dit que le motif principal de la loi est l'institution d'une pénalité, pour refus de service; les associations professionnelles ont la sympathie de l'orateur à condition qu'elles ne veuillent pas faire la loi au patron; quant aux griefs il espère qu'ils seront levés bien que toutefois il ne s'en exagère pas l'importance. Cette loi est nécessaire pour le maintien de la liberté de circulation sur les voies du pays; elle ne produit aucun «droit nouveau», car auparavant la rupture de contrat était déjà passible de pénalité. Cette loi est fort nécessaire pour les fonctionnaires et les ouvriers des chemins de fer; ces derniers se trouvent en rapport de droit public vis-à-vis de l'État.

M. Nolens (prêtre catholique romain) reconnaît dans la grève un arrière-fond de griefs, mais il pense cependant, qu'elle a découlé de l'idée de solidarité. Il ne s'oppose pas au mouvement professionnel, mais il combat les agissements du mouvement professionnel neutre.

Le Ministre des Affaires Intérieures, le Dr. Kuyper, remercie de leur appui la Droite et la Gauche. L'initiative de «la mesure générale» est venue tout d'abord de la droite; l'opposition libérale fut hors de la Chambre moins bienveillante qu'à la Chambre, l'échange d'adresses le

prouve: le Gouvernement n'est pourtant pas obligé d'en tenir compte. La voie d'apaisement souhaitée par M^e. Drucker, ne pouvait être adoptée par le Gouvernement. L'orateur indique des faits de scandaleux terrorisme; par leur intimidation les socialistes entravent les progrès du mouvement professionnel; les mesures proposées donneront aux ouvriers intimidés la possibilité de se ranger dans des organisations par eux librement choisies. La grève eut un effet, qui surprit les grévistes eux-mêmes. Si devant cet effet les meneurs avaient reculé d'effroi comme devant un crime et s'ils s'étaient modérés, mais il fut employé comme moyen de force sans reculer devant les conséquences; la grève servit de moyen et non de but; le commerce, surtout le commerce de transit, en fut menacé. Si la circulation par voie ferrée est aux mains d'une seule personne, la dignité de l'État est atteinte, le pays menacé en temps de guerre, les communications entre la Reine et les Ministres sont interrompues. Le but de la grève est la conquête de la force. L'orateur termine son discours par un appel chaleureux à la collaboration des États-Généraux. (Bravos et sifflet).

La séance fut levée au milieu du tumulte, après que M^e. Troelstra et le Ministre de la Justice eurent encore demandé la parole, qui, étant donnée l'heure trop avancée, ne put leur être accordée.

Le journal de politique neutre «de Telegraaf», donnait de cette séance le compte rendu suivant:

«Les débats deviennent de plus en plus animés; après que, vers la fin de l'après-midi, le Ministre Kuyper eut terminé sa réplique, — qui est avant tout une défense générale des projets — par une péroraison passionnée, le

président demanda si quelqu'un désirait encore la parole. Il ne fut pas entendu à cause de l'effet prolongé provoqué par le discours ministériel; chacun pensait que la séance allait être levée, le marteau était déjà tombé lorsque Me. Troelstra se précipita tout-à-coup et demanda la parole. Consternation générale. Le président hésita un moment à revenir sur sa décision; de tous les côtés, de tous les partis, on s'empressa vers le siège présidentiel, proférant des avis. Le baron Mackay rouvrit enfin les débats et au moment où chacun pensait avoir à entendre Me. Troelstra, se leva de sa place, à la Table Ministérielle, le Ministre Loeff, toujours laconique, toujours sûr de soi. Dans la consternation on avait quelque peu oublié sa figure calme. Comme le Ministre allait parler, le président leva la séance jusqu'à Mardi 10 heures. Fin bizarre sans doute, mais pourtant sensée.

Ce qui ne s'était jamais passé à la Chambre, arriva hier (Mardi), un ministre fut sifflé. Voici comment cela advint: des applaudissements avaient hier accueilli les discours de MM. Talma et Passtoors. M. van der Zwaag aujourd'hui a protesté contre eux. Si des signes d'approbation étaient permis, disait-il, on ne pouvait en rien prohiber les marques de désapprobation. Il n'en voulait nullement aux airs de bravos «en tant qu'augmentation de la sociabilité» mais alors qu'on lui laisse aussi ses airs de sifflet. Il y avait un fonds de vérité dans cette remarque; le président fut du même avis et pria en conséquence de ne plus donner de marques d'approbation ou de désapprobation. Voilà certes une mesure désirable pour prévenir une excitation et une irritation inutiles. Pourtant après la péroration du discours du Ministre Kuyper des

bravos retentirent de toutes parts et au milieu d'eux fut perçu immédiatement un sifflet vigoureux. De la tribune ou de la Chambre il nous fut impossible cependant, de constater son origine, mais le fait est pourtant un signe de l'acuité des relations».

Bornons ici ces considérations. Il a été déjà dit, que Vendredi la discussion à la Chambre entre M.M. Troelstra et Passtoors avait été insuffisamment éclaircie; elle devait l'être promptement. M. Van der Zwaag demandant alors à M. Passtoors, s'il ne sentait pas ce que sa question de la veille: où en restait la grève maintenant, contenait de défi? Me. Troelstra interrompit, disant que M. Passtoors jouait avec le feu.

Si l'on sait que dans une réunion secrète tenue le Jeudi soir précédent, on avait décidé la grève, on peut aisément comprendre pourquoi Me. Troelstra pouvait dès lors parler ainsi. Sauf les initiés, personne n'attendait de si tôt une seconde grève de chemins de fer. Le secret, bien qu'un nombre considérable de personnes le connussent, fut sévèrement gardé.

Dans les rédactions des grands journaux d'Amsterdam, qui cependant ont partout de bonnes relations, on n'y parut pas préparé; seul le journal «de Telegraaf» semblait bien renseigné, car il avait pris des mesures pour être prêt à tout.

Revenons un instant à la réunion secrète susmentionnée des délégués d'associations politiques, dans laquelle fut décidée la grève.

Cette réunion n'ayant pas été publique, un rapport fidèle de ce qu'on y traita n'est point connu, mais il semble bien que cette réunion a dû être fort animée et

que le président de la Fédération des chemins de fer, Oudegeest, ainsi que Me. Troelstra au nom des partis démocrates-socialistes et Henri Polak, pour la Ligue néerlandaise des travailleurs de diamant, s'opposèrent à la grève générale. Les associations professionnelles y furent au contraire favorables, de sorte qu'à la fin, sur la proposition de Me. Troelstra fut adoptée une motion exprimant la nécessité d'une grève.

On peut maintenant continuer en donnant une relation de la seconde grève des chemins de fer, qui a, comme on l'a dit au début, un caractère purement politique, parce qu'elle fut uniquement dirigée contre la teneur d'une loi alors en voie d'élaboration auprès de la Représentation Nationale.

Après qu'à la réunion secrète, plus haut mentionnée, on eut décidé la proclamation de la grève des chemins de fer, quelques membres du Comité de Défense se rendirent à l'étranger afin de parler en faveur de la grève et de demander de l'aide.¹⁾ La suite en fut telle que, lorsque le Dimanche

¹⁾ On peut mentionner ici des témoignages d'adhésion de différents centres ouvriers étrangers au mouvement dans notre pays. Ils ne signifiaient pas grand chose, bien que le Comité de Défense en ces jours de grève les vantât hautement. On cesserait le travail à Marseille, Dunkerque, Anvers, Londres, etc., sur un signal d'ici; rien de tel cependant ne se produisit. Les ouvriers de ports anglais par exemple. ont déclaré plus tard que le délégué M. Polak s'était trompé totalement sur la nature de l'aide promise.

L'appui des organisations ouvrières étrangères n'a pas eu un caractère essentiel et n'influa que très peu sur le mouvement en Hollande, de sorte que nous croyons pouvoir nous contenter de cette communication.

Les démarches étrangères émanant d'autres milieux que des centres

5 Avril, les dernières instructions pour faire éclater la grève partout en même temps, devaient être données par le Comité, quelques uns de ses membres étaient absents; un grand désordre s'ensuivit, si bien que, par exemple, la province de la Frise, où nul ordre de grève n'avait été reçu, (du moins pas en temps voulu), ne se mêla point au mouvement, ce qui fut d'une importance considérable pour tout le nord du pays.

Dans la nuit du Dimanche au Lundi, 6 Avril, à minuit, rien ne s'était encore passé, qui pût faire prévoir aux non-initiés, qu'une grève du personnel des chemins de fer éclaterait cette nuit même. A leur arrivée les trains furent garés selon la coutume, le personnel rentra paisiblement chez lui afin de reprendre la besogne à temps le lendemain.

Les autorités militaires parurent entièrement rassurées si

ouvriers plus haut mentionnés, n'offrirent également rien de bien intéressant. Seule une lettre adressée de Paris au Secrétariat national du Travail à Amsterdam, de par son audace et la légèreté avec lesquelles certains milieux français jugeaient la situation chez nous, mérite d'être tirée de l'oubli :

«Lettre aux ouvriers hollandais» :

PARIS, Mars 1903.

«Nous avons suivi avec une vive attention et une profonde sympathie le grand mouvement populaire par lequel les ouvriers hollandais défendent contre les entreprises de l'autorité leurs plus précieuses libertés, le droit légal de coalition et de grève, garantie nécessaire de tous les droits de l'homme.

Conscients de n'être en l'occasion présente que les fidèles interprètes de tous ceux-et ils sont nombreux-qui, en Europe et dans tout le monde civilisé, ont l'amour de la justice et le respect des droits sacrés de l'être humain, nous tenons à assurer les ouvriers hollandais actuellement en lutte contre une tentative que nous nous permettons de qualifier de monstrueuse, qu'au cas où un Gouvernement mal avisé persisterait, contrairement aux conseils de tous les hommes éclairés de Hollande, à faire voter des mesures attentatoires au droit ou voudrait couvrir une retraite forcée en faisant adopter d'autres mesures analogues, ils pourraient compter sur le

bien que nulle mesure extraordinaire ne fut prise dans les casernes et qu'il fut permis aux soldats d'aller se coucher à l'heure habituelle.

On prétend que le Ministre Kuyper aurait su, dès l'après-midi du Dimanche, qu'une grève des chemins de fer éclaterait; la preuve pourtant n'en a pas été faite.

Les Directions des Compagnies, semble-t-il, surent seulement dans la soirée du Dimanche 5 Avril, qu'il se tramait quelque chose. Plusieurs télégraphistes de la gare centrale reçurent l'ordre de ne pas quitter leur poste.

Le personnel des chemins de fer était convoqué à une réunion au «Paleis voor Volksvlijt», à Amsterdam, pour 11 heures du soir. Parmi ceux qui y prirent la parole, M.M. Oudegeest, Wessels (ouvrier du port) et Mme. Roland Holst. On y décida de confirmer pour la forme

concours moral et sur les sympathies actives de toute la France intellectuelle et de toute l'Europe civilisée.

Francis de Pressensé, député du Rhône.

G. Clémenceau, sénateur du Var.

Anatole France, membre de l'Académie française.

Louis Havet, membre de l'Institut, vice-président de la ligue des Droits de l'Homme.

Paul Reclus, de l'Académie de Médecine.

F. Buisson, professeur à la Sorbonne, député de la Seine.

E. Vaughan, directeur de l'Aurore.

Jean Psichari, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes.

Dr. L. Séailles, vice-président de la Société de la Ligue des Droits de l'Homme (17e).

P. Guieysse, député du Morbihan.

Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne.

Delpech, sénateur de l'Ariège.

E. Duclaux.

Dr. S. J. E. Roux (de l'Institut-Pasteur).

Mathias Morhardt, secrétaire-général de la Ligue des Droits de l'Homme.

A. Ranc, sénateur, président de l'Association des Journalistes républicains français.»

la décision prise par le Comité de Défense de proclamer la grève. Il y fut dit qu'on laissait à l'assemblée «le soin de prendre une décision».

Celle-ci fut d'avis de proclamer la grève pour 32 des gares et points de raccord les plus importants des chemins de fer ; la circulation pour les autres gares en serait naturellement rendue impossible.

A 3 heures du matin, lorsque fut confirmée la nouvelle proclamation de la grève, des sections d'infanterie, fusils chargés, se mirent en marche de divers côtés vers les emplacements des gares et aux environs d'Amsterdam, et commencèrent l'occupation des lignes sur toute leur étendue. La même chose eut lieu dans d'autres villes car, immédiatement après la nouvelle proclamation de la grève, des télégrammes gouvernementaux furent transmis dans toutes les directions du pays à l'aide des services télégraphiques restés en activité et, partout où ce pouvait être nécessaire, des dispositions furent prises.

Provisoirement tout resta fort paisible. On avait placé des postes de grévistes, qui retinrent quelques mécaniciens, chauffeurs et gardes voulant reprendre le travail. Par contre, un grand nombre d'ouvriers des chemins de fer, membres de la Ligue d'ordre et d'autres organisations ouvrières chrétiennes, se présentèrent promptement ; à eux se joignirent quelques employés retraités et un certain nombre de volontaires.

Il en résulta que le transit par voie ferrée ne fut nullement arrêté et que même les communications internationales furent, avec un peu de retard, maintenues dès le premier instant.

Et il est ici surtout question de la ville d'Amsterdam,

foyer du mouvement; la proclamation de la grève ne causa que de légers embarras dans la Frise et dans les provinces orientales et méridionales, parce que dans ces contrées presque personne n'avait abandonné le travail; en effet généralement, en dehors d'Amsterdam, le nombre des grévistes était minime et là même une grande partie du personnel continua son travail.

On pouvait prévoir dès le début que cette grève n'aurait aucun succès pour les ouvriers; cette prévision poussa beaucoup de ceux qui avaient abandonné un instant le travail à le reprendre aussitôt que possible, et surtout lorsque les directions eurent posé un ultimatum aux termes duquel étaient menacés de renvoi irrévocable ceux qui ne reprendraient pas le travail dans le délai fixé.

Il y eut une grande démonstration militaire aussi bien à Amsterdam qu'en d'autres villes; ¹⁾ des troupes furent dirigées de tous les côtés du pays sur les points menacés, tandis que des vaisseaux de guerre reçurent l'ordre de gagner quelques uns d'entre eux.

Le calme ne fut pourtant pas troublé de façon notable; les grévistes restèrent fort tranquilles; seuls quelques coups

¹⁾ Les militaires en service dans les gares, etc. ainsi que le personnel continuant à travailler, qui ne quitta point le terrain des chemins de fer afin d'éviter des molestations de la part des grévistes, furent pour la plupart logés dans les salles d'attente des gares, les hangars des machines et les wagons de 1^{re}. et 2^e. classe. Ils furent également pour la plupart pourvus de vivres par les Directions intéressées.

A Amsterdam les maisons des membres du personnel, restés à leur poste, furent gardées par des soldats d'infanterie, en d'autres villes par la police.

On voyait en divers endroits de la capitale des soldats, soit isolément, soit par petits groupes, aller et venir, le fusil sur l'épaule.

La surveillance dans toute la ville fut exercée, sans compter les patrouilles à cheval, par des gardes civiques et des agents de police.

de fusil furent tirés et encore furent-ils dûs au malentendu ou à l'inattention de quelques membres du personnel restés au travail; on n'a pas tiré sur les grévistes.

Le Lundi 6 Avril, à 11 heures du matin, le Conseil des Ministres se réunit en séance extraordinaire; les Présidents de la Première et de la Seconde Chambre eurent dans l'après-midi une conférence avec le Président du Conseil le Dr. Kuyper.

Sa Majesté la Reine, qui séjournait au palais de «het Loo» à Apeldoorn, déclara que son intention était, si l'intérêt de l'État l'exigeait, de retourner immédiatement au siège du Gouvernement à la Haye. Dès le lendemain Sa Majesté donna suite à son intention. ¹⁾

Si l'on résume brièvement l'impression faite par le premier jour de la seconde grève, on peut constater que l'échec complet de celle-ci était déjà certain. Sans doute le cours des trains subit une certaine gêne, — un assez grand nombre d'employés n'ayant pas repris le travail —, mais par contre l'affluence des candidats pour les places quittées faisait prévoir la possibilité de maintenir immédiatement une circulation limitée de trains, ce à quoi les compagnies

¹⁾ Sa Majesté la Reine, nonobstant la grève, partit d'Apeldoorn par train dans l'après-midi du 7 Avril, accompagnée de Son Époux et de Sa suite.

Elle avait pris place dans un wagon de 1^{re} classe; le train était occupé par quelques hauts fonctionnaires des chemins de fer et par une forte escorte militaire.

L'occupation militaire le long du trajet Apeldoorn—la Haye était pour le passage de ce train notablement renforcée, au point que les postes de sentinelles chargés de la surveillance de la ligne se trouvaient à peu près doublés sur tout le parcours.

de chemins de fer se résolurent. Parmi les sollicitants se trouvaient plusieurs fonctionnaires de l'ancienne Compagnie des chemins de fer sud-africaine et plusieurs autres personnes très compétentes. On profita en outre des services offerts par quelques ingénieurs et par un certain nombre d'élèves de l'école des mécaniciens d'Amsterdam, qui firent sur les trains le service de mécaniciens et de chauffeurs.

Il était encore à craindre que la grève à Amsterdam s'étendît aux branches principales du trafic communal : fabrique de gaz, conduites d'eau, tramways etc. ; il en sera parlé plus tard.

Sera poursuivie d'abord la discussion des projets de lois contre la grève, continuée à la Seconde Chambre, qui s'assembla de nouveau pour délibérer le Mardi matin 7 Avril. Cette séance prouve que la menace du Comité de Défense, d'empêcher les membres de la Seconde Chambre de gagner La Haye, n'a pas eu le moindre succès, puisque presque tous étaient présents. Au milieu d'un calme parfait, les débats furent repris.

Le Ministre de la Justice Me. Loeff, qui avait pensé d'abord ne pas devoir prendre la parole, dit que, en dépit de ce qui s'était passé la veille, il avait quelques mots à prononcer. Le Gouvernement n'a l'intention d'opprimer personne. Il a seulement voulu établir une différence entre les bien- et les malveillants. L'orateur ne comprend pas véritablement l'opposition faite à cette loi ; le premier article n'est qu'un supplément au principe de droit civil, qui condamne la contrainte illégitime et l'atteinte à la liberté individuelle.

Ce n'est pas le mouvement professionnel qui est frappé, mais seulement le mauvais mouvement professionnel. Il

n'est pas question de prohiber en général les grèves ; il ne se trouvera pas un juge pour appliquer l'article contrairement à l'intention du Gouvernement.

Si pour rupture de contrat on n'établit pas de pénalité, on ne peut pas non plus exiger une situation légale. L'orateur met ensuite en lumière que l'employé de chemin de fer n'est pas un ouvrier comme un autre, mais que son emploi a un caractère de droit public. Une prescription exceptionnelle pour le personnel des chemins de fer n'est pas chose nouvelle dans notre droit. Le sens moral intime et l'opinion publique ne sont pas froissés par ces lois. La loi ne se pose pas en adversaire de l'organisation professionnelle, car celle-ci est dérivée de l'État, son créateur, et si elle s'y oppose, elle se révolte contre sa propre origine.

M. Schaper s'opposa vigoureusement au dessein de bien des membres et aussi et surtout du Premier Ministre de mettre les socialistes au ban de la communauté en tant qu'anarchistes. L'orateur critiqua ensuite les supplanteurs, que dans leur propre intérêt protègent les capitalistes, mais que les ouvriers considèrent comme des écornifleurs sans dignité. L'orateur montra ensuite que la grève qui a éclaté n'est point imputable à son parti ; le calme était rétabli après le 31 Janvier ; on aurait dû s'en tenir à l'interpellation Troelstra, qui donna un bon conseil. L'orateur réfuta très passionnément les attaques auxquelles le mouvement professionnel neutre était en butte de la part des partis chrétiens ; les leaders chrétiens ont fait une triste besogne ; une grande partie de la responsabilité du sang qui pourra être versé leur incombera.

M. de Savornin Lohman au nom des antirévolution-

naires indépendants, ainsi que M. Mees, au nom des libéraux modérés, déclarèrent renoncer à la parole.

M. Troelstra dans un long discours philosophique répéta avec passion les arguments qu'il avait déjà produits et expliqua de nouveau l'opinion des socialistes sur l'idée de justice et la rupture de contrat. A cause de sa violence il fut interrompu plusieurs fois par le Président.

M. Helsdingen (démocrate-socialiste) protesta contre le terme de criminel appliqué aux socialistes, tandis que ce mot s'appliquerait avec plus de raison par exemple aux catholiques.

M. Drucker dit que les socialistes s'aveuglent de plus en plus sur leur intérêt de classe; il en est tout autrement en Angleterre. Cette seconde grève est une révolte contre l'autorité. Néanmoins il n'en juge pas pour cela les lois pénales motivées; l'article sur les grèves sans situation légale reste pour l'orateur inadmissible, il attend donc vivement la « mesure générale » et réserve son jugement jusqu'au scrutin final.

Après un discours de M. ter Laan (démocrate-socialiste), captivant fort peu l'attention de la Chambre, et à maintes reprises interrompu par des rires, la discussion générale fut close.

Pendant ce temps, ainsi qu'on l'a dit, le transport par chemin de fer s'effectuait à peu près sans encombre; les chefs des organisations grévistes répandirent deux manifestes ayant pour but de stimuler vivement les ouvriers et de faire de la propagande auprès des compatriotes.

Ces circulaires, qui, pour être complet, seront données ici, étaient conçues en ces termes :

«Travailleurs,

«Les compagnies ont été surprises de la façon la plus désagréable par la grève soudaine et par son étendue colossale. Nous avons dès ce premier jour déployé une force sur laquelle elles ne comptaient pas du tout. Notre cause est en bonne voie, bien meilleure que plusieurs d'entre nous ne l'espéraient avant la grève.

Les mesures, prises par les directions et les menaces insensées par lesquelles elles tâchent de nous intimider, le prouvent. Elles font circuler des trains à l'aide d'un personnel ivre, incapable et insuffisant, elles le font malgré les signaux peu sûrs, elles mettent en danger la vie du public, et tout ceci dans l'espoir seulement d'abattre votre courage par la vue de l'arrivée et du départ des trains.

Elles vous convoquent à venir toucher votre salaire comme si vous deviez vous considérer renvoyés. Et elles essaient en même temps de vous intimider par cette menace, que quiconque ne se sera pas présenté dans un délai de 24 heures, sera congédié irrévocablement.

Travailleurs des chemins de fer ! Vous ne vous laisserez pas tromper par cette ruse trop innocente ! Vous comprenez certes qu'il est de la plus grande importance pour les compagnies, que la grève finisse demain ! Cette menace ridicule est leur dernier atout, leur acte de désespoir. Elles savent ne pouvoir continuer longtemps sans intimidation !

Camarades ! Notre cause est en bonne voie.

Du courage, du calme, de la fermeté et la victoire nous

appartient! Les ouvriers de chemins de fer ne sont pas des enfants poltrons, que l'on peut effrayer avec de grands mots!

OUDEGEEST.
VAN DEN BERG.»

Au peuple néerlandais!

«Concitoyens!

«Les travailleurs des chemins de fer, poussés par la nécessité, ont abandonné le travail.

L'élaboration hâtive à la Chambre des lois répressives, qui rendit impossible la continuation des négociations ouvertes entre les organisations des chemins de fer et les directions, ne leur a pas laissé d'autre ressource.

Les compagnies sont fort gênées par la grande extension de la grève. Au lieu de le reconnaître et d'arrêter la circulation, elles mettent en danger la vie du public afin de simuler une attitude énergique à l'égard des travailleurs de chemins de fer.

Quelques trains marchent, mais comment?

Ils sont pour la plupart desservis par un personnel incompetent et ivre.

Et ils sont également desservis par des hommes n'appartenant pas au personnel des chemins de fer.

Les trains circulent nonobstant l'incertitude des signaux.

Chacun comprend comment cela doit finir: par les accidents les plus épouvantables. Mais peu importe aux compagnies! Elles mettent audacieusement en péril la vie des voyageurs.

Concitoyens! Nous vous avertissons pour votre propre sécurité! N'allez pas en voyage! Vous risquez votre vie!

OUDEGEEST.

VAN DEN BERG.»

Les faits prouvèrent bientôt que ni l'une ni l'autre circulaire n'avaient un grand succès.

Mardi 7 Avril parut à l'Officiel le texte de «la Mesure générale de Gouvernement au sujet du personnel des chemins de fer».

Le texte de ce décret est le suivant :

I. Le Règlement Général pour le service sur les chemins de fer, arrêté par décret royal du 27 Octobre 1875 (Journal Officiel No. 183) tel qu'il est modifié dernièrement par le décret royal du 6 Octobre 1899 (Journal Officiel No. 214), sera amplifié d'un nouvel article 113bis, ainsi conçu :

1^o. Les conditions, auxquelles les employés et les commis des services de chemins de fer sont entrés en service et travaillent, la réglementation du salaire pour les différentes catégories du personnel inclusivement, ainsi que celles, auxquelles leur engagement prend fin, seront consignées dans un règlement, que les directions soumettront à l'approbation de Notre Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie. Au cas où sur ce règlement ne pourraient s'accorder ledit Ministre et les directions des services de chemins de fer, ce Ministre aura la compétence d'arrêter lui-même ce règlement.

2^o. Parmi les conditions, indiquées au précédent paragraphe, on doit comprendre les stipulations en vertu desquelles :

a. Les employés et commis auront la compétence de porter à la connaissance des directions du service des chemins de fer leurs désirs et leurs griefs;

b. En fait de punitions disciplinaires, en dehors des exigences de sécurité du service, on aura recours aux conseils d'arbitrage, qui décideront en dernier ressort, avec motifs à l'appui, de la légalité et de la justice de la peine. Ces conseils d'arbitrage seront composés de cinq membres, dont deux et leurs remplaçants désignés par les directions du service des chemins de fer, deux et leurs remplaçants par l'employé ou le commis faisant appel et pris dans le groupe auquel il appartient, et le cinquième, en même temps président, et son remplaçant nommé par les quatre membres précédents, à condition que cette nomination soit faite à l'unanimité, et sinon, nommé par le Ministre plus haut indiqué.

3°. Par le règlement, visé au 1^{er} paragraphe, devront ensuite être réglés:

a. L'incorporation des employés et des commis du service des chemins de fer dans des groupes;

b. Le nombre de représentants que les employés et les commis de chaque groupe peuvent élire dans ce groupe, la manière dont se feront ces élections, celle que devront employer ces représentants pour porter à la connaissance des directions des chemins de fer les désirs et les griefs et celle qui sera employée pour leur examen et pour la prise de décision à leur sujet.

c. La manière, dont un recours à un conseil d'arbitrage se fera, dont il examinera cette affaire et dont il prononcera un jugement et tout ce qui est nécessaire à l'exécution des déterminations impliquées au 2^e paragraphe sous b.

d. La période, qui doit s'écouler entre la donnée de congé honorable de la part des directions du service des chemins de fer, ou bien entre la demande de démission de la part des employés et des commis et la fin de cet engagement, à condition bien entendu qu'elle ne puisse durer moins de deux et plus de quatre semaines.

4^o. Toute modification du règlement, visé par le 1^{er} paragraphe, sera soumise à l'approbation du Ministre déjà nommé. Il sera revu tous les cinq ans; à cette révision sera applicable ce qui est fixé à la fin du 1^{er} paragraphe.

5^o. Les déterminations de cet article ne sont pas applicables à ce qui concerne les entreprises de chemins de fer étrangères, qui fonctionnent dans notre pays.

A déterminer:

a. Que les stipulations du règlement, visé article 113bis, premier paragraphe, concernant les sujets cités au deuxième paragraphe sous a et b, et au troisième sous a, c et d, seront soumises pour la première fois par les directions du service des chemins de fer pour approbation au plus tard au 30 Juin 1903, tandis que les autres stipulations de ce règlement seront soumises pour la première fois pour approbation au plus tard au 31 Décembre 1903;

b. que les mesures nécessaires devront être prises au plus tard au 1^{er} Août 1903, afin que les appels, comme ceux visés par l'article 113bis, deuxième paragraphe sous b, puissent être examinés;

c. qu'un appel pourra être fait des peines infligées entre le premier Mai 1903 et la date à laquelle les mesures visées sous b seront prises, dans un délai de quinze jours après cette date comme si elles étaient infligées après

cette date, même si elles sont déjà subies partiellement ou entièrement.»

La grève des chemins de fer, n'obtenant pas le résultat, qu'il désirait, le Comité de Défense commença de proclamer également la grève pour d'autres corps de métiers, et en premier lieu pour les boulangers.¹⁾ Il ne fut nullement

¹⁾ Les ouvriers boulangers publièrent le manifeste suivant:

«Chers concitoyens,

«Nous jugeons nécessaire aujourd'hui d'aider nos camarades des chemins de fer et des transports dans la lutte, qu'ils ont entreprise contre l'asservissement de l'ouvrier néerlandais.

«Nous tous, ouvriers boulangers, avons répondu immédiatement à l'appel de secours de nos frères et avons cessé le travail.

«Il ne s'agit point ici d'une heure de salaire de plus ou d'une heure de travail de moins, non, chers concitoyens, mais c'est parce que nous tous serons frappés avec les ouvriers de chemins de fer et de transport par la loi répressive du Gouvernement.

«Vous savez tous parfaitement, combien il nous est difficile vis-à-vis du patronat boulanger, qui agit si brutalement dans notre corporation, d'obtenir quelque amélioration de la situation du compagnon et en même temps de l'ouvrier occupé dans cette branche de trafic, et nous en serons frappés de la même manière et il ne nous sera plus possible d'obtenir à l'avenir quelque amélioration du fameux patronat boulanger d'Amsterdam, si le Gouvernement triomphe avec la loi muselière qu'il a présentée et qui est composée de sentiments chrétiens.

«Nous faisons appel à votre collaboration et espérons que vous serez convaincus comme nous que nous, ouvriers néerlandais libres, ne pouvons nous laisser contraindre et baillonner par un ministre, régissant soi-disant au nom de Jésus Christ.

«Pour cette raison secondiez donc vos compagnons de travail dans cette lutte critique!

Au nom de la Fédération des boulangers,

de la Ligue des porteurs de pain.

des ouvriers boulangers «Nieuw Leven».

de l'Association des garçons de magasin «Mercurius».

participé à cette grève, et même personne n'en éprouva de grande gêne; le pain fut cuit comme d'ordinaire par un plus petit nombre d'ouvriers aidés des patrons. La distribution, il est vrai, laissa par ci, par là, à désirer, car certains distributeurs, craignant des molestations n'osèrent se mettre en route avec leurs voiturettes; un agent de police ou un soldat d'infanterie armé fut bientôt commis à la protection de chacune d'elles. Le travail fut seulement dans quelques fabriques abandonné quelques jours.

A titre de mesures défensives l'association patronale de navigation, comprenant toutes les grandes compagnies de bateaux à vapeur, décida de proclamer pour le 8 Avril le «lockout» qui, à partir de cette date, arrêta complètement le travail dans les ports et augmenta de quelques milliers le nombre des sans travail. La Fabrique néerlandaise de machines et de matériel de chemins de fer, l'un des plus grands établissements industriels d'Amsterdam, fut également fermée, parce qu'un grand nombre d'ouvriers chômaient et que les autres ne pouvaient continuer à travailler. Un nombre important d'ouvriers furent également pour cette raison inactifs.

Ce jour là le calme fut aussi observé; les attroupements bruyants fomentés le plus souvent par des gamins, et qui la veille avaient provoqué à Amsterdam quelques charges de hussards, ne se reproduisirent plus.

La Seconde Chambre continua en attendant, le mercredi 8 Avril, l'élaboration des projets de loi, c'est-à-dire des articles.

M. Schaper proposa d'abord une motion pour la suspension des débats afin de permettre au Gouvernement de retirer ses projets.

M. de Savornin Lohman veut qu'on traite la motion à une date à fixer ultérieurement, ce que le président juge insensé.

Une violente discussion s'élève entre M. M. Schaper, Troelstra et de Savornin Lohman. On crie: «c'est un tour de fripon, et une action indigne».

Le président propose de priver M. Schaper de la parole. Des oui unanimes accueillent cette proposition.

M. Schaper retire alors ses paroles injurieuses et développe sa motion, qui est rejetée à l'unanimité moins les voix socialistes (86 contre 6).

L'article 1 est mis à l'ordre du jour.

On discute amplement dans cet article le mot «voie de fait», qui de différents côtés est jugé trop limité.

M. Marchant (libéral-démocrate) propose de lire «la venue aux mains», ce à quoi s'oppose le Ministre de la Justice, qui veut laisser au juge le soin d'interpréter ces actes.

M. Marchant présente un amendement pour fixer la peine pour transgression visée par l'article (article 426bis du Code Pénal) à six jours de prison ou à 25 florins d'amende et en cas de récidive à un mois ou à cent florins (la peine fixée maintenant par l'article du Gouvernement).

L'amendement Marchant est repoussé par 67 voix contre 19 et l'article du Gouvernement adopté par 80 contre 6.

A l'ordre du jour vient alors l'article 2 (article sur les grèves).

M. Troelstra présente une motion tendant au renvoi de la discussion de l'article sur les grèves jusqu'à ce que la situation légale du personnel des chemins de fer soit d'abord réglée.

Le président propose de ne pas discuter la motion; cette proposition est adoptée par 56 voix contre 33.

Une discussion s'engage alors sur la signification du mot «fonctionnaires» employé dans l'article; en réponse à une question sur ce point le Ministre de la Justice déclare comprendre par ce mot ces personnes dont les rapports avec leurs supérieurs sont de droit public.

M. Schaper s'oppose à la peine politique énoncée dans l'article.

La grève générale fut proclamée ce jour-là par le Comité de Défense, c'est-à-dire toutes les ligues professionnelles, ayant collaboré à la composition de ce comité, furent invitées à cesser immédiatement le travail dans tout le pays.

A la première assemblée, tenue le Vendredi 20 Février par les ligues professionnelles et organisations régionales, comptant environ 90,000 membres, étaient représentés: des pâtisseries, des employés des postes et télégraphes, des marins, des miliciens et anciens-miliciens, des communistes, des sculpteurs, des ouvriers de transport, des ébénistes, des mécaniciens et des chauffeurs, des typographes, des travailleurs de métaux, des charpentiers, des brasseurs, des aide-maçons, des tapissiers, des instituteurs, des cochers de place, des maçons, des photographes, le Parti ouvrier démocrate-socialiste, des tailleurs militaires, la propriété foncière communiste, des instituteurs démocrates-socialistes, des peintres en bâtiment, des marins, des travailleurs des quais, des socialistes indépendants, des boulangers, des tonneliers, des laveurs de vitres, des ouvriers de cacao, des tailleurs, des relieurs, des vanniers, la Ligue néerlandaise des ouvriers de diamant, des plâtriers, des ouvriers communaux, des cigariers, des bateliers, des capi-

taines, des timonniers et valets de pont de bateau.

La Ligue néerlandaise des instituteurs et l'Association des employés des postes et télégraphes ne prirent pas ce soir-là part au scrutin.

Le signal de la grève générale fut donné par le manifeste suivant, distribué dans tout le pays, le Lundi soir 6 Avril, à des milliers d'exemplaires :

«Compagnons de travail,

«Ainsi nous serons donc asservis!

«Ainsi nous serons donc privés de tout droit de lutter pour une meilleure situation!

«Ainsi le Gouvernement de «chrétiens» veillera à ce que nous soyons forcés de traîner notre vie de la manière la plus anti-chrétienne; que la famine et la misère soient notre part à perpétuité et que les capitalistes puissent continuer à remplir leurs coffres-forts aux dépens du bien-être des ouvriers.

«Des lois vont être adoptées, qui asserviront complètement les ouvriers aux patrons, qui empêcheront tout mouvement énergique en vue d'une élévation de salaire, qui rendront impossible l'augmentation du salaire hebdomadaire de nos femmes, qui obligeront nos enfants à vivre dans les mêmes tristes circonstances au milieu desquelles nous avons été élevés.

«Hommes et femmes!

«La grève générale est proclamée
pour aujourd'hui:

pour tous les travailleurs employés au transport par eau et par terre, ainsi que pour les ouvriers des chemins de

fer et des ports. Voici le jour, où tout le prolétariat néerlandais va se révolter contre ses oppresseurs!

«En avant donc, vous tous, soumis aux caprices et à la tyrannie des patrons!

«En avant donc, vous, hommes, qui savez, en libres Hollandais, qu'un seul idéal existe pour vous: celui de la liberté de défense contre l'injustice et l'extorsion!

«En avant donc, vous, femmes, qui aimez vos enfants, qui voulez les voir vivre dans des conditions plus heureuses que celles que vous avez connues!

En avant donc, vous tous, qui savez que la situation des travailleurs exige une amélioration, qu'arrêteraient les lois strangulatoires du Gouvernement!

«Aujourd'hui est le jour de défense!

«Les ouvriers néerlandais ne se montreront plus aujourd'hui des esclaves entre les mains des patrons, mais des hommes, pensant et vivant et éprouvant la fatalité, qui continuera de peser si les lois sont adoptées.

«Nous vous convions à lutter avec nous; il s'agit de notre prospérité, de notre bonheur et de notre liberté.

«Eh bien! rangez-vous de notre côté.

«Les ouvriers de transport ont cessé le travail et d'autres suivront demain.

«Que ferez-vous?

«La lumière du jour de la liberté brille à nos yeux.

«Voulez-vous hâter le lever de cette aurore?

«Mais sachez, que ce faisant, vous devez, en abandonnant le travail, rester: *calmes!*

«Votre action doit être grandiose et énergique.

En agissant ainsi, vous vous obligez à assister aux réunions annoncées.

«Si vous n'y jugez pas nécessaire votre présence, vous devrez rester chez vous.

«La bourgeoisie vous verrait peut-être avec plaisir vous livrer en masse à des manifestations dans la rue.

«Il ne doit pas en être ainsi !

«La bourgeoisie voudrait peut-être que le mouvement pût être étouffé dans le carnage.

«Cela ne saurait arriver !

«De quelque manière qu'on tâche de vous inciter à des actes, qui pourraient faire des victimes, vous tous devrez veiller à ce qu'on ne puisse trouver une telle occasion.

«Vous avez à rester calmes et énergiques !

«Vous avez à lutter pour vous et votre famille !

«Vous avez à veiller avec calme, prudence, mais aussi avec énergie à ce que le prolétariat néerlandais ne soit pas asservi.

«Mais à ce que les travailleurs néerlandais puissent lever la tête fièrement et librement et qu'ils puissent dire :

«On a voulu nous léser dans nos droits.

«On a voulu nous rendre esclaves du capital.

«Nous, nos hommes, nous tiendrons ferme pour notre liberté et notre avenir.

«Vive le mouvement ouvrier !»

Le Comité de Défense.

De son côté le comité d'Action Catholique publia le contre-manifeste suivant :

«Travailleurs,

Vous avez appris que le «Comité de défense» a proclamé la grève générale pour les industries du transport. A vous

de démontrer la mince influence de ce comité. Montrez que vous êtes des hommes et que vous ne voulez pas jouer le rôle d'instruments de révolution aux mains des anarchistes et des socialistes.

Quiconque fait grève en ce moment met la patrie en danger et s'insurge contre l'autorité légale.

Ce n'est plus l'interruption du travail mais la révolte organisée que poursuit le Comité de défense.

Travailleurs, convient-il que vous vous associiez à cette campagne? Les miliciens doivent-ils rester plus longtemps sous les drapeaux?

Ne vous laissez pas égarer par les mensonges qui figurent dans le manifeste du Comité de défense.

Vous y lisez: «Des lois sont votées qui asserviront complètement les travailleurs à l'autorité patronale et rendront impossible tout mouvement énergique en vue du salariat».

Travailleurs! C'est un grossier mensonge. Le gouvernement ne veut pas autre chose que rendre punissables:

1. les excès commis par les grévistes pour empêcher les non-grévistes de travailler (postes);
2. la rupture du contrat des fonctionnaires et du personnel des chemins de fer.

Sur le premier point surtout on veut vous pousser à la grève. Mais remarquez qu'en Angleterre il existe depuis 1875 une législation sur les atteintes à la liberté du travail, bien autrement sévère que celle-ci. Et dites-nous s'il existe une nation où l'organisation syndicale soit aussi puissante que dans le Royaume-Uni. . . .

Voici tout simplement ce qui résultera de l'adoption de ces lois: en temps de grève vous échapperez à la pression

des anarchistes et des socialistes. Vous déciderez par vous-mêmes librement et sans l'intervention des fauteurs d'émeutes, si vous voulez la cessation du travail ou si vous la repoussez. . . .

Appuyez donc le Gouvernement, maintenez l'ordre et ne participez à aucune grève quelle qu'elle soit.»

L'insignifiance de l'influence du Comité de Défense était donc démontrée et en même temps la mauvaise organisation de la grève; en effet sur les 90.000 ouvriers, qui auraient dû répondre à l'ordre du Comité de Défense, un nombre relativement fort restreint y répondit. Il ne se produisit un peu plus de mouvement que parmi les ouvriers au service des différents trafics communaux, comme le prouvèrent quelques réunions de ces catégories d'ouvriers, tenues dans la soirée du 9 Avril à Amsterdam. Dans cette ville eut lieu en même temps un grand meeting d'ouvriers de profession libre, où la grève fut approuvée.

Certains signes indiquaient que en dehors d'Amsterdam le zèle en faveur de la grève commençait à se ralentir; divers mécaniciens, chauffeurs et gardes vinrent, pour reprendre leur service, se présenter aux chefs-de-gare et leur exprimèrent leur vif repentir; quelques uns furent réintégrés, tandis que les directions continuèrent à congédier irrévocablement ceux persistant à faire grève.

Les nouvelles, parues dans les journaux au sujet du mince résultat de cette grève générale, portèrent l'Association néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways à faire distribuer le manifeste suivant, adressé à tous les ouvriers de la Hollande.

«Compagnons de lutte,

Aujourd'hui, deuxième jour de notre lutte, la presse bourgeoise fait tous ses efforts pour présenter notre succès comme très douteux.

«Le Handelsblad» écrit: «le premier assaut est repoussé.» Le «Telegraaf» donne des nouvelles de divers endroits, tendant à faire croire que la grève y est insignifiante. Ce sont là des manœuvres déloyales, dont le but est facilement compréhensible: «semer le découragement dans vos rangs.»

Le Gouvernement nous combat à l'aide de lois répressives et de soldats, les patrons de menaces et d'intimidation, la presse bourgeoise de racontars mensongers.

Nous faisons suivre ci-dessous un aperçu de la situation des affaires dans tout le pays. Vous pourrez juger alors vous-mêmes si elle apparaît mauvaise pour nous ou pour l'ennemi.

A Groningue, (où, selon le «Telegraaf», le service est régulier) rien ne marche; la situation y est excellente ainsi qu'à Winschoten, et à Nieuweschans tout le personnel fait grève.

Delfzyl: grève générale.

Rotterdam, idem. 4000 journaliers travailleurs de quais font grève.

Harlem: grève générale, sauf 5 mécaniciens qui font circuler leurs trains sans chauffeurs; sur 1400 ouvriers de l'atelier central il y a 1000 grévistes.

Arnhem, grève générale; Utrecht, idem.

Maestricht, Tilbourg, Boxtel et Nimègue, idem.

Le Tramway de la province septentrionale a cessé de marcher ce matin. Le Tramway du «Gooi» suivra bientôt.

Compagnons de travail, et surtout vous des chemins de

fer, ne vous laissez tromper ni par les mensonges de la presse bourgeoise, organe d'ailleurs de vos ennemis, ni par les menaces inconsistantes des directions, votre affaire est en bonne voie et vous pourrez vaincre en tenant ferme, en ne vous laissant pas décourager ou tromper par des racontars de supérieurs, tels que celui de l'ingénieur Van Swieten, qui dit que la grève prendra fin aujourd'hui à midi.

Nos frères de l'étranger s'éveillent et viennent nous aider dans la lutte. Les ouvriers du port de Marseille ont déjà décidé de boycotter tous les navires hollandais.

Courage, travailleurs ! et confiance réciproque et la victoire est à vous !

OUDEGEEST,
VAN DEN BERG.»

Le Comité de Défense adressa le manifeste suivant :

«A l'opinion publique.

En ces jours de conflits ne manqueront pas les tentatives d'excitation contre les ouvriers, qui se sont vus contraints à se défendre par la grève contre l'attaque dirigée par un Gouvernement réactionnaire contre la seule arme de l'ouvrier dans sa lutte en vue de meilleures conditions de vie.

Toute la presse capitaliste est unanime dans ses cris de vengeance et d'oppression. Elle appellera les ouvriers qui luttent, des révolutionnaires et des instigateurs de désordre, elle fera retomber les dommages et la honte de ce qui arrive sur les organisations ouvrières.

Aussi jugeons-nous nécessaire de vous présenter les faits en quelques mots calmes et sobres.

Qui est le promoteur de cette lutte ?

Les ouvriers, crie le Gouvernement, le Gouvernement disons-nous.

Le personnel des chemins de fer se vit forcé le 31 Janvier courant de profiter pour la première fois de son droit de grève parce qu'on l'obligeait à faire œuvre de supplantateur.

Le droit n'était-il pas dans cette lutte du côté des ouvriers?

Nous répondons affirmativement et les faits suivants le prouvent fort bien: 1e. les compagnies de chemins de fer l'ont reconnu puisqu'elles ont concédé aux exigences des ouvriers; 2e. après la grève, entre le 31 Janvier et le 6 Avril, elles n'ont nullement laissé voir qu'elles n'acceptaient pas la nouvelle situation, mais au contraire des conférences ont eu lieu à différentes reprises entre ces compagnies et les organisations ouvrières; 3e. le Gouvernement n'a point combattu l'accord passé le 31 Janvier entre les directions et le personnel.

Il est prouvé que le 31 Janvier le personnel des chemins de fer n'a exigé rien d'impossible. Et pourtant à peine ceci s'était-il passé, à peine les ouvriers de chemins de fer avaient-ils profité pour la première fois de leur droit de grève, que le Gouvernement apparut pour tuer ce droit par les lois de contrainte.

Est-ce que les droits impliqués par la loi n'y sont en Hollande que pour n'en point profiter? ainsi donc si l'on en profite la loi doit-elle être changée en un moment?

Quoi qu'il en soit, c'est le Gouvernement qui a attaqué et nous ne faisons que nous défendre.

Nous formons au vrai sens du mot un comité de défense et non d'attaque.

Vous voulez abolir le pouvoir, déplacer la force, détrôner l'autorité légale, culbuter la société, crie-t-on.

Nous voulons sauvegarder le droit de grève pour notre classe tout entière. Tout le reste, dont on nous accuse, est mensonge.

Que la Chambre rejette la loi répressive, et aussitôt toute opposition cessera de notre part, le Comité de Défense sera dissous.

Concitoyens!

Ne vous laissez pas tromper par les écrivains faméliques au service du Gouvernement.

Songez que la force prime le droit aussi longtemps seulement que le droit est sans force.

Aidez-nous dans le maintien de nos droits, si nous en sommes privés, nous avons le droit de nous délier des obligations, qui ne sont des devoirs que, lorsqu'elles sont compensées par des droits.

La meilleure garantie de la paix et de l'ordre est la justice.

Peuple néerlandais, soutenez-nous.

Nous nous défendons contre la privation de nos droits et contre le caprice; de quel côté vous rangez-vous?

Pas de celui du caprice et de l'injustice!

A bas les lois répressives du Gouvernement réactionnaire!
Soutenez la lutte en faveur des droits du peuple!

Le Comité de Défense.

Comme on l'a fait remarquer plus haut, le mouvement fut plus vif parmi les ouvriers communaux d'Amsterdam, si bien que par suite de la résolution du Comité de Défense, ils proclamèrent la grève générale.

Les employés à la fabrication du gaz montrèrent surtout leur solidarité, de sorte qu'un nombre limité de forces put être employé au travail et que la direction dut prier la population de modérer autant que possible la consommation du gaz afin de pouvoir continuer à satisfaire aux besoins les plus pressants. Les allumeurs de réverbères restés au travail, se mirent en route dans la soirée du 9 Avril, assistés par le personnel du service administratif et protégés par des militaires armés.

Le nettoyage de la ville éprouva également un grand retard; seule une faible partie du personnel se présenta pour le travail, de sorte que l'autorité requit des volontaires militaires, qui se chargèrent de ramasser les ordures; dans plusieurs quartiers les immondices restèrent cependant quelques jours dans les rues.

L'eau put être fournie régulièrement; les conduites hors d'Amsterdam furent surveillées par des militaires en automobiles; cependant dans cette branche de trafic la plupart des employés ne chômèrent pas.

Pour les industries privées, comme imprimeries de journaux et autres, elles restèrent presque toutes en activité; les travailleurs de diamants chômèrent, ce qui pourtant n'entraîna nul inconvénient, les boulangers restèrent pour la plupart au travail ainsi que la majorité des ouvriers dans la plupart des autres branches de trafic. On peut dire qu'en général la population n'éprouva qu'une légère gêne du fait de cette «grève générale»; l'influence s'en fit encore moins sentir hors d'Amsterdam.

Les meneurs principaux de la grève commençaient eux-mêmes à perdre confiance dans leur entreprise; la meilleure preuve en est leur entrée en relation avec les

directions de chemins de fer en vue d'aboutir à une entente, d'après laquelle le personnel suspendu et congédié serait réintégré. Les directions refusèrent cependant toute négociation ainsi que le prouve la correspondance suivante :

La lettre adressée par M.M. Oudegeest et Van den Berg à la Compagnie des chemins de fer hollandais, le 9 courant, était ainsi conçue :

« La Direction Centrale de l'Association générale néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways a l'honneur de vous faire part, que l'assemblée tenue cette nuit par la direction centrale, a décidé à l'unanimité de vous demander, à savoir si vous seriez disposé à :

1^o. décréter ce qui est impliqué dans le décret royal du 7 Avril 1903 pour une amplification ultérieure du A. R. D., même s'il était décidé plus tard que le décret royal ne s'appuyerait pas sur l'article 27 de la loi sur les chemins de fer, ce qui a déjà donné lieu à des doutes ;

2^o. dans le règlement à soumettre par les directeurs de compagnies de chemins de fer à l'approbation du Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie, aller à la rencontre le plus possible des réclamations à vous adressées les 12 et 13 Mars dernier ;

3^o. réintégrer tout le personnel en grève aujourd'hui, en cas d'une reprise du travail immédiate par le personnel des chemins de fer ;

4^o. ne pouvoir prendre de mesures rancunières contre le personnel ayant pris part à la grève.

5^o. sur demande ultérieure, à faire par notre organisation, décider favorablement du rétablissement en fonction de quelques personnes congédiées ou punies dans la période du 1^{er} Février au 5 Avril compris, si de nouveaux faits

sont signalés ou des circonstances invoquées qui peuvent donner lieu à un pardon des actes commis;

6e. pour votre Compagnie substituer le 1^{er} Avril 1903 à la date du 1^{er} Mai 1903, nommée à 5 sub C. de la susdite amplification du A. R. D.

7e. confirmer par écrit ce qui est mentionné ci-haut.»

La réponse suivante fut envoyée par la Direction de la Compagnie des chemins de fer hollandais à la Direction de l'Association néerlandaise du personnel des chemins de fer et des tramways:

«Amsterdam, le 10 Avril.

Votre association a cru, en compagnie d'autres associations professionnelles, devoir former un comité de défense dans le but de s'opposer à l'adoption des lois présentées par le Gouvernement à l'approbation du pouvoir législatif.

Ce Comité, dont votre président accepta la présidence, a décidé, dans la nuit du Dimanche au Lundi dernier, de conseiller au personnel de ne pas reprendre le travail au début du service. Cette décision fut prise dans le but avéré d'empêcher l'adoption des projets de loi présentés à la Représentation Nationale et de cette façon va à l'encontre de l'intérêt général et de celui de notre société et elle est révolutionnaire envers la communauté de l'État.

Le fait, que notre personnel a refusé de vous suivre dans cette voie d'opposition illégale à des forces de l'État existantes, en restant fidèle, sauf quelques exceptions, à son devoir, et l'injure, lancée par votre direction à l'adresse du personnel resté au travail, dans son appel au peuple néerlandais du 6 Avril dernier, nous déchargent de l'obli-

gation de négociier dorénavant avec vous sous quelque motif que ce soit.

Il ne sera donc pas répondu à vos lettres du 13 Mars et du 9 Avril derniers, de même qu'il ne sera donné aucune attention à toute lettre ultérieure éventuelle.

Le Conseil d'administration
le membre délégué

R. VAN HASSELT.

(La lettre du 13 Mars contenait une liste des griefs et des exigences au sujet d'une élévation de salaire).

La discussion des projets de lois sur les grèves fut continuée le 9 Avril à la Seconde Chambre.

M. Troelstra reprit son discours commencé la veille; il s'y livrait à des considérations rétrospectives n'apportant d'ailleurs rien de bien nouveau. Il déposa en même temps une interpellation au Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie, sur la manière dont est réglée maintenant la circulation par voie ferrée. La date de cette interpellation serait fixée ultérieurement.

M. Marchant jugeait une erreur, en contradiction avec les principes de notre Code Pénal, l'extension de la pénalité à une catégorie de personnes, qui, de manière seulement limitée, peuvent être condamnées en vertu de nos lois. On établit donc des délits sui generis. C'est un point faible essentiel dans l'article.

M. Drucker persiste à soutenir contre M. Lohman qu'on crée ici un «nouveau droit». Une grève de fonctionnaires et de personnel des chemins de fer est dès maintenant

condamnable en vertu des déterminations disciplinaires : les prescriptions pénales sont un nouveau droit, que nous connaissons seulement pour les marins. Des mesures répressives de nature et d'organisation disciplinaire sont suffisantes, en tout cas les lois pénales ne sont pas un remède ; on établit ici un droit d'exception. La déchéance des droits civiques fut condamnée tout autant par l'orateur. Il s'opposa également à ce que les lois pénales fussent promulguées avant que la position légale du personnel des chemins de fer eût été réglée. L'orateur votera donc contre cet article.

M. Staalman s'oppose également à cet article, qu'il juge conservatif et égoïste : la position des employés des chemins de fer n'est pas bien réglée : il n'attend pas grand'chose de la mesure générale.

M. ter Laan expose encore une fois que la grève des chemins de fer n'est pas un délit : elle n'est pas un but mais un moyen : il s'oppose ensuite à l'élévation et au redoublement des pénalités.

Le Ministre de la Justice expose encore ce qu'il entend par fonctionnaire. Il n'attend pas une extension de la prohibition de la grève : ce devra être un *ultimum remedium* : nous ne serons pas les seuls : dans presque tous les pays de l'Europe le refus de travail est passible d'une peine plus forte que celle édictée par l'article. Les meneurs sont seulement punissables alors que le but est atteint : il n'est donc pas question d'emprisonnement avant une grève. Que les ouvriers temporaires soient frappés par la défense de se mettre en grève cadre parfaitement : dans notre Code Pénal la peine politique se trouve plus souvent ; elle est justifiée ici plus qu'ailleurs.

Le Ministre des Ponts et Chaussées, du Commerce et de l'Industrie, nie qu'un nouveau droit soit ici établi: la circulation par voie ferrée est d'un intérêt public prépondérant: les concessionnaires sont liés par des prescriptions pénales pour défaut de service; cette même prescription est tout aussi raisonnable et équitable pour le personnel: le personnel des seuls chemins de fer à vitesse limitée reste en dehors des prescriptions pénales.

Le président communique, que le gouvernement a, dans l'article II, changé les mots «légalement chargé à cette fin» par ceux de «sur ordre donné légalement».

M.M. Schaper, Drucker et Troelstra répliquent encore brièvement: on passe ensuite au vote. Son résultat fut le suivant:

L'Article modifié 358bis (Code Pénal, voir projet de loi plus haut) fut adopté par 78 voix contre 15. Ont voté pour: M.M. Travaglino, Talma, van Vliet, Schokking, van Asch van Wyck, Rink, Fruytier, Tydeman, Dolk, Pompe van Meerdervoort, Brants, Cremer, van Veen, van Wijck, Willinge, van Wassenaar van Catwyck, Seret, Brummelkamp, Roëll, van Sasse van Ysselt, van den Berch van Heemstede, van Löben Sels, Friesen, van Nispen tot Sevenaer, Kolkman, van der Vlucht, Roessingh, Okma, Michiels van Verduynen, Lucasse, Duymaer van Twist, van Idsinga, Heemskerk, de Klerk, van Karnebeek, Lief tinck, de Visser, den Tex, Hubrecht, de Stuers, de Boer, Mutsaers, van den Heuvel, Mees, Merckelbach, Janssen, Raaymakers, van den Borch van Verwolde, Arts, van Heemstra, Ferf, van Vlijmen, Verhey, van Wichen, van der Kun, Zijlma, Sluis, de Waal Malefijt, van Stirum, van Alphen, Bolsius, de Savornin Lohman, Nolens, van

Bylandt, Aalberse, van Gijn, Bijleveldt, Smeenge, Krap, van Dedem, Fock, van Limburg Stirum, de Vries, Hennequin, van de Velde, Goekoop, de Ram et Mackay (président).

Ont voté contre: M.M. Marchant, Hugenholtz, Smidt, van Raalte, van der Zwaag, Drucker, Helsdingen, Troelstra, Schaper, Ter Laan, Melchers, Bos, Ketelaar, Nolting, socialistes, libéraux-démocrates et Staalman, chrétien-démocrate.

On vota alors sur l'article 358ter, qui fut adopté par 77 voix contre 16. M. De Klerk (libéral) se rangea alors parmi ceux qui votèrent contre l'article.

L'article 358quater fut adopté par 77 voix contre 17. M. Verhey (libéral) vota alors contre l'article ainsi que ceux, ayant voté contre le précédent article: M. Passtoors, absent lors du premier scrutin, se rangea parmi les votants en faveur de l'article.

L'article 380 (Code Pénal) fut adopté par 60 voix contre 34.

Ont voté pour: M.M. Travaglino, Talma, van Vliet, Schokking, van Asch van Wijck, Fruytier, Tydeman, Pompe van Meerdervoort, Brants, Seret, van Veen, van Wijck, van Wasenaer van Catwyck, Brummelkamp, Roëll, van Sasse van Ysselt, van den Berch van Heemstede, van Löben Sels, Friesen, van Nispen tot Sevenaer, Kolkman, Okma, Michiels van Verduynen, Lucasse, Duymaer van Twist, van Idsinga, Heemskerk, van Karnebeek, de Visser, de Stuers, Passtoors, Mutsaers, van den Heuvel, Merckelbach, Janssen, Raaymakers, van der Borch van Verwolde, Arts, van Heemstra, Ferf, van Vlymen, van Wichen, van der Kun, Sluis, de Waal Malefyt, van Alphen, Bolsius, de Savornin Lohman, Nolens, van Bijlandt, Aalberse, Bijleveld, Krap, van Dedem,

van Limburg Stirum, de Vries, van der Velde, Goekoop, de Ram et Mackay (président).

Ont voté contre: Marchant, Rink, Dolk, Cremer, Hugenholtz, Willinge, Schmidt, van der Vlugt, Roessingh, de Klerk, van Raalte, Liefstinck, den Tex, Hubrecht, van der Zwaag, de Boer, Mees, Drucker, Helsdingen, Troelstra, ter Laan, Schaper, Verhey, Melchers, Zijlma, Bos, van Styrum, Staalman, van Gijn, Ketelaar, Smeenge, Nolting, Fock, et Hennequin. Les libéraux de gauche s'étaient rangés alors parmi les votants contre l'article.

On vota alors sur l'amendement modifié Troelstra (voir ci-haut). Il fut rejeté par 79 voix contre 16.

Ci-après le projet de loi fut adopté, par 81 voix contre 14.

Ont voté pour: M.M. Smeenge, Krap, van Dedem, Fock, van Limburg Stirum, de Vries, Hennequin, van der Velde, Goekoop, de Ram, Travaglino, Talma, van Vliet, Schokking, van Asch van Wijck, Rink, Fruytier, Tydeman, Dolk, Pompe van Meerdervoort, Brants, Cremer, van Veen, van Wijck, Willinge, van Wassenauer van Catwijck, Seret, Brummelkamp, Roëll, van Sasse van Ysselt, van der Berch van Heemstede, van Löben Sels, Friesen, van Nispen tot Sevenaer, Kolkman, van der Vlugt, Roessingh, Okma, Goeman Borgesius, Michiels van Verduijnen, Lucasse, Duymaer van Twist, van Idsinga, Heemskerk, van Karnebeek, de Klerck, Liefstinck, de Visser, den Tex, Hubrecht, de Stuers, Passtoors, de Boer, Mutsaers, van den Heuvel, Mees, Merckelbach, Janssen, Raaymakers, van der Borch van Verwolde, Arts, van Heemstra, Ferf, van Vlijmen, Verhey, van Wichen, van der Kun, Zijlma, Sluijs, de Waal Malefijt, van Styrum, van Alphen, Bolsius, de Savornin

Lohman, Nolens, van Bijlandt, Staalman, Aalberse, van Gijn, Bijleveldt et Mackay (Président).

Ont voté contre: M.M. Marchant, Hugenholtz, Smidt, van Raalte, van der Zwaag, Drucker, Helsdingen, Troelstra, Schaper, Ter Laan, Melchers, Bos, Ketelaar, Nolting, socialistes et libéraux-démocrates.

Le projet de loi pour organisation d'une brigade de chemins de fer fut adopté par 86 voix contre 6 (socialistes), celui pour institution d'une enquête sur les situations dans les chemins de fer sans vote nominal.

Le jour suivant la Première Chambre devait se réunir; il y avait donc chance que ce même jour les projets parussent au Journal Officiel et que les meneurs de la grève devinssent par conséquent punissables et comme la grève aurait perdu alors son fondement légal, le Comité de Défense en décida la levée à trois heures et demie du matin. Les circonstances dans lesquelles cette décision fut prise ne furent pas entièrement connues. Les anarchistes affirmèrent qu'une «trahison» avait été commise. Comme on l'a déjà dit, une commission d'enquête fut nommée à ce sujet.

Avant de continuer, sera d'abord poursuivi l'historique du mouvement gréviste.

Voici le manifeste par lequel le Comité de Défense leva la grève, et dont la teneur est importante pour les différends mutuels des associations professionnelles, qui ont organisé la grève:

«Le Comité de Défense aux
ouvriers néerlandais.

L'attentat, dirigé par le Gouvernement néerlandais contre l'organisation ouvrière, contre le droit de grève pour les ouvriers en général et pour ceux des chemins de fer et des services publics en particulier, a réussi provisoirement.

La Seconde Chambre des États-Généraux a adopté par 81 voix contre 14 la loi répressive et le capitalisme néerlandais et sa force d'État, entouré de doubles et de triples haies de baïonnettes, n'est encore que trop capable de décréter sa volonté.

«Compagnons de travail!

Une bonne stratégie exige de battre en retraite quand il le faut. Tel est le cas maintenant.

Le Comité de Défense à l'unanimité a décidé cette nuit de lever, aujourd'hui 10 Avril à midi, la grève générale proclamée dans le but de faire échec aux lois de répression.

Camarades!

Accueillez cette nouvelle avec tout le calme, dont vous êtes capables.

Vous avez combattu dans cette lutte grandiose avec une gravité parfaite. Gardez aujourd'hui encore cette attitude.

Ne donnez pas aux hommes au pouvoir l'occasion de faire verser le sang.

Et de plus, en ce moment si sérieux pour le mouvement ouvrier néerlandais, nous avons à vous dire un mot:

Veillez à votre organisation!

Voilà votre espoir!

Voilà votre avenir!

Car elle est bien vraie, cette parole fière: Le monde sera à nous, quoi qu'il advienne.

Le Comité de Défense,

La plupart des ouvriers grévistes ne croyaient pas à la décision de levée de la grève, surtout parce qu'on ne pouvait trouver nul membre du Comité de Défense dans la matinée du 10 Avril et que la décision fut seulement — le manifeste officiel ci-dessus devait encore être distribué — publiée par un bulletin du journal «de Telegraaf». On croyait si peu à la vérité de la teneur de ce bulletin, que dans quelques rues on entra de force dans les débits de tabac où il était affiché, et qu'on le déchira ou ordonna aux débitants de l'enlever. Ceci fut cause que le nombre de personnes, au courant de la fin de la grève, fut moindre qu'il ne l'eût été dans des circonstances normales.

La décision de lever la grève ne fut prise qu'à trois heures et demie du matin, après que le Comité de Défense eut délibéré toute la nuit sur l'attitude à adopter maintenant que la Seconde Chambre avait approuvé les lois. La décision fut prise en ce sens, surtout à l'instigation des socialistes parlementaires, qui jugeaient toute agitation désormais néfaste. Les membres du Comité, anarchistes (socialistes-révolutionnaires), se laissèrent finalement convaincre, de sorte que la décision fut prise à l'unanimité. Un des membres du Comité, M. Vliegen, se rendit promptement au bureau du journal «Volksdagblad», de tendance

anarchiste, afin de rendre publique la décision; on y refusa cependant d'imprimer un bulletin parce qu'on doutait de la véracité de la nouvelle; ledit monsieur se rendit ensuite au bureau de rédaction du «Telegraaf», où des rédacteurs étaient encore présents pour la composition de l'édition du matin. La décision fut rendue publique par des bulletins de ce journal et par les éditions du matin, ainsi que par celles du «Handelsblad», auquel M. Vliegen téléphona la nouvelle.

Comme on l'a déjà dit, la décision de lever la grève ne fut pas accueillie partout avec bonne grâce: une immense confusion se produisit parmi les ouvriers, surtout parce que le Comité de Défense intimidé, n'osait plus se montrer. Il arriva même qu'un des membres du Comité fut «fait prisonnier» par un certain nombre d'ouvriers et privé de sa liberté durant quelque temps.

Un grand meeting fut tenu le même après-midi dans le «Paleis voor Volksvlijt» par des ouvriers de toutes sortes de métiers; on désirait généralement continuer la grève et le membre du Comité, Vliegen, fut même privé de la parole. Ceci montre assez la disposition de l'assemblée et il n'est pas étonnant qu'il fût communiqué dans une assemblée d'ouvriers métallurgistes, tenue dans le jardin du «Paleis voor Volksvlijt», que le Comité de Défense revenait sur sa décision de lever la grève et que celle-ci continuait pour tous les métiers. On doit pourtant constater immédiatement que le Comité de Défense en sa qualité ne reproclama pas la grève, mais au nom personnel d'un certain nombre de ses membres. Il est compréhensible que le désarroi en fut augmenté; là où le mouvement était conduit au début aussi par des gens relativement modérés,

il était à craindre maintenant que les éléments les plus révolutionnaires ne se missent à la tête du mouvement.

Quant aux faits, il était prouvé de plus en plus qu'un nombre de grévistes de la première heure pensaient se sauver en se présentant de nouveau à leur service. Ceci toutefois ne réussit pas très couramment dans les compagnies de chemins de fer, malgré tous les efforts de commissions, journaux et particuliers, encore moins auprès de l'autorité communale d'Amsterdam, où les grévistes furent suspendus et plus tard proposés pour la mise en congé. Les patrons particuliers réintégrèrent la plupart des ouvriers qui se présentaient; le nombre des grévistes, à l'exception de ceux dans les trafics de chemins de fer, était, en dehors de la ville d'Amsterdam, si minime, qu'il est superflu d'en faire une mention particulière.

Vendredi 10 Avril, dans l'après-midi, la Première Chambre des États-Généraux se réunit. On y décida l'examen immédiat par les sections des projets de lois concernant la grève des chemins de fer.

Dès le lendemain rapport en fut donné, après quoi on décida de passer à la discussion des projets.

M. van der Does de Willebois (catholique romain) approuve le Gouvernement; l'orateur met ensuite en lumière que ces lois ne sont pas des lois d'exception et rend hommage au mouvement professionnel chrétien.

M. Havelaar (antirévolutionnaire) rend hommage au Gouvernement ainsi qu'aux directions des chemins de fer et déclare avoir pitié des nombreuses dupes.

M. Vlieland Hein (libéral) rend hommage également

au Gouvernement, qui a agi contre une tentative insensée mais pourtant dangereuse, d'entraver l'autorité: la tentative a échoué grâce au jugement sain d'une partie du personnel des chemins de fer et à la fermeté des miliciens.

Il ne croit cependant pas qu'un ouvrier de chemins de fer soit un fonctionnaire, parce qu'il travaille dans un trafic d'intérêt public: ceci n'est pas un criterium. Si le Gouvernement veut instituer la culpabilité de ces personnes, la réglementation de leur situation légale sera nécessaire pour cette catégorie de personnes qui relèvent à demi du droit-public. Quant à la rupture de contrat, l'orateur s'oppose à la thèse dite «des deux promesses», une à la personne, l'autre à l'organisation. On n'a qu'une parole à donner.

Le ministre de la Justice défend la rédaction modifiée des projets contre l'originelle. L'orateur explique que par pousser on entend seulement «pousser matériellement.» Il n'est pas probable que le nombre de trafics pour lesquels l'article pénal sera applicable, soit étendu, vu qu'il n'existe presque pas un seul trafic d'un intérêt aussi général que le transit des chemins de fer. La déchéance du droit de vote n'est pas une peine politique, comme plusieurs articles de loi actuels le prouvent. Mais, même s'il en était autrement, le vote est un droit emprunté à l'État, qui par conséquent peut aussi en priver dans l'intérêt général.

Le Ministre de l'Intérieur remercie la Chambre du zèle qu'elle a montré: il est désirable afin de réprimer l'esprit révolutionnaire, de publier les lois à «l'Officiel» aussitôt que possible. L'orateur joint les siens aux hommages rendus aux Directions des chemins de fer et à une partie du personnel. Au mouvement profes-

sionnel chrétien revient le mérite d'avoir contribué le plus à l'échec de la grève: quelques personnes, en dehors de ce mouvement chrétien, ont aussi fait preuve d'un bon jugement. L'orateur rend hommage également aux miliciens. Leur tâche était aussi difficile que s'ils avaient été appelés pour la défense nationale.

On continuera à suivre la voie des réformes sociales, personne ne pense à une réaction. Pourtant la tâche du Gouvernement en vue de rétablir une situation normale n'est pas encore terminée. L'orateur espère que la déception n'aura pas les mêmes conséquences qu'à l'étranger, où après une grève de chemins de fer, 80 % des accidents étaient attribuables à des attentats de propos délibéré de la part de l'ancien personnel.

Les projets de loi furent alors adoptés à l'unanimité, la brigade des chemins de fer et l'enquête sans vote nominal.

Ce soir même les lois furent publiées à l'Officiel, après que Sa Majesté la Reine les eut ratifiées par ses signatures.

* * *

On peut terminer ici l'historique des deux grèves des chemins de fer. La situation normale revint peu à peu: le nombre de trains augmenta chaque jour, un nouveau personnel suffisant s'étant présenté et certains grévistes, n'ayant pas joué un rôle de meneurs, ayant été réintégrés: beaucoup cependant reçurent des attributions inférieures à celles qu'ils avaient précédemment. Le 1^{er} Mai le cours ordinaire des trains était rétabli, de sorte que le Gouvernement put abroger la faculté de faire marcher les trains à service limité, même pour le transport des marchandises.

Les grèves dans d'autres corps de métiers déclinerent graduellement, de sorte qu'elles cessèrent l'une après l'autre; un très grand nombre d'ouvriers, employés aux trafics communaux, furent sur la proposition du Conseil d'arbitrage, congédiés par le Collège du Bourgmestre et des Échevins d'Amsterdam, mais réintégrés plus tard en majorité après quelque dégradation et engagés comme «journaliers». Les troupes, appelées par le Gouvernement, purent peu à peu rentrer dans leurs quartiers, et les vaisseaux de guerre regagner leurs stations respectives. Vers la mi-Juin l'ancien calme était rétabli et les postes de garde extraordinaires, maintenus ça et là jusqu'à cette époque, purent être supprimés définitivement.

Vu le nombre énorme de familles sans ressources par suite de la grève, les Comités de Défense locaux avaient été transformés depuis quelque temps déjà en Comités de Secours.

Plusieurs autres Commissions agirent également en vue de venir en aide aux victimes de la grève, ou de procurer une nouvelle position aux miliciens, que l'appel du 6 Février avait privés de leurs places.

Des journaux et des particuliers recueillirent ensuite des sommes à distribuer comme récompense extraordinaire au personnel des chemins de fer resté fidèle, ainsi qu'aux militaires et à la police, pour leurs services exceptionnels.

Le désaccord continua parmi les ouvriers, qui avaient effectivement participé à la grève: on ne s'épargna nullement les plus vifs reproches, ni même les pires menaces; la meilleure preuve en est fournie par une réunion du Comité National de Défense, tenue le 11 Avril dans le

bâtiment de la Ligue Néerlandaise des Travailleurs de Diamants.

Le Président ayant voulu communiquer à la Direction centrale les motifs qui avaient poussé à lever la grève, la discussion devint des plus violentes et on lança l'accusation de trahison si fortement que l'un des meneurs déclara entre autres préférer passer quatre ans en prison que deux nuits dans des assemblées comme celle-ci. D'autre part le député, M. Troelstra dit: «C'est une honte. Voilà donc les ouvriers pour le développement moral desquels j'ai plaidé à la Chambre!»

La pièce comprenant les motifs de la levée de la grève, lue par le secrétaire du Comité était ainsi conçue:

Le Comité de Défense.

Prié par diverses organisations ouvrières de donner en public les motifs qui l'ont emporté dans la prise de la décision de lever la grève générale on pense devoir à ce sujet publier les motifs principaux suivants:

1°. L'état plus que précaire de la grève des chemins de fer. Afin d'exercer grâce à une grève de chemins de fer l'influence qui était nécessaire, on devait pouvoir dans les grands centres arrêter la circulation, sinon tout-à-fait, du moins en grande partie.

Le jeudi soir 10 Avril la situation était la suivante: A Leuwarden, Almelo, Zutphen, Deventer, Kesteren, Apeldoorn, Geldermalsen, Nimègue, Leyde, Gouda, Delft, Schiedam et dans les trois provinces de Zélande, Nord-Brabant et Limbourg personne ou presque personne ne fit grève,

si ce n'est à Maestricht d'où nous recevions plus tard la nouvelle qu'il en était ainsi seulement parce que l'on ne voulait plus réintégrer les grévistes. Situation faible à Amsterdam, Zwolle, Arnhem, Winterswyk, Hengelo, Enschedé, Groningue, Zaandam, tandis que Oudegeest était parti pour Rotterdam à cause justement de l'état déplorable de la situation. De bonnes nouvelles arrivèrent alors de la Haye, Amersfort et Utrecht seulement.

Le Comité avait déjà décidé une réunion des directions centrales pour le Vendredi soir afin d'y proposer la levée de la grève, car on annonçait d'Utrecht que le lendemain matin l'entreprise y serait désespérée.

Le Comité, en vue des suites funestes qu'aurait nécessairement le lendemain la retraite d'Utrecht, qui jusqu'à ce jour avait donné un exemple magnifique, pensa ne pas pouvoir différer plus longtemps mais devoir lever la grève cette nuit même.

Une preuve accessoire de la grande faiblesse de la grève fut que les directions centrales des organisations des chemins de fer avaient adressé aux Directions des compagnies une lettre demandant si en cas de reprise du travail tout le monde serait réintégré, demande à laquelle les directions refusèrent de répondre.

Ceci est le motif principal de la levée de la grève.

2^o. La faiblesse de presque toutes les autres grèves. Si ce n'est parmi les ouvriers du port, la grève ne fut générale à Amsterdam que dans les branches du bâtiment et de l'industrie des métaux et des diamants. La grève des boulangers fut si peu importante que la direction centrale était déjà venue demander au Comité la permission de reprendre le travail. La grève des typographes avait

complètement échoué, tous les journaux paraissaient de sorte que l'on n'était plus maître de rien.

Telle était la situation dans ces deux genres de métier à Amsterdam, mais hors d'Amsterdam, sauf quelques rares exceptions, nulle trace de grève ne s'y manifesta. La grève des ouvriers communaux, sur laquelle on avait fondé un grand espoir, n'avait, à l'exception du service des fabriques de gaz et de la voirie, nullement répondu à cette attente. Les autres grèves exercèrent peu ou point d'influence.

La Seconde Chambre avait déjà voté la loi; la Première Chambre était convoquée pour le Vendredi à 3 heures de l'après-midi. Il importait d'être prêt, dans l'hypothèse où la loi serait exécutoire dès le Vendredi soir. Suivant des conseils juridiques, les conséquences immédiates de cette mise en vigueur, étaient les suivantes:

a. Tous les ouvriers des chemins de fer syndiqués, qui refuseraient de reprendre le travail sur l'invitation qui leur en serait faite, pourraient être passibles de deux années de prison au maximum.

b. Tous les meneurs de la grève des chemins de fer et par conséquent non seulement les membres du Comité de Défense, mais aussi les membres des Comités locaux; non seulement les directeurs principaux, mais aussi les chefs de section de l'organisation des ouvriers des chemins de fer, seraient passibles de quatre années d'emprisonnement au maximum.

c. Les orateurs qui, dans les réunions, et les écrivains qui, dans la presse, poussaient les ouvriers à prolonger la grève, pourraient encourir une condamnation d'au plus cinq ans pour le délit d'excitation à cesser le travail.

Le nombre des personnes punissables s'élèverait au moins à deux ou trois cents. Vu les grandes difficultés

qu'on éprouvait pour continuer la grève, le total des délits eût été incalculable. Il était également à prévoir que les tribunaux dans ces circonstances appliqueraient cette loi avec la plus grande sévérité possible.

Peut-être aurait-on pu encore passer outre si la grève des chemins de fer avait été réellement forte : mais dans les circonstances décrites c'eût été pure folie.

Le Comité délibérait quinze ou seize heures seulement avant le moment où, de l'avis général, les lois allaient être publiées. C'était donc l'extrême limite de temps pour avertir les personnes intéressées. Au cas où la grève eût été prolongée les directions auraient dû quand même être averties, ne plus faire œuvre de meneurs, ce qui eût amené à très bref délai la pleine déroute de la grève.

d. Une raison accessoire de la décision hâtive du Comité fut qu'on s'attendait pour le Vendredi à diverses nouvelles grèves, qui dans les circonstances actuelles eussent augmenté sans utilité le nombre des victimes.

Afin de prévenir cet événement la décision de lever la grève fut prise la veille du Vendredi, pendant la nuit.

Tels sont les motifs principaux, qui ont porté le Comité de Défense à cette décision.

Une violente agitation fut alors soulevée par les anarchistes contre les démocrates-socialistes : le premier parti avait pour orateur le socialiste-révolutionnaire, l'ancien membre de la Seconde Chambre, M. Domela Nieuwenhuis, tandis que M. Troelstra se portait pour l'autre parti. L'harmonie, qui avait paru exister peu auparavant et durant la grève entre ces deux fractions politiques, se changea après elle en la

plus vive haine. Le premier parti accusa l'autre de « trahison » : une commission d'enquête fut, comme il est dit plus haut, instituée à ce sujet. Le rapport publié plus tard, a prouvé que nulle trahison n'a été commise.

Les démocrates-socialistes, qui entre eux ne s'accordaient pas du tout, ont su trouver au congrès, tenu durant la Pentecôte à Enschedé, une solution rejetant la faute de l'échec de la grève non sur leurs propres méprises et erreurs, mais sur le Gouvernement et la « bourgeoisie ».

Si l'on se demande, à quoi imputer l'échec de cette grève, différentes causes peuvent être indiquées. Une grève générale est, la preuve en fut donnée plus tard et les démocrates-socialistes le disaient eux-mêmes, une « absurdité » : la grève des chemins de fer fut même nommée par M. Troelstra une « aventure anarchiste », à laquelle les démocrates-socialistes n'adhérèrent que de mauvais gré, par solidarité, parce qu' on l'avait décidé.

On doit cependant remarquer que la direction de la grève était absolument insuffisante. Un peu avant qu'elle éclatât les membres du Comité de Défense disparurent en partie à l'étranger ou gagnèrent des villes hors d'Amsterdam, de sorte que la direction, si nécessaire, ne fut pas continuellement présente. Ensuite il fut prouvé que le Comité s'était complètement trompé sur le compte de ceux en qui il croyait pouvoir en ces circonstances mettre toute sa confiance : une grande quantité de ceux, qui avaient contribué au vote en faveur de la grève, refusèrent d'y prendre part, lorsque l'ordre en fut donné. Dans quelques gares seulement hors d'Amsterdam la grève fut de nature plus générale : on n'en remarqua peu de chose ou rien, comme on l'a déjà dit, en certaines provinces. L'organisation

intérieure n'était également d'aucune valeur : le Comité ne s'était pas occupé d'une réglementation convenable de la rédaction, de l'expédition et de la réception de rapports, de sorte que beaucoup de communications n'atteignirent pas leur but et que d'autres ne parvinrent pas au Comité. Celui-ci ne fut donc pas continuellement au courant de l'état réel des affaires : les grands journaux étaient mieux informés, mais leurs nouvelles étaient jugées tendancieuses par le Comité, ce qui plus tard fut prouvé être sans fondement. L'opinion était en général très défavorable à la grève, tandis que le Comité recevait ou du moins disait recevoir les nouvelles les plus favorables. Ainsi, par exemple, dans une réunion d'ouvriers une dépêche a été remise au président et lue par celui-ci au milieu de vifs applaudissements : une personne connue et inspirant une grande confiance y faisait part de la résolution, prise par les compagnons anglais, de seconder le mouvement dans le pays par une contribution de 50000 florins par semaine. Dans une autre réunion l'enthousiasme plus ou moins refroidi fut tout-à-coup vivement ranimé par la lecture d'une dépêche, annonçant qu'à Amsterdam 800 soldats et leurs officiers avaient refusé le service, etc. Quoiqu'on ait à se faire en général peu d'illusion sur la bonne réussite d'une grève comme celle qui échoua, on pouvait déjà dire a priori, qu'avec une direction tout-à-fait insuffisante et un défaut de moyens indispensables, un échec était inévitable. Ensuite on ne doit pas perdre de vue, que les Directions des Compagnies de chemins de fer, après les événements du 31 Janvier, étaient alors absolument prêtes et qu'elles avaient pris leurs mesures, et tel était aussi le cas pour le Gouvernement, qui avait pris soin de se procurer un

effectif suffisant de troupes. Les fédérés du personnel des chemins de fer de la Ligue d'ordre, pour la plupart ouvriers des organisations ouvrières chrétiennes, continuant de travailler, étaient aussi bien plus nombreux que les grévistes ne l'avaient soupçonné.

A un trop faible développement de force, à une direction défectueuse et une organisation imparfaite, il était opposé d'autre part une très bonne organisation, un capital disponible suffisant et surtout les dispositions de la bourgeoisie, généralement favorables à ceux qui étaient restés au travail.

APPENDICE.

I.

Constitution Politique des Pays-Bas.

Le régime du royaume des Pays-Bas est une monarchie constitutionnelle héréditaire dans la postérité mâle de la Maison d'Orange-Nassau et après l'extinction de la tige mâle transmissible à la postérité femelle.

La constitution date du 29 Mars 1814. Elle a été complétée le 24 Août 1815, 14 Octobre 1848, 5 Décembre 1884 et 30 Novembre 1887.

Le suffrage universel n'existe pas en Hollande ; est électeur seulement celui qui répond à certaines conditions de bien-être matériel ou de capacités.

En 1896 a eu lieu une nouvelle extension du corps électoral qui, suivant les uns, a été aussi large que possible, et ne l'a pas été assez, suivant les autres.

Le pouvoir législatif repose auprès de la Seconde Chambre dont les 100 membres sont élus directement par la nation. La Chambre haute ou Première Chambre, au contraire, compte 50 membres, élus au second degré, c'est-à-dire par les États provinciaux parmi les plus imposés, ou les hauts fonctionnaires en service ou en retraite, et renouvelés par tiers tous les 3 ans.

La Première Chambre n'a d'autre attribution que de sanctionner ou de rejeter les lois adoptées par la Seconde Chambre. Elle n'a pas le droit d'amendement.

Les membres de la Première Chambre sont élus pour 9 ans; ceux de la Seconde pour 4 ans. Pour le droit électoral il faut être âgé de 25 ans, pour l'éligibilité, de 30 ans.

La Reine présente aux États-Généraux les projets de loi et fait toutes autres propositions qu'elle juge nécessaires. Elle a le droit d'approuver ou de désapprouver les projets de loi adoptés par les États-Généraux. La Reine envoie Ses propositions à la Seconde Chambre. Celle-ci décide-t-elle d'approuver une proposition, soit intégralement, soit en le modifiant, elle doit alors la transmettre à la Première Chambre. Si la Seconde Chambre résout de ne pas adopter une proposition elle prie la Reine de le prendre en ultérieure considération. La Première Chambre examine la proposition de la même façon qu'elle a été adoptée par la Seconde Chambre et fait connaître sa décision tant à la Reine qu'à la Seconde Chambre. Aussi longtemps que la Première Chambre n'a pas encore pris de décision la Reine a la faculté de retirer Sa proposition.

Les États-Généraux ont le droit de proposer une loi à la Reine. L'exposé en appartient en propre seulement à la Seconde Chambre qui après son adoption envoie le projet à la Première Chambre et qui a la compétence de charger un ou plusieurs de ses membres de la défendre dans la Première Chambre soit oralement, soit par écrit. La Première Chambre approuve-t-elle la proposition, elle demande à la Reine son consentement et en donne connaissance à la Seconde Chambre; ne l'approuve-t-elle pas,

elle la renvoie alors à la Seconde Chambre en mentionnant qu'elle n'a pas trouvé de motifs suffisants pour demander à son sujet le consentement de la Reine. Des propositions autres que celles de projets de loi peuvent être faites séparément à la Reine par chaque Chambre. La Reine fait savoir aux États-Généraux si elle approuve ou non un projet de loi adopté par eux.

La Reine a le droit de dissoudre les Chambres des États-Généraux, chacune séparément ou toutes deux ensemble.

La Reine constitue les ministères, en nomme les titulaires et congédie ceux-ci à son gré. Les ministres veillent à faire exécuter la loi constitutionnelle et autres, pour autant que cette exécution dépend de la Couronne. Leur responsabilité est réglée par la loi du 22 Avril 1855 (J. O. 33).

La direction centrale des affaires nationales est à la charge de huit ministères :

Ministère de l'Intérieur : Ministre le Dr. A. KUYPER, Président du Conseil des Ministres.

Ministère des Affaires étrangères : Ministre le Dr. R. MELVIL
BARON VAN LIJNDEN.

Ministère de la Justice : Ministre le Dr. J. A. LOEFF.

Ministère de la Marine : Ministre A. G. ELLIS.

Ministère des Finances : Ministre le Dr. J. J. I. HARTE
VAN TECKLENBURG.

Ministère de la Guerre : Ministre J. W. BERGANSIUS.

Ministère des Ponts et Chaussées (Waterstaat) du Commerce et de l'Industrie : Ministre le Dr. J. C. DE MAREZ OYENS.

Ministère des Colonies : Ministre F. W. A. IDENBURG.

Le Président du Conseil des Ministres porte le titre de Premier Ministre.

II.

Les Partis Politiques.

Les partis en Hollande sont très nombreux. Les plus importants, rangés par ordre alphabétique, seront examinés sommairement ci-après :

1^o. Le parti Antirévolutionnaire

Il est ainsi nommé non par esprit d'hostilité contre toute révolution, mais parce qu'il ne peut accepter le : « ni Dieu ni maître » principe fondamental de la grande Révolution française de 1789. L'article I de son programme est le suivant : « Le parti Antirévolutionnaire représente le fond même de notre caractère national, tel que celui-ci, sous la conduite de la maison d'Orange et sous l'influence de la Réforme, reçut sa consécration vers 1572. »

Le parti n'est inféodé à nulle église, mais il accueille sous ses drapeaux tous les partisans d'une politique calviniste. En 1878 pour la première fois le parti émit son programme de principes. Il doit avant tout se baser sur l'autorité de l'Écriture. La même année il s'organisa, il créa des associations électorales dans tous les districts. On en compte aujourd'hui plus de quatre cents. En 1872 avait été fondé un journal quotidien « de Standaard » dont fut rédacteur en chef jusqu'à son arrivée au pouvoir le docteur A. Kuyper. D'autres journaux provinciaux ou locaux ont été fondés depuis.

Les Antirévolutionnaires considèrent le gouvernement comme régnant par la grâce de Dieu.

Ils veulent que le libre développement du peuple s'effectue par le cours naturel de la vie et ne soit pas imposé à tous d'une façon mécanique et uniforme. Aussi sont-ils partisans de l'enseignement libre, et croient-ils que l'éducation des enfants doit appartenir de plus en plus aux parents. Pour les mêmes motifs ils prônent la décentralisation et l'autonomie provinciale et communale.

Étant donnée leur formule : «Souveraineté de chacun dans son domaine propre» ils croient utile de conférer le droit électoral à tous les chefs de famille et en général à tous les chefs de groupement quelconque de telle façon toutefois que ce droit soit établi non d'une manière individualiste, mais d'une manière organique. Ils sont partisans de l'entière indépendance des églises.

Pour ce qui est du domaine colonial ils n'admettent aucune exploitation des indigènes au profit de la métropole. Ils sont en principe libres-échangistes. Mais ils soutiennent que le gouvernement n'en a pas moins le devoir de venir en aide au travail national par l'établissement de droits protecteurs, du moment où l'existence de droits analogues à l'étranger risque de nuire à notre propre Pays.

Ils désirent arriver à une limitation des heures de travail, à la fixation d'un salaire équitable et d'une retraite suffisante pour l'ouvrier aussi bien que pour sa femme et ses enfants.

Dans ses alliances le parti est libre, mais son idée fondamentale, restauration de l'esprit chrétien dans l'État et dans la société le rapproche davantage des Catholiques, adversaires absolus des principes de la Révolution française.

Nombre de représentants à la	{	Première chambre: 7.
		Seconde chambre: 23.

2°. Le parti Antirévolutionnaire Indépendant.

En 1891 le parti Antirévolutionnaire se scinda en deux fractions. Un différend au sujet de l'extension du droit électoral surgit entre la fraction démocratique et l'aristocratique.

Les Antirévolutionnaires indépendants rédigèrent un programme peu différent de celui de 1878.

Le parti nouvellement constitué, laissait la plus grande latitude à ses adhérents. Il ne devait pas se laisser influencer par des résolutions de parti. Les programmes généraux d'action cadrent mal avec les principes des Antirévolutionnaires indépendants, parce qu'à leur avis ils amènent toujours des déplacements de pouvoir lequel passe ainsi des États-Généraux aux électeurs eux-mêmes ou à leurs chefs.

Les Antirévolutionnaires indépendants ne sont nullement ennemis de leurs anciens alliés, et lors d'un scrutin où nulle chance n'existe de faire passer leurs propres candidats ils votent pour les candidats antirévolutionnaires.

Ils sont partisans de la libre discussion. Ils répudient le rôle puéril d'échos de formules ou de doctrines politiques qu'on prétend leur imposer car ils les jugent incapables d'exercer une salubre influence. Ils sont donc absolument indépendants vis-à-vis de leurs électeurs.

Leur importance numérique n'est pas grande, mais cependant ils exercent au Parlement une influence morale considérable.

Nombre de représentants à la { Première Chambre 2.
Seconde Chambre 8.

3°. Le parti Catholique.

Le parti Catholique est un parti de tradition.

Pendant et après les guerres de religion, les Catholiques, qui n'avaient guère pris tous le parti de l'Espagne, furent exclus des fonctions publiques et traités comme les *dissidents* et les *Israélites*. Au début de la lutte contre l'Espagne, ils étaient en majorité dans le pays, mais l'immixtion de cette nation dans les affaires néerlandaises fit diminuer leur nombre.

Après la paix de Westphalie leur condition ne changea guère. Cependant les persécutions dont ils furent l'objet, les groupèrent en une étroite union. En 1853 l'hierarchie catholique fut restaurée dans les Pays-Bas. Les Evêchés furent rétablis. Les Catholiques formèrent un parti de défense des intérêts religieux.

Puis arriva la grande lutte pour l'enseignement. Quoique la Constitution de 1848 en eût proclamé la liberté, l'école restait toujours aux mains de l'État et ce dernier restait plus ou moins protestant. La loi de 1857 créa un enseignement libre, mais aussi l'enseignement neutre.

Ces écoles neutres parurent bientôt aux Catholiques des écoles d'irréligion. Ils s'occupèrent dès lors activement de fonder des écoles libres et de lutter pour elles. Ne possédant à la Chambre qu'un cinquième des voix, ils se rapprochèrent du parti Antirévolutionnaire récemment révélé et s'allièrent avec lui après la révision de la Constitution de 1887. Grâce à cette alliance les deux partis obtinrent la majorité.

Le gouvernement qui en sortit révisa la loi scolaire.

La loi du 8 Décembre 1889 régla les subsides aux écoles libres. Mais bientôt des questions personnelles divisèrent les deux alliés. Le parti libéral reconquit sa majorité aux élections de 1891. Les Catholiques élaborèrent alors un programme. Ils proclamèrent leur ferme obéissance aux Grandes Encycliques de Pie IX et de Léon XIII, leur inaltérable fidélité à la maison d'Orange-Nassau et leur adhésion sincère à la Constitution.

En matière de questions sociales ils sont partisans du repos dominical, de la prohibition d'un travail excessif, de la protection de l'agriculture et de l'industrie nationales par une révision des droits d'entrée, de l'assurance contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse.

En matière d'enseignement ils posent en principe le devoir et le droit des parents. Ils désirent que l'école libre devienne autant que possible la règle.

En matière financière ils sont opposés à toute aggravation des charges et demandent l'abolition des droits de succession en ligne directe.

Nombre de représentants à la	{	Première Chambre	14.
		Seconde Chambre	25.

4^o. Le parti Chrétien Historique.

En 1897 pour la première fois un groupe d'électeurs formèrent *l'Alliance Chrétienne Historique*. Sa base est la suivante: Tout ce qui est en contradiction avec les principes de l'Evangile du Christ est interdit partout, donc aussi en politique.

Dans leur programme, après avoir proclamé leur profond

attachement à la Maison d'Orange, ils se déclarent partisans de la séparation de l'Église de l'État. Ils sont d'avis que la légation des Pays-Bas auprès du Saint-Siège ne doit pas être rétablie et que même l'internonce ne devrait pas être accrédité auprès de la Cour néerlandaise, le Pape ayant cessé, selon eux, d'exercer le pouvoir temporel.

Ils sont ennemis de l'immixtion superflue et exagérée de l'État dans les relations sociales trouvant qu'on ferait mieux d'encourager l'initiative individuelle. Ils se déclarent partisans de la stricte observation du repos dominical. Ils ne prirent pas parti dans la lutte relative à ce qu'on appelle «l'enseignement Chrétien». L'éducation d'après eux ne doit pas s'appuyer sur l'école mais sur la famille et il faut veiller surtout au caractère moral et religieux de l'instituteur. Ils veulent gouverner les colonies dans un esprit Chrétien et y favoriser les oeuvres de la mission. Ils sont antiprotectionnistes. Pour être membre de l'Alliance Chrétienne historique il faut faire partie d'une église protestante. L'organisation du parti est composée d'un Comité général et de Comités locaux. Une assemblée générale se tient annuellement. Lors des élections en Juin 1897 l'Alliance a réuni environ 30,000 suffrages.

*Le Parti n'est pas représenté à la Première Chambre.
Nombre de représentants à la seconde Chambre: 2.*

5°. Le parti Libéral.

Après la séparation de la Hollande et de la Belgique se fit en 1840 la révision de la Constitution qui prépara la voie à la révision plus complète de 1848. Celle-ci trans-

forma absolument la vie nationale. C'étaient surtout des libéraux qui avaient donné à cette révision une impulsion devenue irrésistible par le mouvement général de l'Europe en faveur de la liberté. Un ministère libéral entra en fonction et il se forma un parti qui le soutint dans la tâche ardue de réformer la législation et l'administration avec « Application pleine et entière des principes libéraux de la Constitution ». Ces principes étaient monarchie héréditaire dans la Maison d'Orange, gouvernant de concert avec la représentation nationale au moyen de ministres responsables envers celle-ci, nommés par la Couronne qui est soutenue par les représentants du peuple; autonomie des provinces, des communes et des administrations locales des digues et des eaux respectant les intérêts généraux; liberté de religion et égalité des membres des diverses congrégations; liberté absolue des communautés religieuses, sans préférence accordée à aucune d'entre elles, et avec indépendance absolue de l'État vis-à-vis des dogmes et des opinions religieuses; liberté d'enseignement, de presse et d'association; sollicitude témoignée à l'enseignement public et à l'assistance publique; liberté du commerce, de l'industrie et de la circulation avec encouragements; contrôle rigoureux de la gestion financière; discussion publique de la chose publique; autonomie du pouvoir judiciaire.

Après 1848 le parti libéral étroitement uni, suivit son chef éminent le Premier Ministre Thorbecke. Plus tard par suite d'une plus grande divergence de vues et de moindre docilité ses travaux furent un peu entravés. Pourtant, grâce à lui, la politique coloniale a renoncé aux bénéfices directs des colonies et s'est mise à administrer les possessions d'outre-mer en vue des intérêts de la

population indigène; grâce à lui les impôts indirects sur les premières nécessités de la vie ont été abolis; grâce à lui enfin, pour ce qui concerne les impôts directs, le principe de prélèvement proportionnel aux forces des contribuables a triomphé.

Le parti libéral a toujours répugné à la tutelle de l'État. Pour ce qui concerne la tâche que celui-ci doit remplir, on peut considérer comme principes libéraux les règles que le professeur Opzoomer préconisa dès 1872 dans son livre intitulé «Limite du pouvoir de l'Etat»: 1^e maintenir dans sa plénitude le droit vis-à-vis de l'étranger comme parmi les régnicoles (régime judiciaire et policier); 2^e reconnaître que toute activité gouvernementale est contestable, et en entament la discussion sur ce point faire ressortir les avantages et les inconvénients respectifs sans se servir des dénominations usuelles de socialistes ou d'individualistes; 3^e. se refuser à toute tâche nouvelle jusqu'au moment où un examen sérieux a démontré qu'elle doit être faite dans l'intérêt de la nation, que l'intervention pourra être efficace, et que sans cette intervention cette tâche sera accomplie ou trop tard, ou trop mal ou ne le sera pas du tout. 4^e et 5^e. Ne pas s'empresser ni refuser de renoncer à une tâche dont l'État s'est chargé peut-être pour des motifs de médiocre valeur, mais examiner sans prévention si une partie de la besogne gouvernementale ne pourrait pas être mieux faite par des associations privées ou par des particuliers, en se rendant un compte exact de la modification de circonstances et des courants de l'opinion nationale.

Les libéraux, on l'a déjà dit, ne forment plus aujourd'hui un parti bien homogène. Une fraction du parti a joint à son nom de famille un prénom; les adhérents de ce

groupe se sont donné le nom de «libéraux progressistes» et ont appelé les autres «vieux libéraux» ou «libéraux conservateurs». Quoique d'accord sur les principes généraux, les deux groupes ne s'entendent pas surtout en matière de législation sociale: l'un redoute l'ingérence de l'État poussée à l'excès tandis que l'autre craint que cette ingérence ne s'étende pas assez.

Nombre de représentants à la { *Première Chambre: 27.*
 { *Seconde Chambre: 26.*

6°. Le Parti libéral démocrate.

Suffrage universel et éligibilité pour hommes et femmes, réglementation entre le capital et le travail, protection des déshérités du sort dans la lutte pour la vie, enseignement pratique et à bon marché, répartition des impôts suivant les moyens de chacun; bref, application absolue des principes libéraux démocratiques dans la législation comme dans le gouvernement: telles sont les revendications sociales que le parti libéral démocrate inscrit en tête de son programme. Sa politique sociale est donc diamétralement opposée à celle des partisans de l'abstention de l'État relativement à la production des richesses et à la répartition de la production. D'autre part, il n'est pas moins hostile à la doctrine qui voit dans le mouvement social actuel une tendance à la suppression de la propriété individuelle des moyens de production et qui veut que l'État s'emploie d'ores et déjà à favoriser cette tendance.

Le Parti n'est pas représenté à la Première Chambre.
Nombre de représentants à la Seconde Chambre: 8.

7°. Le Parti ouvrier démocrate-socialiste. (S. D. A. P.)

Les socialistes en Hollande furent longtemps les adversaires résolus du parlementarisme et du socialisme allemand.

La Fédération socialiste s'étant placée en 1893 sur un terrain exclusivement antiparlementaire, en prenant la résolution de ne pas participer aux élections même dans l'intérêt opportuniste de l'agitation, une scission se produisit dans le parti. Ceux qui, à l'exemple de Marx, sont d'avis que la lutte des classes est une lutte politique ayant pour but l'émancipation économique du prolétariat, à laquelle est subordonné le mouvement politique, convoquèrent une réunion d'adhérents le 26 Août 1894 à Zwolle. Telle fut l'origine de la création du parti ouvrier démocrate socialiste en Hollande.

Le programme contenant l'exposé général de ce parti, arrêté au premier congrès de Deventer en 1895, montre que la Fédération S. D. A. P. partage le point de vue doctrinaire de Marx, tel qu'il a été adopté en Allemagne et à l'étranger.

Leur programme électoral est le suivant :

Révision de la Constitution afin d'arriver au suffrage universel pour hommes et femmes (votation simple et non plurale).

Pensionnement aux frais de l'État des ouvriers vieux et infirmes.

Acquiescement aux vœux adressés à l'État par les associations ouvrières, tels que exécution des travaux publics par les régnicoles, fixation du maximum d'heures de travail et du minimum de salaire dans les devis des travaux à adjuger par l'État, abolition du travail de nuit

pour les boulangers et consorts. Dédommagement aux victimes d'erreurs judiciaires et de détention préventive. Procédure gratuite. Maintien de la liberté de penser et de parler, de la liberté de la presse et du droit de réunion, même pour les fonctionnaires et militaires.

Abolition du système militariste et organisation de la nation armée. Economies à introduire dans les dépenses pour la flotte et l'armée.

Enseignement primaire obligatoire et gratuit jusqu'à l'âge de 14 ans. Introduction générale de cours de répétition, et d'enseignement professionnel. Réglementation légale de l'enseignement primaire préparatoire. Indépendance plus grande accordée à l'instituteur dans l'école. Alimentation et habillement de la jeunesse. Ouverture gratuite des écoles d'enseignement secondaire et supérieur aux indigents qui auraient donné des preuves de capacité ou de talent. Fourniture gratuite des livres etc.

Amélioration du système de fermage en faveur des paysans et des ouvriers agricoles, en se basant sur le principe que le loyer ne se payera que du produit net, c'est-à-dire après en avoir soustrait toutes les dépenses nécessaires, y compris ce dont le fermier a besoin pour l'entretien de sa famille et le salaire de ses ouvriers.

Extension de la portée des stipulations des articles 1628 et 1629 du code civil dans l'intérêt du locataire, et la défense de violer ces stipulations dans les contrats de location.

Droit du fermier sortant à une indemnité pour les améliorations apportées à la propriété affermée par son travail ou son capital.

Fixation dans les baux de ferme du nombre minimum

d'ouvriers que le fermier est obligé d'avoir en été et en hiver, d'après la nature et l'étendue de l'exploitation et selon les circonstances locales.

Institution dans toutes les communes rurales de commissions de fermage composées de représentants des propriétaires fonciers, des fermiers et des ouvriers agricoles et élues par eux, proclamation de la nullité d'un bail de ferme, à moins qu'il n'ait été approuvé par la commission.

Extension du droit d'expropriation et appropriation par la commune, tant en vue de rendre les demeures plus habitables que pour obvier au manque de travail, et pour améliorer la condition des ouvriers: surtout en ce qui concerne les communes rurales, afin de les mettre à même d'accorder à un taux très bas aux ouvriers de la localité assez de terre et de matériel d'exploitation pour qu'ils puissent vivre uniquement du produit de cette terre.

Abolition de tous les privilèges en matière de droit de chasse.

Indépendance plus grande de la commune, entre autres en fait d'impositions.

Imposition des propriétaires demeurant hors de la commune. Introduction du droit de succession de l'Etat dans la ligne collatérale. Impôts progressifs à ascension rapide sur les successions, fortunes et revenus. Abolition des impôts sur les denrées alimentaires.

Abolition des articles de la loi qui subordonnent la femme à l'homme. Mesure pour protéger les enfants négligés par leurs parents et par suite restriction du pouvoir paternel. Autorisation de la recherche de la paternité et obligation imposée au père naturel d'entretenir son enfant.

Amélioration de la législation ouvrière actuelle, extension

de cette législation aux travaux agricoles et à l'industrie domestique.

Entrée en campagne contre l'abus de la boisson spiritueuse en accordant dans chaque commune aux personnes majeures des deux sexes le droit de faire défendre à la majorité des voix la vente des boissons spiritueuses dans la commune (Local option).

*Le parti n'est pas représenté à la Première Chambre.
Nombre de représentants à la Seconde Chambre: 8.*

8°. Le parti Socialiste Révolutionnaire.

Les socialistes révolutionnaires reprochent au Parti Ouvrier socialiste démocrate de vouloir implanter l'état socialiste dans l'état actuel.

Par un programme double, disent-ils, un programme à principes socialistes et un programme pratique ou d'action, qui n'est que radical, ce socialisme d'état peut avoir un faux air de socialisme, bien que le vernis socialiste qu'il se donne ne soit au fond que pour la parade.

La foi au parlementarisme est incompatible avec l'idée révolutionnaire, car en s'engageant dans les réformes un parti finit nécessairement par entrer dans la voie du possibilisme, mais avec lui on quitte le terrain de la lutte des classes, où, pensent-ils, se livrera le combat décisif.

C'est pourquoi le socialisme révolutionnaire n'a point pour but la conquête de la puissance politique en faveur de la classe ouvrière, vu qu'il se place à ce point de vue que ce sont les conditions économiques qui dominent les conditions politiques, et non l'inverse.

Le socialisme révolutionnaire aspire à l'abolition de la

loi des salaires, pour atteindre à la libre association des ouvriers entre eux.

Il veut non l'augmentation mais la diminution et, en fin de compte, l'abolition de toutes les lois.

Il ne se prête point à étendre le pouvoir de l'Etat, il veut au contraire le restreindre, afin qu'il finisse par disparaître.

Il est convaincu de la justesse de ces paroles d'Herbert Spencer: «on ne saurait se servir des pierres dont se compose une maison, avant que celle-ci ait été démolie. Si ces pierres sont cimentées, il faudra bien des efforts pour détruire leur cohésion, et les rendre de nouveau utilisables. Et si c'est depuis des siècles que le ciment les rattache les unes aux autres, les difficultés que présentera leur démolition sont telles, qu'une édification avec de nouveaux matériaux sera plus économique qu'une reconstruction avec les anciens».

Le socialisme révolutionnaire attache donc une grande importance à tout ce qui est susceptible d'affaiblir la position des classes dirigeantes ou de renforcer celle des prolétaires en tant que classe sociale.

Non seulement ils approuvent les actes d'opposition collective comme les grèves, mais même les actes de révolte individuelle, toute «propagande par le fait» offensive ou passive. Ils prônent le refus de service militaire en cas de mobilisation. Ils considèrent qu'il est de leur devoir de faire comprendre clairement aux ouvriers que la seule voie de délivrance qui leur soit ouverte, c'est la révolution armée.

Le grand orateur du parti est l'ex-pasteur et ex-membre de la Seconde Chambre M. Domela Nieuwenhuis, qui au cours des grèves de chemins de fer joua un rôle très important.

Le parti n'a pas de représentants parlementaires.

III.

Législation étrangère en matière de refus de service de fonctionnaires publics et de personnes employées au service de particuliers dans les principaux pays.

Refus de service de fonctionnaires.

France.

Art. 126 C. P. Seront coupables de forfaiture et punis de la dégradation civique, les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet serait d'empêcher ou de suspendre soit l'administration de la justice soit l'accomplissement d'un service quelconque.

Belgique.

Art. 236 C. P. Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 fr. à 500 fr., les fonctionnaires qui, par suite de concert, auront donné leurs démissions dans le but d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service légal.

Italie.

Art. 178. C. P. Il pubblico ufficiale che per qualsiasi pretesto, anche di silenzio, oscurità, contraddizione o insufficienza della legge, omette o rifiuta di fare un atto del proprio ufficio è punito con la multa da lire cinquanta a millecinquecento.

Art. 178 C. P. Le fonctionnaire public qui sous quelque prétexte que ce soit, même silence, obscurité, contradiction ou insuffisance de la loi, omet ou refuse de faire un acte relevant de ses fonctions sera puni d'une amende de cinquante à mille cinq cents lires.

Angleterre.

Common law. (Stephen, Digest on the criminal law. 1894, p. 90).

Every public officer commits a misdemeanor who *wilfully neglects* to perform any duty which he is bound either by common law or by statute to perform, provided that the discharge of such duty is not attended with greater danger than a man of ordinary firmness and activity may be expected to encounter.

Loi commune (Stephen, Etude sur la loi criminelle 1894 p. 90).

Commet un délit, tout employé public, qui *volontairement néglige* de remplir tout devoir auquel il est tenu, soit de par la loi commune, soit en exécution d'un règlement, pourvu que l'accomplissement d'un tel devoir ne fasse pas courir un plus grand danger que celui que peut affronter un homme de fermeté et d'activité ordinaires.

États-Unis.

Bishop, *On the criminal law*, I, § 459.

Any act or omission, in disobedience of official duty, by

Bishop, (*sur la loi criminelle*, I, § 459).

Est punissable comme crime, lorsque l'intérêt public en gé-

one who has accepted public office, is, when of public concern, in general, punishable as a crime.

néral est concerné, tout acte ou omission, de la part de celui qui a accepté un emploi public, en désaccord avec son devoir officiel.

Refus de service de personnes employées au service de particuliers.

France.

Art. 20 de la loi du 15 juillet 1845. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein qui aura abandonné son poste pendant la marche du convoi.

Art. 1 du projet déposé par quelques sénateurs en 1895. Sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. toute coalition de la part des ouvriers des arsenaux de l'État, des ouvriers ou employés des autres exploitations de l'État, *des agents de compagnies de chemin de fer* pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Art. 2 du projet. Toute provocation à commettre le délit ci-dessus spécifié sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 fr. à 3000 fr.

Allemagne.

Art. 318. C. P. Wer fahrlässigweise durch eine der vorbezeichneten Handlungen den Betrieb einer zu öffentlichen

Art. 318 C. P. Quiconque par négligence, par suite d'un des faits ci-dessus désignés, entrave ou met en péril l'exploitation

Zwecken dienenden Telegraphenanlage verhindert oder gefährdet, wird ... bestraft.

Gleiche Strafe trifft die zur Beaufsichtigung und Bedienung der Telegraphenanlagen und ihrer Zubehörungen angestellten Personen, wenn sie durch *Vernachlässigung der ihnen obliegenden Pflichten* den Betrieb *verhindern* oder gefährden.

Art. 318 a. Application de l'A. 318 au téléphone et à la «Rohrpost».

des établissements télégraphiques servant à un usage public, sera puni...

Seront passibles de la même peine, ceux qui sont chargés de la surveillance et du service des établissements télégraphiques ainsi que leurs subordonnés, si par suite de négligence dans l'accomplissement de leurs fonctions, ils en entravent ou mettent en péril l'exploitation.

Suisse.

Art. 170. Projet de C. P. Wer den öffentlichen Telegraphen — oder Telephon — Verkehr *vorsätzlich hindert oder gefährdet*, wird ... bestraft.

Wer den öffentlichen Telegraphen — oder Telephon-Verkehr *fahrlässig hindert oder gefährdet*, wird ... bestraft.

Quiconque de propos délibéré entrave ou met en danger le service public du télégraphe ou du téléphone, sera puni...

Quiconque par négligence entrave ou met en péril le service public du télégraphe ou du téléphone, sera puni...

Connecticut.

GENERAL STATUTES OF 1888.
Chapter 99. — Offences
of strikers.

Sect. 1517 (as amended by chapt. 87, acts of 1895). Every person who shall unlawfully, maliciously, and in *violation*

RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE 1888.
Chap 99. — Délits des
grévistés.

Sect 1517 (comme modifié par le chap. 87, actes de 1895) Sera punie d'une amende... ou emprisonnée... toute per-

of his duty or contract, unnecessarily stop, *delay*, or *abandon* any locomotive, car, or train of cars, or streetrailwaycar, or shall maliciously injure, *hinder* or obstruct the use of any *locomotive, car or railroad or streetrailwaycar, or streetrailway*, shall be fined ... or imprisoned ...

sonne qui illégalement par malveillance et *en violation de son devoir ou de ses engagements*, aura sans nécessité, *arrêté, retardé* ou *abandonné* une locomotive, voiture, ou train de voitures, voiture de tramway (litt. voiture de chemin de fer sur rue) ou aura par malveillance, détérioré, ou *empêché* ou mis obstacle à l'usage soit de *locomotive, voiture, voie, ou voiture de tramway*, ou *voie de tramway*.

Delaware.

REVISED CODE OF 1893.

Page 928. — Strikes of railroad employees.

Sect. 1. If any *locomotive engineer*, upon any railroad within this State, who shall, at the time, *be engaged in any strike*, or with a view to *incite* others to such strike, or in furtherance of any combination or preconcerted arrangement... to bring about or *produce such strike*, shall *abandon the locomotive engine in his charge*, when attached either to a passenger or freight train, at any place other than the schedule or otherwise appointed destination of such train, or shall *refuse or neglect to proceed* with

CODE RÉVISÉ DE 1893

Page 928 — grèves des employés de Chemins de Fer.

Sect. 1. Si, sur une des voies ferrées à l'intérieur de cet État, un *mécanicien de locomotive*, qui à ce moment sera engagé dans une grève, ou bien en vue d'inciter les autres à cette grève, ou à la suite d'une combinaison quelconque ou d'un arrangement concerté à l'avance pour amener ou produire cette grève, *abandonne la locomotive dont il a la charge*, alors qu'elle est attachée soit à un train de voyageurs ou de marchandises à une place quelconque autre que la destination de ce train désignée par la schedule ou

said train to the place of destination, as aforesaid, every such person, so offending, shall be deemed guilty of a misdemeanor...

Sect. 2. If any *locomotive engineer or railroad employee*, within this State, for the purpose of furthering the object of, or *lending aid to, any strike* or strikes organised or attempted to be maintained on *any other* railroad... shall *refuse or neglect*, in the course of his employment, to *aid in the movement over and upon the tracks of the company employing him*, of the cars of such *other* railroad company, or received therefrom in course of transit where strikes are, either then, or may have been organised or attempted to be maintained, as aforesaid, every person, so offending, shall be deemed guilty of a misdemeanor...

Sect. 5. If any conductor, baggage master, brakeman, or other train man, employed on either a freight or passenger-train, on any railroad within his State, shall *abandon the train* to which he is so attached, or with which he is connected in *furtherance of any strike* or with a *view of inciting* others

autrement ou *refuse* ou *néglige* de *poursuivre sa route* avec le dit train jusqu'au lieu de destination susdit, toute personne ainsi en défaut sera jugée coupable d'un délit...

Sect. 2. Si, à l'intérieur de cet État, un *mécanicien de locomotive* ou *employé de chemin de fer*, dans le but de favoriser l'objet d'une grève, ou de *prêter aide* à une ou plusieurs grèves organisées ou que l'on a essayé de soutenir, sur *toute autre* ligne de chemin de fer, *refuse* ou *néglige* dans l'exercice de ses fonctions, d'aider à la circulation, *au delà et sur* les voies *de la compagnie l'employant*, des voitures de cette autre compagnie de chemins de fer ou reçues en cours de transit, de cette compagnie où les grèves vont être ou ont déjà pu être organisées ou attentées d'être maintenues comme dit ci-dessus, toute personne, ainsi en défaut, sera jugée coupable d'un délit.

Sect. 5. Si un conducteur, maître de bagages, serre-frein ou autre employé de train, en fonctions sur un train de marchandises ou de voyageurs, sur une voie ferrée quelconque du territoire de cet État, *abandonne le train* auquel il est affecté ou

to such strike, or *in aid of any others* who may be engaged in such strike, at any place other than the schedule or otherwise appointed destination of such train, or shall *refuse or neglect to proceed* with such train to its place of destination every such person, so offending shall be deemed guilty of a misdemeanor...

Dispositions analogues dans les États de l'Illinois, (Annotated Statutes of 1896. Ch. 114, strikes); de Maine (Revised Statutes of 1883, Ch. 123; de New-Jersey (General Statutes of 1895 page 2696), etc.

rattaché *en conséquence d'une grève quelconque* ou *en vue d'inciter* les autres à une telle grève, ou *en aide de tout autre* qui pourrait être engagé dans la dite grève, à toute place autre que la destination désignée pour ce train par la schedule ou autrement ou *refuse* ou *néglige* de *poursuivre sa route* avec ce train jusqu'au lieu de destination, toute personne ainsi en défaut sera jugée coupable d'un délit.

Angleterre.

STATUTES.

3 & 4 Vict. c. 97, s. 13. Every one is guilty of a misdemeanor... who, being an engine driver, guard, porter or other servant in the employ of a railway company, is found drunk or *committing an offence against the bye-laws of the company*, or wilfully maliciously, or negligently *does or omits to do any act* whereby the life or limb of any person upon the railway shall or might be injured or *the passage of engines, carriages or trains impeded*...

Loi.

3 et 4 Vict. C. 97, s. 13. — Est coupable d'un délit... qui-
conque, étant conducteur de machine, garde, porteur ou autre employé au service d'une Compagnie de Chemin de Fer, est trouvé ivre ou *commettant une faute contre les règlements de la compagnie*, ou volontairement par malveillance ou négligence, *fait ou omet de faire un acte* quelconque, de telle sorte que la vie ou les membres d'une personne soient ou puissent être atteints, ou que le *passage des*

38 & 39 Vict. c. 86, s. 5.
Every person commits a mis-
demeanor . . .

who wilfully and maliciously
*breaks a contract of service or
of hiring*, knowing or having
reasonable cause to believe that
the *probable consequence* of his
so doing . . . will be to endanger
human life or cause serious
bodily injury, or to expose
valuable property, whether real
or personal, to destruction or
serious injury.

Dispositions analogues a
New-York, Birdseye's Revised
Statutes etc., 1896, page 1939,
sect. 10.

38 & 39. Vict. c. 86, s. 4.
Every person commits a mis-
demeanor . . .

who, being employed by a
municipal authority, or by a
company or contractor upon
whom is imposed by Act of
Parliament the duty, or who
have otherwise assumed the
duty of *supplying* any city,
borough, town or place or any
part thereof, *with gas or water*,
wilfully and maliciously breaks
a contract of service with
that authority or company
or contractor, knowing, or
having reasonable cause to
believe, that the *probable conce-*

quences, voitures ou trains,
puisse être entravé . . .

38 et 39 Vict. c. 86 s. 5. —
Commet un délit . . . toute per-
sonne qui volontairement et par
malveillance, *rompt un contrat*
de *service* ou de *louage*, con-
naissant ou ayant des raisons
suffisantes pour croire que la
conséquence probable en ce fai-
sant, sera de mettre en danger
la vie humaine ou d'occasionner
des accidents sérieux ou d'ex-
poser la propriété soit immobi-
lière soit mobilière à la destruc-
tion ou à un dommage sérieux.

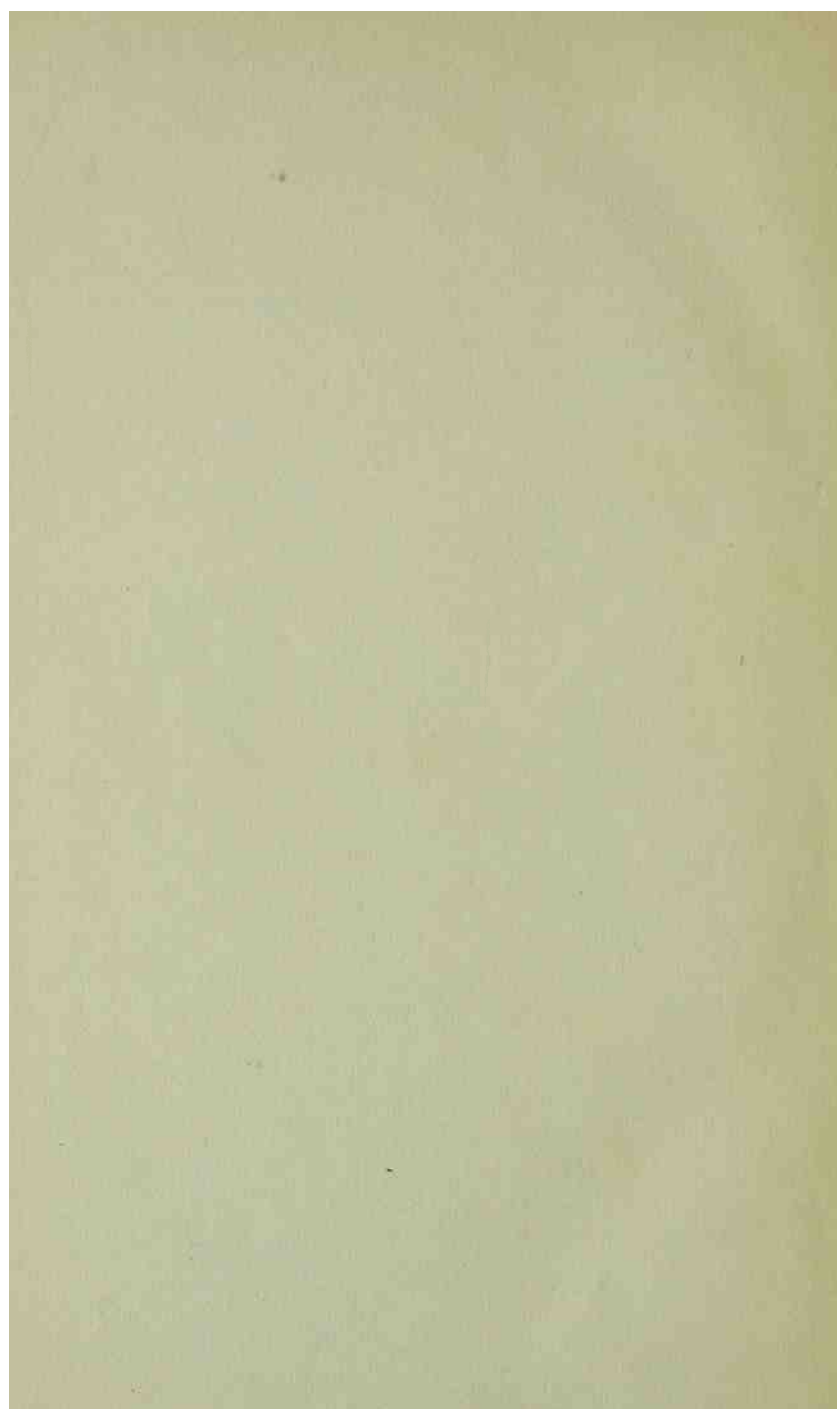
Dispositions analogues à New-
York, Birdseye's Revised Statu-
tes etc. 1896 p. 1939 sect. 10.

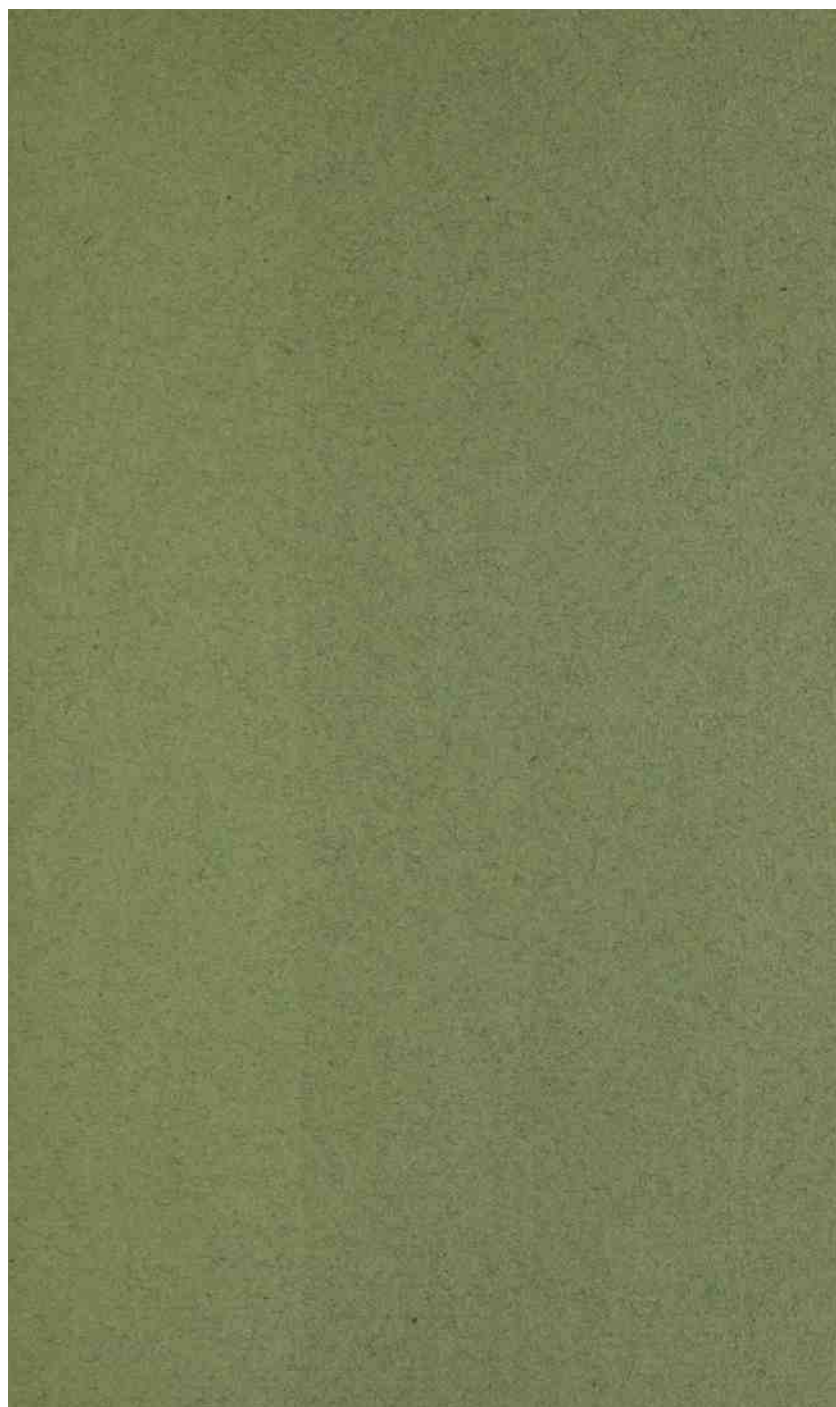
38 et 39 Vict. c. 86 s. 4.
Commet un délit... alors qu'étant
employée par une *autorité mu-
nicipale* ou par une *compagnie*
ou par un *entrepreneur*, à qui
est imposé par acte du Parle-
ment, le devoir ou qui a de
toute autre façon *assumé* la
charge *d'alimenter de gaz ou
d'eau*, toute cité, bourg, ville
ou endroit ou toute partie des
lieux précités, toute personne
qui volontairement et par mal-
veillance *rompt un contrat* ou
interrompt son service avec cette
autorité ou cette compagnie ou
cet entrepreneur, sachant ou

quences of his-so doing . . . will be to deprive the inhabitants of that city, borough, town, place, or part, wholly or to a great extent of their supply of gas or water.

ayant des raisons suffisantes de croire que la *conséquence probable de son acte . . .* sera de *priver les habitants* de cette cité, bourg, ville, endroit ou quartier, totalement ou en grande partie de leur *approvisionnement en gaz ou en eau.*







IMPRIMERIE J. H. DE BUSSY, AMST.